

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'OBLIGATION D'EXPLOITER
LES
BREVETS D'INVENTION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mardi 7 juin 1910, à 1 heure 1/2

PAR

C. CHENU

Président : M. THALLER, professeur.

*Suffragants : { MM. LYON-CAEN, professeur.
WAHL, professeur.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5°

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'OBLIGATION D'EXPLOITER
LES
BREVETS D'INVENTION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

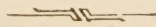
Le mardi 7 juin 1910, à 1 heure 1/2

PAR

C. CHENU

Président : M. THALLER, professeur.

*Suffragants : { MM. LYON-CAEN, professeur.
WAHL, professeur.*



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

—
1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

TITRE I

EXPOSÉ PRÉLIMINAIRE ÉLÉMENTS DONT LE LÉGISLATEUR DOIT TENIR COMPTE EN MATIÈRE DE BREVETS

A. — *L'intérêt de l'inventeur et l'intérêt du public.*
Leur conflit.

Toute invention nouvelle, de quelque nature qu'elle puisse être, crée un antagonisme entre deux intérêts : l'intérêt de l'inventeur et l'intérêt public.

Si l'on s'en tenait au premier, il est bien évident que l'invention devrait être considérée comme la propriété exclusive de celui qui l'a conçue, et être traitée dès lors comme toute chose susceptible de propriété privée, sur le terrain juridique.

Si, au contraire, l'on ne tenait compte que du second, toute invention contribuant, pour une part plus ou moins grande, à la loi du progrès, il conviendrait que le public tout entier fût, dès le début, mis à même d'en profiter.

Toute législation doit donc s'occuper de concilier ces deux idées.

La protection due à l'inventeur est facile à justifier ; nous nous trouvons en présence d'un homme qui a travaillé, cherché, produit, consacré des efforts souvent considérables — et ruineux — à sa découverte. Si, sous prétexte d'un intérêt supérieur de l'humanité, on le dépouillait immédiatement de son invention, on découragerait les chercheurs, las de voir leurs découvertes profiter uniquement à des tiers plus pratiques et plus industriels. Le droit exclusif à l'exploitation d'une invention n'apparaît, en somme, que comme rémunération d'un travail difficile et dispendieux. En droit, la justification de ce privilège serait aussi facile à formuler : ce qui est sorti du cerveau d'un homme est sa propriété. A lui d'en user comme bon lui semble.

Mais cette vérité, reconnue généralement pour la propriété matérielle, est ici fort contestable. Une première objection se trouve soulevée tout naturellement contre elle : le public a intérêt à profiter de toute découverte nouvelle. Que l'inventeur néglige d'exploiter, ou exploite mal et prétende empêcher les autres de le faire à sa place, voilà la marche en avant entravée.

On lui objectera d'autre part que pour arriver à la réalisation de cette invention, il a profité de tous les progrès accomplis avant lui, de toutes les inventions faites par d'autres que lui. Au point de vue mécanique, existe-t-il un homme aujourd'hui, auteur

d'une invention, qui pourrait se vanter d'avoir accompli sa découverte s'il était parti du point initial, de l'A B C de la science, et s'il n'avait eu des devanciers pour amener cette science au point où lui l'a trouvée, reprise et perfectionnée?

Un autre argument contre l'exploitation au profit exclusif de l'inventeur est tiré de la certitude où nous nous trouvons que, si cet homme n'avait pas réalisé cette invention aujourd'hui, un autre l'eût réalisée demain.

Dès lors, il est impossible de rendre perpétuelle, comme la propriété ordinaire, cette propriété spéciale dont l'origine a eu quelque chose d'aléatoire, puisqu'elle peut être le prix de la course entre deux hommes. D'ailleurs, interdire aux autres d'utiliser cette découverte, ce serait figer l'industrie dans une routine déplorable, qui la ruinerait rapidement pour peu qu'il se trouvât une concurrence étrangère plus favorisée par sa législation.

Ainsi, nous venons de voir quels arguments l'on pouvait invoquer dans un sens et dans l'autre selon que l'on s'attache à défendre intégralement le privilège de l'inventeur ou le droit du public.

De ces deux intérêts, la loi ne saurait évidemment sacrifier le premier au deuxième ou le deuxième au premier, elle s'occupera d'opérer, dans la mesure du possible, une conciliation entre les deux.

Ainsi, en examinant la loi française du 5 juillet

1844, que nous exposerons plus loin en détail, nous apercevons ce soin du législateur. Faisant la part des deux intérêts, cette loi établit :

Pour l'inventeur, un droit exclusif d'exploitation, limité seulement dans le temps ; un droit de cession et de transmission aux tiers ; la création du délit spécial de contrefaçon réprimé par un système de peines, et permettant à l'auteur de la découverte de poursuivre ceux de ses concurrents qui auraient porté atteinte à ses droits.

Pour le public, l'obligation où se trouve l'inventeur, d'après l'article 32, d'exploiter sa découverte dans un délai de deux ans (porté aujourd'hui à trois ans), sous peine de déchéance. Il est évident qu'ici, le législateur s'est occupé de l'intérêt général, qui se trouverait compromis par l'inaction du breveté. Cette inaction laisserait en suspens, pendant un délai qui peut atteindre quinze années, le profit que la société pourrait recueillir de l'invention. Il a paru au législateur que permettre au breveté cette négligence, ce serait entraver la marche du progrès qui s'accommoderait mal de cette paralysie soudaine et cela d'autant plus, répétons-le, que l'invention de l'un aurait sans doute été, peut-être quelques mois plus tard, l'invention d'un autre qui, lui, l'eût exploitée. Pour obvier à ce grave inconvénient de l'inaction du breveté, la loi de 1844 adopte le système de l'obligation d'exploiter ; la sanction de cette obligation sera, pour l'inventeur, la déchéance de tous ses droits.

B. — *La loi nationale et les lois étrangères. Conflit.*

Le législateur s'étant occupé de concilier ces deux intérêts opposés, toute difficulté n'est pas encore résolue : il en vient une seconde qui tient à l'internationalisme des industries. Il n'y a plus, ou du moins il tend à ne plus y avoir d'industries proprement nationales.

Qu'un inventeur ait fait, en France, une découverte, il est bien évident qu'il commencera par se défaire de ses concurrents les plus immédiats, ou les plus voisins, qui sont ses compatriotes. Et pour atteindre ce résultat, il se fera breveter en France. Mais ces précautions seraient aujourd'hui fort insuffisantes. Non seulement les concurrents français ne sont pas les seuls dont il lui faille tenir compte, mais souvent, malheureusement, ils ne sont pas même les plus redoutables.

Si nous prenons pour exemple l'Allemagne, dont la facilité de production à bon marché est connue, le péril apparaît clairement. L'industriel français va bien exploiter en France sa découverte ; sans doute, la loi protectionniste, et qui l'a défendu par un brevet, ne laissera pas des produits de son invention, mais fabriqués à l'étranger, venir, par ce détour, le concurrencer sur son territoire. Mais cet industriel aurait tout avantage à poursuivre en dehors de nos

frontières son exploitation, et là, la loi française ne suffit plus à le protéger. Qu'un Allemand mieux outillé se mette alors à exploiter la découverte, à la livrer à meilleur compte — je ne dis pas à qualité égale — au public, et l'inventeur se verra fermer, non seulement le marché allemand, mais les marchés de tous les pays, inondés des produits de son concurrent.

A pareil mal, le remède était simple : il suffisait que l'inventeur se fit breveter dans tous les pays. Et c'est bien ainsi qu'il agit habituellement.

Toutefois, comment, en pratique, vont se passer les choses ? L'inventeur, qui n'est pas toujours assuré du succès de son invention, à laquelle le public réservera peut-être un accueil indifférent, peut préférer avant de la breveter dans tous les pays, en faire une sorte d'essai. Ainsi l'inventeur français se fera breveter en France, exploitera, et si les circonstances lui paraissent heureuses, se fera breveter à l'étranger. Cet essai, qui présente l'avantage de ne pas multiplier les chiffres d'un déficit possible, a, de même, ses inconvénients. Il peut se faire qu'un concurrent étranger ait pris les devants, et profitant de ce laps de temps, fait breveter chez lui, avant l'inventeur véritable, sa découverte. Il peut se faire, en outre, que l'inventeur rencontre un obstacle insurmontable dans la loi étrangère, et se voie opposer la déchéance pour non exploitation sur le sol étranger

dans un certain délai à dater du dépôt du brevet en France.

Cet aperçu fait entrevoir une série de difficultés à la solution desquelles le législateur devra se consacrer. Il ne s'agit plus, comme précédemment, de faire du droit civil national, mais bien du droit international privé.

Avant d'aller plus loin, avant d'entreprendre la discussion sur le terrain économique, des solutions qu'il conviendrait de donner au problème, soit en droit interne, soit en droit international, nous allons exposer les solutions du droit positif ; de la législation existante. Nous les examinerons d'abord en France ; à l'étranger ensuite.

Ces textes formels une fois développés, nous nous occuperons des corrections qui leur ont été proposées. Nous serons amené à examiner ainsi les idées les plus intéressantes émises au cours des Congrès qui se sont occupés de la question.

TITRE II

LÉGISLATION FRANÇAISE

CHAPITRE I^{er}

Aperçu d'ensemble de la législation des brevets

Nous croyons intéressant, avant d'aborder la matière de l'obligation d'exploiter elle-même, et pour en favoriser l'intelligence, de donner une sorte de résumé de la loi française concernant les brevets.

1^o *Inventions brevetables* (art. 2 de la loi du 5 juillet 1844). — « Seront considérées comme inventions ou découvertes nouvelles : l'invention de nouveaux produits industriels, l'invention de nouveaux moyens ou l'application nouvelle de moyens connus, pour l'obtention d'un résultat ou d'un produit industriel. »

Il faut donc :

1^o Que l'invention soit industrielle et qu'elle produise un résultat industriel. Exclusion formelle (art. 3) des produits pharmaceutiques et de plans de finan-

ces (Exclusion des inventions contraires aux bonnes mœurs);

2° Qu'il s'agisse d'un produit nouveau;

3° Ou de moyens nouveaux, c'est-à-dire de procédés qui aboutissent à l'obtention d'un résultat ou d'un produit ;

4° Ou d'une application nouvelle de moyens connus.

2° *Demande de brevet* (art. 5 de la loi de 1844). — Un brevet est délivré à quiconque en fait la demande.

Rouages. — Cette demande est adressée à l'Office national de la propriété industrielle (créé par la loi du 9 juillet 1901), et représentant ici, par délégation, le ministre de l'Agriculture et du Commerce. A côté d'elle, le décret du 9 juillet 1901 a créé une commission technique.

Pour prendre un brevet, il faut déposer, sous cachet, au secrétariat de la Préfecture (dans le département où l'on est domicilié ou dans tout autre département en y élisant domicile) : 1° la demande au ministre de l'Agriculture et du Commerce ; 2° une description de la découverte, invention ou application faisant l'objet du brevet demandé ; 3° les dessins ou échantillons nécessaires à l'intelligence de la description ; 4° un bordereau des pièces déposées.

3° *Délivrance.* — Il n'y a pas d'examen préalable ; l'Office national, représentant le ministre, se borne à contrôler la régularité de la demande.

Si elle est régulière, il est tenu de délivrer le bre-

vet, aux risques de l'impétrant. L'arrêté de délivrance est imprimé à l'Imprimerie nationale ; il contient la description et les dessins.

La pièce remise au demandeur est un exemplaire imprimé, revêtu du timbre de l'Office national, avec ampliation de l'arrêté.

L'administration conserve les exemplaires déposés.

4° *Rejet de la demande.* — L'Office national peut rectifier la demande irrégulière. L'inventeur a alors un mois pour la corriger. Le rejet se fait par arrêté du ministre, après avis conforme de la commission technique (arrêté du 11 août 1903, art. 13). L'inventeur peut se pourvoir devant le Conseil d'État, dans les trois mois de la notification (avis du Cons. d'État du 22 juillet 1806, art. 11).

5° *Brevets de perfectionnement et certificats d'addition.* — Si l'inventeur perfectionne son invention antérieurement brevetée, il peut, soit prendre un nouveau brevet, soit un certificat d'addition.

Le brevet de perfectionnement coûte plus, mais a une existence propre, indépendante de celle du brevet principal.

Le certificat d'addition coûte moins, mais s'éteint en même temps que le brevet principal.

6° *Brevets de perfectionnement pris par un tiers.* — Un tiers peut prendre un brevet de perfectionnement pour une invention brevetée appartenant à une autre personne. Mais il lui est défendu de l'exploiter

tant que les droits du breveté principal sont protégés (art. 19).

Pendant un an, le propriétaire du brevet principal jouit d'un droit de préférence sur les tiers auteurs d'un perfectionnement à son invention (art. 18).

7° *Durée des brevets* (art. 4). — La durée des brevets est de cinq, dix, ou quinze ans, suivant la taxe payée par l'inventeur.

Elle peut être prolongée, mais seulement par une loi (art. 15).

8° *Taxes*. — L'inventeur doit payer à l'État des taxes à raison de son brevet.

Elles sont fixées par l'article 4 à : 500 francs pour un brevet de cinq ans ; 1.000 francs pour un brevet de dix ans ; 1.500 francs pour un brevet de quinze ans.

Cette taxe est payée par annuités de 100 francs, sous peine de déchéance.

CHAPITRE II

Textes consacrant l'obligation d'exploiter en droit français

En France, le texte fondamental, en matière de brevets, est la loi du 5 juillet 1844. Elle a été complétée et corrigée par la Convention de Paris du 20 mars 1883; par la loi du 7 avril 1902 et la loi du 6 juillet 1906.

A. — *Loi du 5 juillet 1844.* — En ce qui concerne l'obligation d'exploiter.

TITRE IV. — *Des nullités et déchéances* (art. 32, ainsi modifié. Loi du 7 avril 1902). — Sera déchu de tous ses droits :

1° Le breveté qui n'aura pas acquitté son annuité avant le commencement de chacune des années de la durée de son brevet (l'intéressé aura toutefois un délai de trois mois au plus pour effectuer valablement le paiement de son annuité, mais il devra verser en outre, une taxe supplémentaire de 5 francs, s'il effectue le paiement dans le premier mois, de 10 francs, s'il effectue le paiement dans le second mois, et de 15 francs s'il effectue le paiement dans

le troisième mois. Cette taxe supplémentaire devra être acquittée en même temps que l'annuité en retard.

2° Le breveté qui n'aura pas mis en exploitation sa découverte ou invention en France, dans le délai de deux ans, à dater du jour de la signature du brevet, qui aura cessé de l'exploiter pendant deux années consécutives, à moins que, dans l'un ou l'autre cas, il ne justifie des causes de son inaction.

3° Le breveté qui aura introduit en France des objets fabriqués en pays étranger, et semblables à ceux qui sont garantis par son brevet.

Néanmoins, le ministre du Commerce et de l'Industrie pourra autoriser l'introduction : 1° des modèles de machines ; 2° des objets fabriqués à l'étranger destinés à des expositions publiques ou à des essais faits avec l'assentiment du gouvernement.

B. — *Convention de Paris du 2 mars 1883.* — Entre les pays suivants : Belgique, Espagne, France, Guatemala, Italie, Pays-Bas, Portugal, Salvador, Serbie, Suisse et depuis, Etats-Unis, Allemagne, Autriche-Hongrie.

Art. 5. — L'introduction par le breveté, dans le pays où le brevet a été délivré, d'objets fabriqués dans l'un ou l'autre des États de l'Union, n'entraînera pas la déchéance.

Toutefois, le breveté restera soumis à l'obligation d'exploiter son brevet conformément aux lois du pays où il introduit les objets brevetés.

C. — *Loi du 6 juillet 1906* (1). — Déclare applicables aux Français entre eux les dispositions de la Convention internationale de 1883 et des actes qui l'ont modifiée (dont l'acte additionnel de Bruxelles du 14 décembre 1900).

D'où le délai accordé au breveté pour exploiter son invention est porté à trois ans à dater de la prise du brevet.

APPENDICE. — *Résumé du système législatif français.* — *Le breveté doit mettre son invention en exploitation dans un délai de trois ans à partir du jour de la signature du brevet sous peine de déchéance. S'il est resté inactif pendant ce délai tout le monde peut exploiter le brevet.*

1. Il est intéressant de connaître les délais accordés à l'inventeur pour mettre sa découverte en exploitation, dans les législations étrangères.

1 an : Belgique, Colombie, Paraguay.

2 ans : Espagne, Portugal, Finlande, Turquie, Venezuela.

3 ans : France, Allemagne, Autriche, Danemark, Luxembourg, Suède, Norvège, Suisse, Brésil, Japon, Angleterre.

5 ans : Russie, Guatémala, Chili, Pérou.

ÉTUDE DU SYSTÈME FRANÇAIS

d'après la législation en vigueur

I. — *Raisons d'être de la déchéance, comme sanction à l'obligation d'exploiter* (1). — Le breveté qui néglige d'exploiter son brevet entrave indirectement l'activité d'autrui : il paralyse l'industrie. Celle-ci est soumise à la loi de la marche en avant : or l'inventeur qui n'exploite pas sa découverte après l'avoir fait breveter, barre la route au progrès. Il entrave l'industrie du pays, que pourra concurrencer avantageusement l'industrie d'un pays étranger où il ne sera pas breveté, « il prive les ouvriers d'un élément d'activité ; il prive le consommateur de la faculté de jouir de l'invention » (Pouillet).

Il était impossible, d'autre part, d'obliger le breveté à exploiter immédiatement. Il lui faut en effet

1. Le rapporteur de la loi, Ph. Dupin, a clairement exposé les motifs qui lui paraissaient justifier la déchéance. « Si la société consent à se déshériter pour un temps du droit d'exploiter librement une découverte utile, c'est pour reporter les avantages de cette exploitation à l'inventeur. Mais s'il les dédaigne ou les délaisse, il est censé les abdiquer et il en est déchu. » (Mainié, 2022.)

trouver des commanditaires ou des industriels disposés à accueillir favorablement une idée nouvelle; dans l'un et l'autre cas, il se heurtera à l'esprit de routine ou à la défiance qu'inspire une nouveauté qui n'a pas fait ses preuves.

II. — *Point de départ du délai.* — Aussi la loi lui accorde-t-elle aujourd'hui un délai de trois ans pour assurer l'exploitation de son invention.

Ce délai commence à courir du jour de la signature du brevet, c'est-à-dire de sa délivrance. Il semblerait logique de le faire partir du jour de la demande, puisque les effets du brevet partent du jour du dépôt de la demande. Mais le texte est formel. Pouillet ne cite qu'un auteur qui l'ait contesté, mais sans fondement; et son opinion n'a jamais été suivie.

III. — *Ce qu'il faut entendre par exploitation.* — L'exploitation ne doit évidemment pas n'être qu'apparente. Elle ne doit pas se réduire à un simulacre; il faut que l'apparence corresponde à une réalité.

Les auteurs réproouvent à bon droit, comme exploitation insuffisante, le fait d'un inventeur qui, chaque année, fait manœuvrer une machine devant un huissier, en lui en faisant dresser constat. Cette réprobation est excellente, au point de vue théorique. Elle a été consacrée en pratique. Un jugement du tribunal de Douai (20 janvier 1859, Ann. 61, 44), frappe le breveté de déchéance, bien qu'il ait fait fonctionner tous les deux ans son appareil devant huissier et qu'il

ait fait dresser constat de ce fonctionnement. L'installation des machines était si défectueuse qu'elle rendait toute exploitation presque impraticable. Le fonctionnement de la machine n'a donc pas été jugé suffisant : il faut en outre une aptitude de celle-ci à l'exploitation.

D'un autre côté, le résultat de l'exploitation importe peu. La loi ne s'occupe pas de savoir si l'exploitation a été malheureuse ou couronnée de succès. Il peut se faire que l'inventeur n'ait réussi à vendre aucun appareil. Il y a cependant exploitation s'il l'a mis en vente (1).

A. — *Cas où il n'y a pas déchéance.* — En vertu de la loi l'inventeur n'est pas déchu de son invention quand il peut prouver qu'il n'a rien pu faire, quand « il justifie des causes de son inaction ». Notons toutefois que cette justification est laissée tout entière à l'appréciation des juges du fait. Prenons quelques exemples à la jurisprudence.

L'inventeur sera considéré comme ayant exploité

1. Comp. Kohler (Handbuch des deutschen Patentrechts, p. 636, § 257.)

« Il suffit de l'effort consciencieux de l'inventeur, même s'il se brise contre les circonstances... Si l'inventeur s'est efforcé de rendre son industrie populaire, de recommander son article au public, il a valablement rempli son obligation d'exploiter, si même à sa place un psychologue plus avisé, un réclamer plus inventif, un virtuose des affaires ayant davantage le sens du commerce avait pu tirer un meilleur parti de sa publicité. »

lorsqu'il prouvera qu'il a obtenu une mention à une exposition.

De même lorsque, sans avoir exploité lui-même, il aura concédé une licence à des tiers. Ainsi, un inventeur, avant l'expiration du délai qui lui était assigné pour exploiter, a concédé la licence d'exploiter sa découverte, à une société, qui s'est mise à fabriquer (Freins Bowden, Paris, 11 mai 1904, Ann. 1904, 113).

Dans l'espèce, l'inventeur invoquait son brevet en date du 8 août 1898 pour interdire la fabrication de ses freins à des concurrents. Ceux-ci, entre autres arguments qu'ils lui opposaient, prétendaient son brevet déchu pour défaut d'exploitation pendant le délai légal. Leur prétention fut repoussée.

« Attendu que l'article 32 de la loi de 1844, en prescrivant au breveté de mettre en exploitation sa découverte en France, dans le délai fixé, n'a pas déterminé quelles seraient les conditions de cette exploitation, sa nature, son étendue ou ses limites ;

« Qu'il ressort d'un certificat enregistré, émané de Clément, que, le 3 août 1900, il avait acquis *une licence pour l'exploitation du frein Bowden* et qu'il l'avait fait fabriquer aussitôt dans son usine à Levallois ;

« Que le demandeur doit, en conséquence, être considéré comme ayant satisfait aux prescriptions de la loi, et étant à l'abri de toute action en déchéance. »

Des termes du jugement, il résulte bien que le fait d'avoir accordé une licence à un tiers *qui l'a exploitée aussitôt dans ses usines* met l'invention à l'abri de cette déchéance. Mais que faut-il penser de cette réserve *qui l'avait fait fabriquer aussitôt dans ses usines*? Faut-il en conclure que si le licencié n'a pas fait acte d'exploitation avant l'expiration du délai de trois ans, donné au breveté pour exploiter, le breveté se trouverait déchu? Cependant, il semble que le breveté, par le fait de la concession d'une licence, a fait un acte d'exploitation; il a bien manifesté son intention de tirer parti de la découverte en la livrant au public par l'intermédiaire d'autrui (1). Et l'esprit

1. Va-t-on lui tenir rigueur d'une circonstance devenue indépendante de sa volonté, l'inaction du licencié? Pour comprendre l'intérêt de l'inventeur, il faut savoir que les droits de licence lui sont le plus souvent payés sous forme d'un pourcentage sur la valeurs des produits fabriqués annuellement par le licencié. Si le licencié est déchu, l'inventeur est dépouillé du fruit de son invention.

Comp. Kohler : « L'inventeur est justifié quand son insuccès est dû à la faute d'un tiers, surtout quand il a confié son invention à des firmes solides susceptibles de la bien exploiter, et quand celles-ci poussent nonchalamment la production, quand les entrepreneurs à qui il a concédé des licences exploitent l'invention sans empressement, et s'occupent davantage des articles sur lesquels il y a plus à gagner. »

Supposons — ce qui aurait pu se présenter — que quelques mois avant l'expiration du délai d'exploitation, Bowden ait concédé une licence à Clément, mais que Clément, plus pressé par d'autres articles, n'ait commencé à s'occuper de ces freins qu'après l'accomplissement

de la loi a bien été de fonder la déchéance pour défaut d'exploitation sur la présomption de renonciation à l'invention (18 juillet 1859, C. de Paris, P. ind. 96).

Jugé que l'exploitation a été suffisante lorsque l'inventeur d'une machine, au lieu de livrer la machine, elle-même au public, l'a fait fonctionner pour son propre usage, se bornant à en répandre les produits dans le commerce (Colmar, 7 déc. 1864, Klotz, Métiers à coudre, Ann. 65, 215).

De même n'est pas déchu l'inventeur qui a livré ses appareils à des expériences publiques devant des industriels pouvant avoir intérêt à les adopter (Freins automoteurs Alexis, Paris, 10 août 1876, Ann. 79, 133).

Il en est ainsi du breveté qui a mis en vente, si même aucun de ses appareils n'a été acheté (seringue récipient-injecteur mise en vente dans une pharmacie, Paris, 5 décembre 1907, Barthélemy, Ann. 08, 1, 32).

B. — *Cas où il y a déchéance.* — En sens contraire, l'exploitation est insuffisante, et le breveté est déchu, quand il n'a fait qu'un acte isolé de fabrication.

Une licence accordée un mois avant l'expiration

du délai de trois ans. En fait, ce délai s'était écoulé sans qu'il y eût un acte d'exploitation fait. En droit, Bowden devait-il être déchu, bien qu'il eût concédé une licence à « une firme solide, susceptible d'une bonne exploitation », au cours de ces trois ans ? Nous ne le croyons pas.

du délai, et enregistrée la veille même de cette expiration, ne suffit pas à créer l'exploitation (Dijon, 10 mars 1903, *Moniteur de Lyon*, 25 juin 1903).

Il ne suffit pas d'introduire de l'étranger des marchandises brevetées en se conformant aux prescriptions légales. Il faut qu'il y ait eu *fabrication* en France dans le délai (P., 12 juillet 1905, et Rej., 12 déc. 1904, *Cycles Burnham*, Ann. 03, 92, et 05, 71).

La concession d'une licence à une société est insuffisante si, à l'expiration du délai imparti, l'usine de la société cessionnaire est encore en construction (même arrêt).

Lorsqu'une puissante compagnie envoie en France un ouvrier pendant un mois pour exécuter quelques menus travaux et louer un petit atelier, et que les catalogues de la compagnie distribués en France ne mentionnent que des fabriques à l'étranger, il n'y a pas exploitation suffisante (Trib. Seine, 30 juin 1897, *Pneu Clincher*, Ann. 1900. 275).

IV. — *Des excuses à l'inaction*. — Rappelons que l'article 32-2° de la loi de 1844, après avoir posé le principe de la déchéance pour défaut d'exploitation, réserve au breveté, pour écarter cette déchéance, la faculté de « justifier des causes de son inaction ».

La jurisprudence s'est montrée très large dans l'interprétation de ce paragraphe. Elle a facilement admis les justifications présentées par les brevetés. L'esprit de la loi n'a pas été en effet de harceler les

inventeurs, au risque de les décourager ; elle a seulement voulu prémunir le public contre la mauvaise volonté ou la négligence excessive des brevetés.

Les excuses les plus communément admises sont : les crises commerciales et les crises politiques ; l'insuffisance des ressources de l'inventeur ; les entraves pour l'inventeur du fait d'un monopole.

La crise commerciale qui a accompagné les désordres de 1848 a été reconnue suffisante pour excuser l'inaction de l'inventeur (30 mars 1855, Paris, Ann. 55, 110), De même la crise des cotons qui a suivi la guerre de Sécession (Caen, 21 juin 1866, Ann. 68, 290).

L'insuffisance des ressources suffit à justifier l'inaction (Sir. 61, 1, 179, Rej. 23 nov. 1859 ; Amiens, 29 mai 1884, Ann. 84, 324 ; Paris, 25 juin 1903, Bon-sack, Ann. 05, 101).

De même l'entrave à l'exploitation résultant d'un monopole d'État.

Ainsi jugé en faveur de l'inventeur d'un procédé télégraphique (Amiens, 29 mai 1884, Ann. 85, 324). Et de l'inventeur d'une machine à cigarettes qui se heurtait au monopole de l'État sur les tabacs (P., 25 juin 1903, Ann. 05, 101).

Même solution quand l'inventeur s'est vu barrer la route par un monopole de fait. Ainsi, quand il s'agit d'une invention qui ne peut être mise à profit par le public, mais par un nombre très restreint d'industries, et si ces industries ont refusé pendant deux ans

(trois ans depuis la loi de 1906) l'emploi du procédé breveté, le breveté n'est pas déchu. Dans l'espèce, il s'agissait d'un inventeur d'un procédé destiné à recevoir son application sur des locomotives (C. de Paris, 11 janv. 1859, Compagnie du Nord c. de Coster, Propr. Ind., n° 58).

De même, ne sera pas déchu l'inventeur dont l'exploitation aura été retardée ou gênée par le contrefacteur qui invoque la déchéance (Amiens, 16 mars 1802, Ann. 83, 182).

Enfin, les tribunaux étant les appréciateurs souverains du fait, admettent à titre d'excuses les raisons les plus diverses, dès l'instant où le breveté prouve avoir l'intention suivie d'exploiter, malgré des obstacles de toutes natures.

« Lorsqu'une découverte constitue une véritable révolution de toute une branche de la métallurgie, exige de gros capitaux, et que son exploitation ne peut être entreprise que par une société puissante qui, avant de se lancer, doit commencer par faire de nombreuses expériences, et s'entourer de renseignements précis, un temps nécessairement long est indispensable pour l'étude de l'affaire, et on ne peut faire grief à un inventeur, dont presque toute la fortune était déjà engagée dans l'industrie de son pays, de ne pas tenter d'exploiter lui-même son procédé en France, et de s'adresser aux sociétés susceptibles de s'y intéresser.

« Il suffit, pour échapper à la déchéance, qu'il soit constant qu'il ait cherché à les mettre à même d'apprécier les avantages de son invention, et ait fait tous ses efforts pour vaincre une résistance qui devait être d'autant plus grande que, au début, l'invention ne donnait pas dans son propre pays ce qu'on en attendait, et se soit ainsi efforcé d'organiser une exploitation qu'il avait d'ailleurs intérêt à commencer le plus tôt possible. » (Brevets Mannessmann, Ann. 08, 185 Douai, 29 avril 1908).

V. — *De l'exploitation partielle et de l'exploitation des certificats d'addition.* — L'inventeur qui, dans son brevet, a décrit divers moyens et procédés à l'aide desquels il compte pouvoir exploiter sa découverte, est-il tenu, pour se mettre à l'abri de la déchéance, d'exploiter tous ces moyens? Ou bien suffit-il qu'il en exploite un?

Cette question présente encore un intérêt quand on l'étend aux certificats d'addition. Le breveté dont l'invention n'est pas encore parfaite peut, par la suite, découvrir un procédé lui permettant de la perfectionner utilement. Il brevètera ce nouveau moyen à l'aide d'un certificat d'addition qui viendra compléter le premier brevet. Il sera naturel que dès lors, abandonnant son premier système, il s'en tienne au second, qui présentera évidemment des avantages sur celui-ci. Va-t-il, en se contentant d'exploiter le certificat d'addition, satisfaire aux exigences de l'ar-

tielle 32, c'est-à-dire l'exploitation du brevet de perfectionnement va-t-elle être considérée comme suffisant à conserver le brevet principal ?

A ces deux questions (brevet décrivant plusieurs procédés dont l'inventeur n'exploite qu'une partie, certificat d'addition que l'inventeur exploite à l'exclusion du brevet principal) la réponse à faire sera la même.

Pouillet pense avec raison que l'exploitation d'un moyen suffit, si tous les moyens concourent au même but, et s'ils ont entre eux une intime analogie.

Il a été jugé en ce sens que le breveté qui avait prévu diverses matières à traiter dans un appareil de distillation, mais qui n'a pas traité toutes ces matières, a cependant exploité suffisamment. Ainsi, s'il a traité des betteraves et négligé le marc de raisin (Grenoble, 19 juin 1857, Ann. 57, 448). C'est qu'en effet l'article 32 suppose une inexécution complète. Il demande que l'invention soit exploitée sans dire quelle doit être l'étendue de cette exploitation. Et dans la pensée de la loi, il ne faut demander à l'inventeur qu'une manifestation d'activité tendant à prouver qu'il n'y a pas négligence de sa part.

Quand un brevet décrit deux procédés distincts, mais concernant un même but, il suffit que l'un d'eux ait été exploité. Ainsi jugé au profit de l'inventeur de deux modes de tirage des photographies qui s'était contenté d'en exploiter un (Paris, 9 février 1865,

Ann. 65, 190). Il suffit qu'il y ait une analogie intime entre les divers procédés décrits au brevet (Cas s. req., 11 mars 1903, Sir. 06, 1, 389).

Dans le même sens, il est admis que lorsque le breveté ayant pris un certificat d'addition, s'est contenté d'exploiter celui-ci, il a par là même conservé le brevet principal, à condition bien entendu, qu'il y ait entre le certificat d'addition et le brevet principal une analogie évidente (Rej., 30 mars 1860, Dall. 61, 5, 48; Bansack, machines à cigarettes, Paris, 25 juin 1903, Ann. 05, 101).

L'article 32 s'applique en effet aux certificats d'addition comme aux brevets. Il y a cependant une distinction à faire ; qu'un certificat d'addition vienne à être frappé de déchéance pour défaut d'exploitation, le brevet principal n'en subsiste pas moins ; au contraire, si c'est le brevet principal qui est atteint, il entraîne dans sa chute le certificat d'addition.

Il est donc reconnu que l'exploitation du certificat d'addition suffit à remplir les exigences de l'article 32. « Il n'en pourrait être autrement, observe M. Allart, que si le brevet de perfectionnement désignait un organe, un procédé, un élément quelconque, dont l'exploitation pourrait se faire sans le concours et l'intervention de la découverte primitive. Dans cette hypothèse, rare d'ailleurs, l'exploitation du perfectionnement ne sauverait pas le brevet de la déchéance. » (Allart, 347.)

VI. — *Analogie entre le brevet et l'objet exploité.*

— Il arrive qu'en passant au domaine de la pratique, l'inventeur soit amené à s'écarter quelque peu des descriptions contenues en son brevet. Les différences qui se manifestent alors entre le brevet et l'objet exploité seront-elles de nature à faire prononcer la déchéance du brevet, pour défaut d'exploitation ?

Ici encore, il y a surtout une question de fait à résoudre et les tribunaux en sont les appréciateurs souverains. La nuance à observer sera celle-ci : la différence apportée laisse-t-elle subsister les éléments essentiels du brevet, ou peut-elle être considérée comme les entamant (1) ?

« Observons seulement que le juge doit d'abord

1. Comp. Kohler (Handb des d-Patentrechts. Inhalt des Ausführungspflicht).

« On ne peut jamais reprocher à l'inventeur de ne pas exploiter son invention telle qu'elle est décrite au brevet, mais bien avec d'autres procédés de construction ou avec des améliorations... Car c'est la règle normale, qu'une invention voie le jour avec d'inévitables imperfections, et que la méthode décrite au brevet n'ait pas encore été éprouvée et travaillée sur tous les points. Pendant la première année où l'inventeur procède à des réalisations pratiques, on fait de nouvelles expériences, et l'on découvre que l'idée de l'inventeur est susceptible de grandes améliorations, soit dans la construction, soit dans le fond de l'invention même. Tout inventeur consciencieux doit mettre en pratique, non pas la première idée, entachée d'imperfections, et telle qu'elle est décrite au brevet, mais la conception nouvelle et parfaite, à laquelle il est arrivé par la lutte contre les difficultés techniques et les forces adverses de la nature. »

apprécier le brevet en lui-même et que, s'il est loisible au breveté d'apporter des changements à son œuvre première, il n'en est pas moins tenu, en premier lieu, d'établir que son brevet, tel qu'il est, sans modifications, peut être exploité. » (Pouillet, 518.)

Il a été jugé que lorsqu'un brevet est pris pour un produit céramique composé d'amiante pure, la présence d'un peu d'argile dans les produits fabriqués ne peut entraîner la déchéance pour défaut d'exploitation, étant donné que cette argile n'altère ni les qualités spéciales du produit, ni son caractère défini, et n'est ajoutée que pour éviter une purification coûteuse et inutile de l'amiante (Trib. Seine, 17 nov. 1897, Ann. 99,218).

Mais le breveté encourt la déchéance, bien que, pendant le délai légal, il ait exploité un certificat d'addition, quand l'invention qui en est l'objet est essentiellement distincte de celle qui a fait l'objet du brevet principal. Cette mesure se justifie par la nécessité qu'il y a à réprimer une fraude tentante pour le breveté : un certificat d'addition étant moins coûteux qu'un brevet, le propriétaire d'un brevet, lorsqu'il réaliserait une nouvelle invention présentant avec la première une analogie fort lointaine, se contenterait de la couvrir au moyen d'un certificat d'addition et frustrerait le fisc des droits qu'il aurait dû payer pour prendre un brevet nouveau (Paris, 17 juin 1876, et Rej., 8 avr. 1879, Rimailho, confec-

tion de boîtes en carton pour allumettes et boîtes-portefeuille).

VIII. — *Imperfections du brevet.* — Si le brevet est atteint d'imperfections assez considérables pour en rendre la réalisation absolument impraticable, il peut être frappé de déchéance. L'article 32, en effet, sanctionne le simple défaut d'exploitation. Il est bien dans l'esprit de ce texte d'admettre, *a fortiori*, que cette sanction doit s'étendre à l'impossibilité d'exploitation. Ce second état, d'ailleurs, doit nécessairement aboutir au premier; si l'exploitation est impossible, on aboutira fatalement au défaut d'exploitation. Mais si l'imperfection n'est pas telle, qu'elle doive conduire au défaut d'exploitation, et si l'inventeur a réellement exploité le brevet tel quel, le brevet ne sera pas déchu. Les imperfections du brevet sont un obstacle de fait; elles sont un inconvénient pour l'inventeur, mais elles ne peuvent être considérées comme un obstacle de droit, et le brevet peut être exploité conformément à la loi, en dépit d'elles (Rouen, 1^{er} mai 1862, Siphons d'eaux gazeuses, Ann. 62,337).

Il est en effet de pratique constante qu'une invention est généralement à ses débuts entachée d'inconvénients; cela ne saurait suffire à provoquer la déchéance du brevet. « Les imperfections incontestables d'un brevet qui selon la marche ordinaire des grandes inventions, n'est pas arrivé d'emblée à son maximum

de rendement, ne peuvent être une cause de nullité, les adjonctions au brevet dont le fonctionnement a montré la nécessité étant autorisées par la loi, et ayant précisément pour but d'y apporter les améliorations nécessaires (Ann. 80, 185; Douai, 29 avril 1908).

VIII. — *Brevet de perfectionnement pris par un tiers.* — La loi (art. 16, 17, 18, 19) interdit aux tiers d'exploiter pendant la durée du brevet principal, un brevet de perfectionnement pris par eux.

Donc, en principe, le brevet de perfectionnement rencontre dans le brevet qui précède, un obstacle légal à toute l'exploitation.

Première difficulté. — Cependant, sur l'étendue de cet obstacle, les avis sont partagés. Pouillet pense que le tiers perfectionneur doit être frappé de déchéance lorsqu'il est resté dans une inaction volontaire, dont il ne tenait qu'à lui de sortir, alors qu'il était établi qu'il aurait pu sans difficulté s'entendre avec le breveté principal.

Huard, attaché au texte de l'article 19, s'élève contre un tel système. Pour lui, dès l'instant où il existe un brevet principal, le tiers perfectionneur non seulement ne peut pas exploiter, mais n'a pas le droit d'exploiter. Dès lors, il serait singulier que la loi, d'une part, lui interdise d'exploiter, et d'autre part, le frappe de déchéance parce qu'il n'a pas exploité.

L'article 19, en effet, est ainsi conçu : « Quiconque

aura pris un brevet pour une découverte, invention, ou application se rattachant à l'objet d'un autre brevet, n'aura aucun droit d'exploiter l'invention déjà brevetée, et réciproquement, le titulaire du brevet primitif ne pourra exploiter l'invention, objet du nouveau brevet. » Huard s'en rapporte, de plus, à la discussion de la loi devant la Chambre. On avait d'abord demandé que le breveté justifiât d'une force majeure pour excuser son inexploitation. Delespaul et Arago obtinrent que l'article 32 fût voté dans un sens plus large et admit toutes les causes d'excuses, quelles qu'elles fussent. Si l'on doit accepter les excuses avec autant de libéralisme, Huard observe qu'il faut bien admettre l'excuse tirée de l'article 19, excuse qui résulte d'une prohibition formelle de la loi, la plus invincible des forces majeures (Dans le même sens, Allart, 256).

Mais, à ce système un peu rigide, Pouillet objecte qu'il y a à tenir compte des espèces. Supposons que le propriétaire du brevet principal ne fasse aucune difficulté, qu'il soit tout prêt à tolérer l'exploitation du brevet de perfectionnement, et que le nouveau breveté le sache, alors le raisonnement de Huard porte à faux. Nous observerons dans le même sens qu'il y a bien une prohibition dans la rédaction de l'article 19, mais que cette prohibition a pour but de protéger les intérêts du breveté principal. Si celui-ci est disposé à renoncer à cette protection, il est

illogique qu'un tiers soit admis à se couvrir de cette même prohibition qu'a écartée le principal intéressé.

Nous formulerons toutefois cette réserve expresse : il faudra, pour que le tiers perfectionneur puisse être frappé de déchéance, qu'il ait su pertinemment que le breveté principal était disposé à tolérer son exploitation.

Jurisprudence. — Jugé que lorsqu'il s'agit d'un brevet de perfectionnement à une découverte, qui n'est pas dans le domaine public, il y a un obstacle légal à l'exploitation. Le brevet est à l'abri de la déchéance pour défaut d'exploitation jusqu'au jour de l'expiration du brevet principal.

(Cass., 6 mars 1858, D. 58, 1, 342 ; Rouen, 10 février 1859, Sir. 59, 2, 693).

Mais jugé qu'il y a lieu de prononcer la déchéance quand il est constant que le second breveté aurait pu acquérir une licence du premier, et qu'il ne l'a pas fait, ou qu'il aurait pu acquérir les machines faisant l'objet du premier brevet (Douai, 20 juillet 1859, Ann. 61, 44).

Jugé encore que l'article 32 abandonne aux tribunaux l'appréciation des causes qui leur sont présentées. Les juges apprécient les divers moyens à l'aide desquels l'auteur d'un perfectionnement pouvait exploiter son brevet pendant la durée du brevet principal, ou le but qu'il se proposait par son inaction volontaire (Rej., 7 juillet 1860, Ann. 61, 48).

Deuxième difficulté. — Quel va être le délai dans lequel le tiers, propriétaire du brevet de perfectionnement se trouvera tenu d'exploiter ? Y a-t-il lieu de lui accorder un délai de deux ans (trois ans depuis la loi de 1906) à partir de l'expiration du premier brevet ?

Pouillet lui refuse ce délai « car il a eu tout le temps de se préparer à exploiter son brevet ».

Cet argument ne nous paraît pas convaincant. C'est un argument de fait auquel on peut souvent opposer un fait contraire. Le tiers breveté n'aura pas toujours eu le temps de se préparer à l'exploitation. Nous préférons sur ce point l'opinion opposée qui accorde au tiers propriétaire d'un brevet de perfectionnement le même délai d'exploitation qu'au breveté principal. Un arrêt de la Cour de cassation du 27 avril 1866, décide que le tiers perfectionneur jouit du délai de l'article 32. M. Allart se rallie à cet avis. Il fait observer, contrairement au raisonnement de M. Pouillet, que le tiers perfectionneur n'a pas toujours le temps de se préparer. « Il peut arriver, dit-il, que le brevet de perfectionnement soit pris moins de deux ans avant l'expiration du brevet originaire, et, dans ce cas, le tiers perfectionneur serait, sans motif plausible, privé du délai que la loi accorde à tout breveté pour exploiter sa découverte. »

Et cherchant l'explication de l'article 32, le but du délai qu'il accorde, M. Allart ajoute : « Il ne serait

même pas très exact de dire que ce délai ait été concédé uniquement à l'inventeur pour lui permettre de préparer l'exploitation de son brevet. Car, après avoir commencé l'exploitation, le breveté peut l'interrompre sans encourir la déchéance, pourvu que son inaction ne dure pas deux années consécutives. Dans ce cas, on ne peut pas prétendre que l'inventeur ait eu besoin d'un délai pour préparer une exploitation, qui, en fait, était déjà commencée. Ce que le législateur a voulu, c'est que le breveté ne prive pas la Société des avantages de sa découverte; c'est aussi que son inaction ne laisse pas croire au public qu'il renonce à son privilège. Dans ce double but, elle a fixé un délai qui doit être le même pour le brevet de perfectionnement que pour le brevet principal.»

Dans le même sens, Huard remarque que le tiers perfectionneur breveté n'a pas à commencer tout de suite son exploitation, car le délai d'inaction court du jour où cesse la cause qui suspendait à son profit l'obligation d'exploiter.

IX. — *Exploitation par un tiers.* — Ce que la loi demande, c'est que le brevet soit exploité. Elle n'a pas spécifié qu'elle entendait que ce fût le breveté qui dût exploiter. On doit donc décider que le brevet peut être exploité, non seulement par le breveté, mais encore par un tiers. Il faut cependant, bien entendu, pour préserver le brevet de la déchéance, que

le tiers qui l'exploite le fasse au vu et au su de l'inventeur, en son nom ou avec son autorisation. On a fait remarquer avec justesse que si l'on n'exigeait pas cette autorisation pour conserver le brevet entre les mains du breveté, celui-ci, d'une part, pourrait poursuivre comme illégitime, l'acte de contrefaçon, et, d'autre part, invoquerait à son profit ces actes illégitimes (Picard et Olin).

Cette solution est évidemment conforme à la pensée du législateur. Elle cadre avec le texte de la loi. La déchéance en effet est prononcée, d'après la loi de 1844, contre « l'inventeur qui n'aura pas mis en exploitation sa découverte ». Si la loi avait considéré comme suffisant à conserver le fait de l'exploitation par un tiers sans autorisation du breveté, elle aurait parlé de « l'invention qui n'aura pas été mise en exploitation » (Mainié).

En sens contraire, on a fait remarquer cependant que la contrefaçon est souvent par elle-même un obstacle à l'exploitation de la part de l'inventeur. Celui-ci peut se trouver gêné gravement dans ses tentatives par un contrefacteur installé, mieux outillé, qui aura drainé facilement chez lui toute la clientèle appelée à user de l'invention. Dès lors, s'est-on demandé, ne pourrait-il pas se prévaloir, contre le contrefacteur même qui invoquera la déchéance, du fait de l'exploitation par ce contrefacteur ? A cette théorie, nous objecterons que l'inventeur pouvait

prendre les devants et poursuivre le contrefacteur qu'il connaissait évidemment ; à quel symptôme pourrait-on reconnaître, dans les trois ans de la loi, que l'inventeur n'avait pas l'intention d'abandonner ses droits ? Or, c'est cette intention que la loi demande à l'inventeur de manifester.

Cette restriction faite sur l'exploitation par un tiers contrefacteur, il n'est douteux pour personne que l'exploitation par un tiers autorisé du breveté suffise à conserver le brevet. « Quand l'inventeur aliène son brevet ou traite avec un licencié, il satisfait évidemment au vœu de la loi ; et l'invention doit être considérée comme exploitée parce que le breveté, loin de manifester l'intention d'abandonner ses droits, a cherché à en tirer profit. » (G. Huard.) « Ce n'est d'ailleurs pas dans le but de faire du breveté un manufacturier et un commerçant que la loi l'oblige à exploiter ; c'est uniquement pour que le produit ou les procédés découverts par lui soient livrés à l'industrie ; c'est uniquement pour favoriser les intérêts de la Société en général, et l'activité des affaires. Tout ce qu'il faut, c'est qu'il y ait mise en œuvre du brevet. (Mainié).

Il a été jugé dans ce sens que l'exploitation par un tiers autorisé était suffisante à garantir le brevet de la déchéance de l'article 32, sans qu'il fût nécessaire que l'autorisation résultât d'un acte ayant date certaine avant l'expiration du délai, prescrit par

cet article. Il suffit que cette autorisation résulte des faits et circonstances de la cause. (Rej., 31 déc. 1857, Masse, Ann. 59, 202.)

Cette autorisation peut être établie par une correspondance commerciale, car la licence, à l'inverse de la cession, n'est soumise à aucune formalité. (Paris, 11 avril 1892, Ann. 95, 116.)

(Mainié, 2073 ; Allart, 390 ; Huard, p. 167 ; Picard et Olin, 779.)

X. — *Où doit avoir lieu l'exploitation.* — Elle doit avoir lieu en France. Par cette expression, il faut entendre, non pas seulement la France continentale, mais aussi la France coloniale et même un simple navire français. M. Allart estime qu'il n'y a pas à se demander si ce navire a, pendant le délai légal, jeté l'ancre dans un port français. Et nous partageons cette manière de voir. Le navire français est en effet une partie du sol national, en vertu de la fiction de l'extraterritorialité.

Il suffit que l'inventeur ait exploité sur une portion du territoire français. On ne pourrait exiger raisonnablement d'un inventeur domicilié sur le continent qu'il exploite dans toutes les colonies de la métropole, et réciproquement. C'est dans ce sens qu'il a été décidé que l'exploitation dans une colonie satisfait aux exigences de l'article 32.

(La Réunion, 2 août 1858, Epuration des sucres, Ann. 58, 376 ; Allart 352.)

XI. — *A qui incombe la charge de la preuve.* — Conformément aux règles du droit commun, c'est toujours au demandeur à faire la preuve du fait qu'il allègue. C'est donc à celui qui veut se prévaloir de l'inaction du breveté pendant le délai légal, pour invoquer la déchéance de son brevet, à prouver cette inaction. Cette règle de droit commun est consacrée par la jurisprudence. (Grenoble, 22 mai 1843, Blanc, 491; Lyon, 7 mars 1906, Vidal, Ann. 06, 158; T. C. Seine, 21 nov. 1901, et Paris, 5 juin 1903, Ann. 05, 100; Tr. C. Seine, 12 février 1904, *Gaz. du Palais*, 04, 466.)

Il faut toutefois remarquer qu'admettre le principe dans toute sa rigueur, ce serait demander à celui qui invoque la déchéance une preuve bien difficile à faire. Ce qu'il lui faut prouver, en effet, ce n'est pas un fait positif, mais bien un fait négatif, une abstention. Aussi admet-on qu'on ne peut exiger du demandeur « plus que des présomptions importantes, de nature à ébranler la conviction du juge » (Pouillet). Ces présomptions avancées, le breveté répliquera, en produisant des documents quelconques, qui puissent établir le fait positif de l'exploitation.

Il est clair que si l'on prétend exiger du demandeur qu'il fasse à lui seul la preuve absolue de la non-exploitation, sans obliger le défendeur à intervenir aucunement dans le débat, on n'arrivera jamais

à prouver. Il faut que le défendeur précise les points de sa défense, de manière à ce que le demandeur sache à quoi s'en prendre. Sinon, ce dernier établirait bien qu'à sa connaissance, il n'a jamais été exploité, et le défendeur se bornerait à objecter qu'il n'a pas tout connu, et qu'il n'avait qu'à mieux chercher.

Le système de la jurisprudence s'appuie sur l'article 1353 du Code civil. Cet article abandonne les présomptions qui ne sont pas établies par la loi « aux lumières et à la prudence » des magistrats. Ceux-ci, toutefois, ne doivent admettre que des présomptions « graves, précises et concordantes ». Le demandeur peut donc se contenter — ce qu'il fera ici — d'avancer des présomptions qui sont suffisamment graves, l'article 1353 permet aux juges d'en tenir compte pour décider. Cette faculté laissée aux magistrats poussera nécessairement le défendeur qui pourra le faire à opposer des preuves aux présomptions de son adversaire. Ce n'est donc, remarquons-le, que par l'admission préalable des présomptions qu'on arrive au renversement de la preuve.

Mainié remarque, d'autre part, qu'on ne peut exiger du demandeur qu'il apporte plus que ces présomptions « graves, précises, et concordantes ». « Lui demander plus, ce serait effacer l'article 32-2°, car cette exigence empêcherait son application ».

Il est suffisant pour le demandeur en déchéance

d'établir qu'il s'est vainement livré à l'enquête la plus complète auprès d'un grand nombre de personnes qui, dans des situations différentes et à des degrés divers, auraient pu le mettre sur la trace d'un acte quelconque d'exploitation du brevet, et qu'en réponse à cette enquête, le breveté n'a rapporté la preuve d'aucune commande, ni produit aucun livre de commerce se rapportant à l'exploitation.

(Aix, 3 mars 1906, Cie Univ. d'acétylène, Ann. 06,285.)

Même solution (Melun, 8 février 1884, Ann. 1885, 34).

XII. — *Renonciation du breveté.* — Le breveté peut avoir renoncé à se prévaloir de son brevet, tacitement ou expressément. Il peut, par exemple, ou avoir toléré des contrefaçons manifestes, ou avoir déclaré, dans une circonstance donnée, renoncer au procédé qu'il avait fait breveter.

Dans ces deux cas, est-il déchu de son brevet ?

La question est de savoir s'il a continué de son côté à exploiter son brevet, et elle est toute là. Si le breveté n'a pas cessé d'exploiter, il importe peu qu'il ait toléré la contrefaçon : il a satisfait aux prescriptions de l'article 32, et se trouve à l'abri de la déchéance, la loi se borne à lui demander d'exploiter ; elle ne lui impose pas l'obligation d'empêcher les autres d'exploiter.

Ainsi jugé que tolérer la contrefaçon, ce n'est pas cesser d'exploiter. (Req., 28 niv. an II; *J. Palais*, 3,113.)

De même, la déclaration de l'inventeur, par un deuxième brevet, qu'il a reconnu des inconvénients au premier et qu'il renonce à s'en servir, n'équivaut pas à la cessation d'exploitation, et n'en est pas une preuve suffisante (Paris, 2 mars 1849. Blanc, p. 515, et *Le Droit* 1849, n° 615). Dans le même sens, Allart (t. 11,350) et Mainié (2091).

XIII. — *De l'interruption de deux ans.* — Il ne suffit pas que l'exploitation du brevet commence. Il faut encore qu'elle continue. Toutefois, la loi ne prononce de déchéance pour cause d'interruption d'une exploitation commencée que lorsque le breveté est resté inactif pendant deux années consécutives. Donc il peut interrompre momentanément, et à diverses reprises, son exploitation, pourvu qu'aucune de ces interruptions n'ait duré deux ans. Et dans ce cas, il ne serait pas déchu même si la totalisation de ses diverses interruptions donnait un chiffre supérieur à deux ans.

Bien entendu, une fois que l'interruption de deux ans s'est produite, le breveté reprendrait vainement l'exploitation ; il est déchu (Rej., 18 juin 1887, Ann. 87.272.)

D'un autre côté, si pendant ce temps d'inaction du breveté, qui doit en définitive aboutir à la déchéance, le breveté a poursuivi un tiers en contrefaçon, ce procès sera justement intenté. Le contrefacteur sera puni. Peu importe que la déchéance soit ensuite pro-

noncée, à raison de cette interruption, contre le breveté poursuivant. C'est dire que la déchéance n'a pas d'effet rétroactif. (Paris, 1^{er} mai 1900, Ann. 00, 257.)

XIV. — *Du mot Exploitation. Ce que la loi entend par « Exploiter ».* — Une question qui n'est plus aujourd'hui discutée en France est celle du sens qu'il convient d'attribuer au mot exploiter.

La loi oblige l'inventeur à exploiter. Entend-elle par là le mettre en demeure de fabriquer en France les articles brevetés, ou seulement le contraindre à les y vendre, si même il les fabriquait à l'étranger?

Pour user des expressions généralement employées et qui font image, l'exploitation à laquelle est obligé le breveté est-elle une exploitation industrielle ou une exploitation commerciale?

La question est encore, comme nous le verrons plus loin, l'objet de controverses en Italie où le Code se sert du terme « exploiter ». Des décisions importantes, qui paraissent devoir guider la jurisprudence, ont, dans ce pays, interprété les termes de la loi dans le sens d'une exploitation purement commerciale. Il n'en est pas de même chez nous, où il est admis que le breveté doit fabriquer en France, sans que le commerce fait en France puisse suffire à la préserver de la déchéance.

Sans doute, on pourrait tirer du terme même « exploiter » un argument en faveur de la thèse de

l'exploitation purement commerciale. Le mot exploiter est de sens flottant, assez large tout au moins pour qu'on puisse dire que le breveté exploite dès l'instant qu'il fait le commerce.

S'il est vrai qu'exploiter signifie « tirer profit d'une chose » ou « faire valoir une chose » (Littré), il est évident que l'inventeur fait valoir sa découverte, en tire profit lorsqu'il la livre au commerce.

Cette théorie cependant ne saurait être admise qu'en supposant incohérente la loi de 1844. En effet le paragraphe 3 de l'article 32 prohibe l'introduction par le breveté d'objets fabriqués en dehors. Dès lors il ne peut plus exploiter en France commercialement sans y exploiter aussi industriellement. La jurisprudence a adopté cette manière de voir : exploiter signifie fabriquer dans le texte de la loi de 1844 (1).

XV. — *Pouvoir d'appréciation des tribunaux.* — La question de savoir si le brevet a ou n'a pas été exploité dans le délai de la loi est une question de fait. Les tribunaux ont à la trancher souverainement, et leur décision échappe sur ce point au contrôle de la Cour de Cassation. « Le moyen de déchéance ne

1. Nous ajoutons ici : dans le texte de la loi de 1844, car la situation n'est plus exactement la même si l'on analyse, au lieu de l'article 32 de la loi de 44, l'article 5 de la loi de 1883. Le raisonnement que nous invoquons ici ne porte plus quand il s'agit d'interpréter cet article. Voir au reste ce qui en est dit plus loin, au chapitre « De l'interdiction d'introduire en France... »

pourrait donc pas être invoqué pour la première fois devant la Cour Suprême (Allart). »

Cette solution, parfaitement juridique, découle du rapport de la loi de 1844. Elle a été confirmée à diverses reprises par la Cour de Cassation qui a rejeté les pourvois fondés sur la question d'existence de l'exploitation, déclarant qu'il appartenait aux juges du fait de la solutionner souverainement.

Le rapport de la loi est très net en ce sens : « Les tribunaux auront à apprécier les circonstances pour savoir si la cessation d'exploitation vient d'un mauvais vouloir ou de suggestions antifrANÇAISES, ou si elle est le résultat d'impuissance personnelle... » (Huard, p. 366 ; Comp. Pouillet, 636.)

La jurisprudence a toujours décidé que la question de savoir si la découverte avait été exploitée dans les deux ans était une question de fait, dont la Cour de Cassation n'avait pas à s'occuper.

(Rej., 15 nov. 1886. D. 56.1.470.)

(Rej., 12 déc. 1886. Ann. 57.109.)

(Rej., 23 nov. 1889, De Coster, D. 60.1.23.)

(Rej., 12 déc. 1904, Ann. 03.71.)

APPENDICE

De l'introduction en France d'objets brevetés fabriqués à l'étranger.

(Paragraphe 3 de l'article 32)

L'article 32, dans son paragraphe 4, vise un troisième cas de déchéance qui se rattache si étroitement au deuxième qu'il nous paraît difficile de ne pas en parler ici : c'est le cas où le breveté introduit en France des objets conformes à son brevet et fabriqués à l'étranger.

Nous savons en effet que, d'après l'article 32 § 2, le breveté est tenu de fabriquer en France. Mais, cette satisfaction donnée à la loi, il pourrait être tenté de faire face aux demandes françaises avec l'aide des produits de son usine allemande, où le prix de revient est moindre. En a-t-il le droit ? En principe, il ne l'a pas.

Hâtons-nous d'ajouter que de nombreux pays échappent à la rigueur de ce principe, dans leurs rapports entre eux : ce sont les pays signataires de la Convention d'Union de 1883.

Nous étudierons d'abord le texte de l'article 32-3°, et son application pratique. Nous verrons ensuite dans quelle mesure y sont soustraits les États signataires de la Convention d'Union.

D'après l'article 32-3°, sera déchu de tous ses droits :

« Le breveté qui aura introduit en France des objets fabriqués en pays étranger, et semblables à ceux qui sont garantis par son brevet.

« Sont exceptés des dispositions du précédent paragraphe les modèles des marchandises dont le ministre de l'Agriculture et du Commerce pourra autoriser l'introduction dans le cas prévu par l'article 29. » (1)

1. LIMITES DE LA PROHIBITION D'INTRODUIRE

a) *Introduction de la matière première.*

Le but de la loi a été d'obliger le breveté à faire travailler son invention dans le pays, à en faire pro-

(1) Art. 29. — « L'auteur d'une découverte ou invention déjà brevetée à l'étranger pourra obtenir un brevet en France; mais la durée de ce brevet ne pourra excéder celle des brevets antérieurement pris à l'étranger. »

Il est reconnu qu'il ne dépend pas du ministre d'autoriser l'introduction de certains objets comme bon lui semble: il ne peut l'autoriser que dans les cas prévus par la loi d'une manière formelle. Des travaux préparatoires, il ressort en outre clairement que le ministre n'y est jamais obligé, et qu'il a sur ce point un pouvoir discrétionnaire.

fiter la main-d'œuvre nationale. On n'a pas entendu l'obliger à tirer du pays jusqu'aux matières premières qu'il lui faut utiliser pour réaliser sa découverte. Il y aurait sinon, dans un grand nombre de cas, un obstacle insurmontable à l'exploitation, notre territoire ne pouvant produire toutes les matières premières en quantité suffisante pour l'industrie.

L'Exposé des motifs fonde la prohibition d'introduire « sur l'intérêt du pays, qui veut qu'en échange du monopole qui lui est conféré, le breveté fasse profiter le travail national de la main-d'œuvre résultant de l'exploitation de son industrie. »

b) *Introduction de pièces détachées.*

Si le breveté peut introduire la matière première dont il a besoin, peut-il aller plus loin, introduire des pièces détachées qu'il adaptera ensuite les unes aux autres, qu'il montera en France ?

Avant de donner une solution, il convient évidemment de distinguer selon l'importance des pièces. S'agit-il de pièces essentielles, de pièces principales ? Le breveté se trouve en contravention avec la loi, en éludant son but.

S'agit-il de pièces accessoires de peu d'importance, et telles qu'il ne semble pas que le breveté, en les introduisant, fraude d'une manière appréciable le

travail national, il serait contraire à l'esprit de la loi de prononcer la déchéance.

La jurisprudence s'est arrêtée au principe de cette distinction.

2. CAS OU L'INTRODUCTION N'EST PAS L'ŒUVRE DU BREVETÉ

Si le breveté n'est pas lui-même l'introducteur, il est évident que sa responsabilité n'est pas engagée. Encore faut-il qu'il ne se soit pas fait, en quelque sorte, le complice de l'introduction, et qu'il ne l'ait pas autorisée (1).

Le breveté, responsable de l'introduction qu'il fait en personne, est également responsable de l'introduction du fait de son mandataire, celui-ci n'étant qu'une personnalité qu'il a volontairement substituée à la sienne.

Si le brevet est la propriété d'une Société, celle-ci est responsable de l'introduction faite par son gérant. Le gérant est en effet le représentant de la personne morale : il est l'être réel personnifiant l'être fictif. Par cela même, la Société ne sera pas responsable de l'introduction opérée par un commanditaire :

1. Jugé en ce sens que le breveté est déchu s'il sait pertinemment que le négociant à qui il commande les organes qui font l'objet de son brevet les fait venir de l'étranger (Sir. 65.1.465).

celui-ci ne peut être considéré comme agissant au nom de la Société qu'il n'a jamais eu pouvoir ni mission de représenter. Il fait partie de la Société par son capital, non par ses actes.

Si le brevet est la propriété indivise de plusieurs, et si l'un des copropriétaires se rend coupable d'introduction, quelle sera la part de responsabilité des autres propriétaires?

Remarquons que le droit de copropriétaire ne porte pas sur une part déterminée de la chose commune, mais sur l'ensemble. La chose est une. C'est seulement un droit, le droit de propriété qui est partagé.

En partant de ces deux idées, on doit logiquement décider :

1° Puisque la chose est une : que la faute du copropriétaire qui entraîne la perte de la chose à son égard, l'entraîne également à l'égard des autres ;

2° Puisque le droit de propriété est partagé : que le copropriétaire fautif doit indemniser chacun de ses copropriétaires d'une fraction représentant sa quote-part dans la valeur de la chose.

Si c'est un licencié qui s'est rendu coupable d'introduction, la déchéance atteint-elle le propriétaire du brevet? Certainement non. Pour que le fait d'une personne puisse influer sur la propriété d'une chose, il faut que cette personne en soit propriétaire : ce n'est pas le cas du licencié. Il ne dépend pas de lui,

par une introduction frauduleuse, de faire frapper de déchéance le propriétaire du brevet ; celui-ci, ayant satisfait au vœu du paragraphe 2 de l'article 32 par la concession d'une licence, a pu se désintéresser de l'exploitation. Bien plus, si l'on décidait le contraire, on pousserait le licencié à faire tomber, par l'introduction de produits étrangers, le droit du propriétaire, ce qui lui permettrait ensuite d'exploiter librement, sans payer de frais de licence (1).

3. DE L'INTRODUCTION EN FRANCE D'OBJETS CONTREFAITS

La question se pose ainsi : Le contrefacteur fabrique à l'étranger et vend en France. Le breveté saisit ses produits. Mais que va-t-il en faire ? Les revendre ? N'aboutira-t-il pas, alors, à se faire le complice de l'introduction, puisqu'en définitive il vendra en France

1. La question serait plus délicate si le propriétaire du brevet savait que le licencié faisait cette introduction frauduleuse.

Même ici, il a été jugé que : « L'introduction faite, non par le propriétaire français, mais pour le cessionnaire du brevet en Allemagne n'entraîne pas la déchéance. » (Paris, 7 janv. 1897 et Rej., 5 juin 1887. Auer, Ann. 97.162.) Cette thèse est plus discutable. Pouillet se prononce en sens contraire. Si le propriétaire du brevet nous semble excusable quand il s'est en réalité désintéressé de l'exploitation après avoir octroyé une licence à un tiers, parce qu'alors nous présumons sa bonne foi, il n'en est plus de même ici, où la mauvaise foi est manifeste.

des objets conformes à son brevet fabriqués à l'étranger ?

Dans une première opinion, on estime que la loi vise l'introduction, et ne vise qu'elle. Or le breveté, en l'espèce, n'introduit pas. La déchéance ne doit pas l'atteindre.

Ce raisonnement, trop libéral, est difficile à admettre. Il faciliterait exagérément la fraude. Il suffirait que le breveté s'entendit avec un homme de paille : celui-ci jouerait le rôle de contrefacteur, fabriquerait à l'étranger, introduirait en France. Le breveté saisirait régulièrement ses produits à ce moment, et les revendrait.

Il est plus difficile de donner une solution pratique à cette question. Faut-il obliger le breveté à réexporter ? Ce serait fort onéreux. Obliger le breveté à détruire ? Ce procédé paraîtrait barbare, et serait lui-même encore assez onéreux. Ou mettre le breveté dans cette alternative : réexporter ou détruire ? L'avantage de cette solution serait de décourager la fraude que nous avons signalée. Elle présenterait un certain inconvénient bien invraisemblable si le breveté, de bonne foi et disposant de ressources médiocres était combattu de la sorte par des concurrents étrangers puissants, qui le grèveraient de frais insupportables par des introductions savamment combinées.

A cela nous pourrions répondre que l'écrasement du breveté en France par les concurrents étrangers

ne pourrait en tous cas ouvrir à ces derniers le marché français. De toutes façons, il est certain que le péril qui se présentera le plus fréquemment sera celui d'une entente entre le breveté et le contrefacteur : en mettant le breveté dans l'impossibilité de profiter de l'introduction faite par le contrefacteur, ce danger disparaît.

Ces difficultés font penser à Pouillet que la cause de déchéance prévue par le paragraphe 3 de l'article 32 devrait disparaître. Mais le courant d'idées favorable au libre-échange qui lui dictait cette pensée est aujourd'hui contrecarré partout par le progrès de l'idée protectionniste. A une époque où la guerre des tarifs est devenue la loi des nations, il paraît difficile de faire un sacrifice à la thèse du libre-échange. Il conviendrait plutôt de rechercher attentivement — pour le temps présent tout au moins — une solution pratique à la question soulevée.

4. DE L'INTRODUCTION EN TRANSIT.

En interprétant rigoureusement le paragraphe 3 de l'article 32, il semble à première vue que l'introduction d'objets brevetés fabriqués à l'étranger ne doive même pas être admise quand ces objets ne sont destinés qu'à passer en France.

En effet le fait même du transit prouve qu'il existe des objets semblables aux objets brevetés, et qui sont

fabriqués à l'étranger. Le transit établit donc qu'il y a fraude à l'égard du travail national.

Cette solution n'est pas admissible. L'accepter, ce serait obliger le breveté à ne fabriquer qu'en France ; s'il est breveté dans d'autres pays qui l'obligent à exploiter sur leur territoire, on le contraindrait alors à se mettre en contravention vis-à-vis des lois de ces pays.

Le motif qui justifierait cette rigueur ne paraît d'ailleurs pas être concluant : le transit ne préjudicie pas au travail national. Il se justifie le plus souvent par le désir de perfectionner en France avant de livrer à l'étranger ; si l'inventeur français, breveté en France et en Allemagne, reçoit une commande d'Angleterre, lui en voudra-t-on d'avoir fait perfectionner en France, avant de les livrer, des produits venus d'Allemagne ? Interdira-t-on aux marchandises de cette provenance la traversée de notre territoire ? Ce sera pousser le breveté, non pas à vendre à l'Angleterre des produits fabriqués en France, mais à importer directement les objets d'Allemagne en Angleterre : il est possible qu'il ne puisse vendre à une maison anglaise que les produits de son usine allemande, à raison de l'élévation du prix de revient en France.

La jurisprudence admet également que le transit ne doit pas être considéré comme une introduction. « On ne peut pas dire que les objets qui empruntent momentanément les voies de locomotion du terri-

toire pour être immédiatement réexportés soient en réalité des objets introduits en France, dans le sens de la loi, puisqu'il n'y a qu'un simple fait matériel de passage, sans que l'industrie nationale ait à en souffrir. » (Le Havre, T. civ., 26 mars 1880. Ann., 80. 330.) La Cour de Chambéry décide, dans le même sens (9 mai 1881, Ann., 81.268), « que la déchéance du brevet pour introduction en France d'objets fabriqués à l'étranger n'est pas encourue suivant l'article 32 lorsque ces objets n'ont été introduits en France que pour être travaillés, complétés, et réexpédiés ensuite à leur lieu d'origine, et nullement pour être livrés au commerce en France ».

5. LA CONVENTION DE 1883. L'ARTICLE 5.

Un des principaux effets de la Convention de 1883 a été de déroger au paragraphe 3 de l'article 32 pour les pays de l'Union (1).

Son article 5 est ainsi conçu :

« L'introduction par le breveté, dans le pays où le brevet a été délivré, d'objets fabriqués dans l'un ou l'autre des États de l'Union, n'entraînera pas la déchéance. Toutefois, le breveté restera soumis à l'obligation d'exploiter son brevet conformément aux lois du pays où il introduit les objets brevetés. »

1. Voir les pays signataires, page 18.

Pour que l'article 5 de la Convention s'applique, il faut bien entendu que le brevet ait été pris par un ressortissant de l'Union.

Il faut d'autre part que les objets introduits aient été fabriqués dans un pays d'Union.

On s'était demandé si les Français eux-mêmes pouvaient introduire en France des produits analogues à ceux de leur brevet, et fabriqués dans un des pays de l'Union. La loi du 1^{er} juillet 1906 ne laisse plus de doute : le breveté français peut le faire sans encourir la déchéance.

Jurisprudence. — L'Américain breveté en France peut introduire en France des objets brevetés fabriqués en Amérique, dès l'instant où il fait exploiter son brevet en France conformément à la loi (Paris, 11 av. 1892. Ann., 93.116).

Le droit résultant de l'article 5 de la Convention n'est pas transmis par le cédant, mais attaché à la nationalité même du cessionnaire, qui, au moment où il devient titulaire du brevet, trouve dans la Convention la protection privilégiée stipulée en sa faveur.

En l'espèce, un Autrichien (non Unioniste) avait importé d'Angleterre (pays d'Union) des objets protégés par un brevet pris en France, ce brevet appartenant à une Société anglaise. L'Autrichien ne pouvait invoquer l'article 5 (Paris, 7 janv. 1897 et Cass. rej., 5 juin 1897. Ann., 97.167).

6. COMMENT CONCILIER L'OBLIGATION D'EXPLOITER EN FRANCE ET LA FACULTÉ D'INTRODUIRE RÉSULTANT DE L'ARTICLE 5 DE LA CONVENTION.

Il est impossible de faire sur ce sujet une construction théorique. La position même de la question révèle l'impossibilité où l'on se trouve de procéder autrement que par solutions d'espèces.

La jurisprudence a commencé par se montrer indulgente en ce qui touche à l'obligation d'exploiter. Elle ne demandait pas au breveté de fabriquer avec la même intensité en France et dans un pays d'Union. Ici encore, l'idée protectionniste semble avoir gagné du terrain. Les tribunaux ont tendance à exiger aujourd'hui du breveté que son exploitation française ne soit pas en disproportion avec son exploitation étrangère; tout au moins veut-on qu'il ne donne pas l'impression de porter tout son effort sur la production à l'étranger en ne consacrant à la France qu'un minimum d'effort, destiné, dans sa pensée, à éviter la déchéance du paragraphe 2.

Jugé que : « Si l'introduction des produits brevetés fabriqués à l'étranger, mais dans un des pays signataires de la Convention, n'est plus une cause de déchéance du brevet, la vente de tels produits en France ne suffit pas à constituer au profit des propriétaires du brevet la mise en exploitation de l'in-

vention, au sens de l'article 32 de la loi de 1844. Cette mise en exploitation ne peut résulter que d'une fabrication effectuée en France et réalisée dans un délai de deux ans à dater de la délivrance du brevet. » (Paris, 12 juill. 1901. Ann., 03.92.)

« On ne peut considérer comme exploitation suffisante l'envoi en France d'un ouvrier pendant un mois, le cintrage de quelques jantes, l'achat de chambres à air, la location d'un petit atelier et des négociations en vue d'arriver à un contrat d'exploitation, menées avec une lenteur calculée, et toujours infructueuses, notamment quand les prospectus distribués en France ne font jamais mention que de fabriques à l'étranger. » (Trib. Seine, 30 juin 1897. Ann., 1900, p. 276) (1).

Ces décisions reflètent bien la tendance de la jurisprudence à demander au breveté de fournir en France un effort en rapport avec celui qu'il fait à l'étranger.

SENS DU MOT « EXPLOITER » DANS L'ARTICLE 5 DE LA CONVENTION

Nous avons vu, en analysant l'article 32 de la loi de 1844, que la jurisprudence avait interprété, avec

1. Voir Paris, 1^{er} mai 1900. Ann. 00.257 (Dunlop).

Paris, 15 mars 1900. Ann. 00.237.

raison, le mot « exploiter » dans le sens de fabriquer. Les considérations qui appuient cette manière de voir ne se retrouvent plus ici : il était logique pour la loi de 1844, dès l'instant où elle interdisait l'introduction d'objets brevetés fabriqués au dehors, de prescrire au breveté l'obligation de fabriquer au dedans.

Mais ici ? La Convention accorde la faculté d'introduire aux nationaux des pays d'Union. Dès lors, semble-t-il, il n'est plus nécessaire de les obliger à fabriquer dans leur pays, puisqu'on leur accorde la possibilité d'y rendre en fabriquant au dehors.

PREMIER SYSTÈME. — *Dans ce premier système*, on fait valoir un argument tiré des travaux préparatoires de la Conférence de 1883. Le président de la Conférence de 1880 a déclaré (procès-verbal, p. 56) « qu'en français le mot « exploiter » ne veut pas dire fabriquer, mais vendre ».

On critique en second lieu la conséquence, pratiquement désastreuse à laquelle aboutirait le système contraire : on obligerait le breveté à établir des usines dans chaque pays de l'Union où il sera breveté.

DEUXIÈME SYSTÈME. — *D'après le deuxième système*, sur le terrain de la Convention comme dans la loi de 1844, exploiter signifie fabriquer.

a) Ce système s'appuie sur la rédaction même de l'article 5. Celui-ci après avoir posé le principe de l'obligation d'exploiter, spécifie que cette exploita-

tion sera conforme aux lois du pays où l'inventeur introduit les objets brevetés.

Il faut donc nous reporter à l'interprétation donnée en France, dans nos lois, du mot exploiter. Nous avons vu comment la jurisprudence s'était fixée dans le sens de l'exploitation industrielle. Il faudra donc que le breveté français fabrique sur notre territoire, même s'il fabrique dans un autre pays d'Union avec faculté d'introduire en France.

b) L'argument tiré des paroles du Président de la Conférence en 1880 ne tient pas davantage. Il est peu probable qu'il ait envisagé la question qui nous occupe, lorsqu'il formulait son opinion sur le sens du mot exploiter. Si même il l'a fait, il faut convenir qu'il s'est ensuite rétracté, dans une lettre publiée dans la *Revue industrielle*, 18 juillet 1885. Dans cette lettre, écrite, selon M. Pelletier, « pour prévenir toute équivoque », nous relevons ces passages décisifs : « Que faut-il entendre par ce mot exploiter ? S'agit-il « seulement de la vente ? Ne s'agit-il pas aussi de la « fabrication ? Ce sont là des questions qui seront « résolues conformément à la jurisprudence adoptée « dans chacun des pays de l'Union.

« En France, il résulte des divers arrêts, et notamment d'un arrêt rendu par la Cour de Paris, le 23 mars « 1870 (affaire Woliox c. Aubineau et consorts) que « lorsqu'un brevet a été pris pour un objet fabriqué, « l'exploitation, dans le sens légal du mot, consiste

« non seulement dans le fait de la vente, mais dans
« le fait de la fabrication.

« Cette jurisprudence n'est point touchée par la
« Convention de 1883 ; elle continuera à pouvoir
« être appliquée. Ce qui seulement, d'après cette
« convention, n'entraînera pas la déchéance, ce se-
« ront des faits d'introduction, lorsqu'il existera en
« France un centre de fabrication suffisant pour que
« satisfaction soit donnée aux exigences de la loi de
« 1884. »

En outre M. Pelletier observe justement qu'il faut
ici s'attacher, non pas au sens grammatical du mot
exploiter, mais à son sens légal. Or ce sens légal est
donné par la jurisprudence.

c) La Convention de 1883 sous son article 5 s'est
proposé de supprimer la déchéance pour cause d'in-
troduction, entre les nations signataires. Là s'est
borné son effet : faciliter les transactions et la circu-
lation des marchandises entre les pays d'Union. Cette
concession faite, il n'a pas été question de suppri-
mer l'obligation d'exploiter, telle qu'elle existe dans
la législation interne des divers États.

Conclusion. — Pour les raisons que nous venons
d'exposer, estimant que l'argumentation du premier
système ne tient pas contre ces observations, nous
nous rattachons à cette seconde théorie.

L'article 5 de la Convention de 1883 devra donc
se comprendre ainsi :

1. Le Français qui possède un établissement dans un des pays de l'Union pourra introduire en France les produits de cette usine, par dérogation à l'article 32 § 3 ;

2° Il devra néanmoins fabriquer en France. Il ne lui serait pas permis de sacrifier la production française, en se contentant d'un simulacre d'exploitation sur le territoire national, pendant qu'il importerait de l'étranger. Il devra fabriquer en se conformant à l'esprit de l'article 32, qui exige une exploitation sérieuse et continue (1).

1. Rappelons que la jurisprudence se montre large dans l'admission des excuses à l'inaction. Il serait plus juste de dire qu'elle demande « une volonté d'exploiter sérieuse et continue ».

DEUXIÈME PARTIE

LES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

*Angleterre — Allemagne — Autriche — Belgique
Espagne — États-Unis — Italie — Japon — Hongrie
Suède.*

GRANDE-BRETAGNE

SOMMAIRE

CHAPITRE I. — *La législation anglaise des brevets.* — Aperçu d'ensemble. — Inventions brevetables. — Délivrance des brevets (demande au Patent-Office. Description provisoire. Description définitive). — Oppositions des tiers intéressés. — Effets du dépôt des deux descriptions; délivrance. — Durée des brevets.

CHAPITRE II. — *L'obligation d'exploiter.* — Les deux sanctions: Révocation du brevet et licences obligatoires. — Les délais d'exploitation.

CHAPITRE III. — *Révocation.* — Motifs de la pétition: La loi exige :
1° que l'inventeur breveté satisfasse aux exigences raisonnables du public; 2° qu'il fabrique et exploite à l'intérieur du Royaume-Uni; 3° que l'invention soit exploitée dans le pays dans une mesure suffisante. — Qui peut demander la révocation.

CHAPITRE IV. — *Licence obligatoire.*

CHAPITRE V. — *Appendice, Licence obligatoire pour le service de la Couronne.*

CHAPITRE PREMIER

La législation anglaise des brevets Aperçu d'ensemble

La législation anglaise est ici, comme sur beaucoup d'autres points, particulièrement intéressante à étudier. L'originalité des habitudes et des lois de l'Angleterre est communément expliquée par sa situation qui lui a permis d'échapper aux influences continentales. C'est ainsi que le développement de ses institutions s'est régulièrement poursuivi sans subir la pénétration d'éléments étrangers. La procédure, en Angleterre, est toute différente de la nôtre. Il en est de même de l'idée de justice et de législation.

Nous donnerons d'abord un aperçu d'ensemble de la loi des brevets. Cet aperçu détaillé permettra de mieux saisir la physionomie de la réglementation plus spéciale de l'obligation d'exploiter. La matière des brevets est réglée par la loi du 28 août 1907 qui a remanié la loi ancienne du 25 août 1883 sur divers points. La loi du 28 août 1907 étant complète, et se suffisant à elle-même, c'est d'elle que nous aurons à nous occuper, en nous bornant à signaler les points

sur lesquels a été remaniée la loi antérieure de 1883.

INVENTIONS BREVETABLES

Invention brevetable : la loi ne donne aucune définition.

DÉLIVRANCE DES BREVETS

I. — Demande au Patent-Office. — L'inventeur qui veut breveter sa découverte doit d'abord adresser une demande au Patent-Office (bureau des brevets). Il doit joindre à sa demande une description complète.

Les descriptions sont envoyées au Contrôleur, qui lui-même les renvoie à un examinateur, dont la tâche consiste à chercher si l'invention a déjà été revendiquée dans une description déposée au cours des cinquante dernières années.

Si l'examineur juge la description insuffisante, le Contrôleur peut la refuser ; l'inventeur est admis alors à se pourvoir devant le Law-Officer (officier de loi).

Chose à noter ; les recherches faites par l'examineur n'engagent pas le Board of Trade (département du commerce).

Si la description satisfait aux conditions de la loi, le Contrôleur l'accepte, et publie l'acceptation. Il semblerait tout d'abord que le législateur, en créant cette description provisoire, ait eu pour but de permettre

à l'inventeur de se mettre sous la protection de la loi, aussitôt l'invention faite, et, sous la condition du dépôt postérieur d'une description complète, de poursuivre la contrefaçon. Or il n'en est rien : tel n'a pas été le but poursuivi. Et dès lors, on comprend que la formalité de la description provisoire ait soulevé des critiques en Angleterre.

II. — *De la description provisoire.* — L'article 10 de la loi de 1907 se borne à déclarer qu'après le dépôt de la description provisoire, le breveté « peut exploiter sans préjudice pour le brevet à délivrer ».

C'est dire que la publicité de l'invention ne pourra lui être opposée par la suite à raison du dépôt de cette description. Cette description provisoire donnera seulement au breveté un droit de priorité sur les inventeurs postérieurs.

Les adversaires de ce système ont fait remarquer que la protection provisoire se trouve accordée par la loi à des gens qui se sont contentés d'ébaucher. Grâce au dépôt de la description provisoire, ils acquièrent un droit de priorité. Or, la description provisoire peut être tout à fait insuffisante, et l'invention, telle qu'elle y est mentionnée, irréalisable, si bien que dans certains cas, l'inventeur ne la mènera jamais à bien. Alors, il sera bien déchu de son brevet, faute de déposer une description complète dans les délais légaux, mais pendant ces délais, il aura tenu l'industrie ou les inventeurs en suspens.

Développant cette objection qui avait été soulevée à une réunion de la Société des Agents de Brevets, M. G. G. R. Hardingham écrit :

« On voit presque tous les jours des spécifications complètes embrassant ce que les déposants aiment à appeler « divers modes alternatifs d'exécuter l'invention » dont la nature est décrite dans la spécification provisoire.

« Le mode d'exécution indiqué à l'origine ne donne peut-être aucun résultat pratique, mais un des « modes alternatifs » décrits dans la spécification complète, peut donner de bons résultats. Or, dans l'intervalle entre le dépôt de la spécification provisoire et de la spécification complète, un tiers peut avoir déposé une demande de brevet pour cette modification particulière, et voici surgir tout à coup la difficulté qui consiste à déterminer ce qui est et ce qui n'est pas un développement naturel de l'invention originale, développement que d'après les décisions judiciaires réitérées, l'inventeur est en droit d'englober dans sa spécification complète et dans son brevet, lequel, il ne faut pas l'oublier, porte la date du dépôt de la première demande. » (*Propriété industrielle*, 1892, p. 127.)

En sens contraire, les partisans du système de la loi font valoir que sans la description provisoire, les inventeurs voudraient effectuer le plus rapidement possible le dépôt de la spécification complète, et que

leurs conseils ne pourraient plus préparer les revendications avec tout le soin désirable. Grâce à la description provisoire, l'invention est protégée durant la phase expérimentale. Enfin, l'inventeur a souvent besoin d'un technicien pour mener à bonne fin son invention, et il ne peut amener ce technicien à s'en occuper que s'il la divulgue : or, tel est l'effet de la description provisoire.

III. — *De la description complète.* — La description provisoire une fois déposée, l'inventeur jouit d'un délai pour spécifier son invention, pour en régler les détails, et pour en déposer finalement la description complète. Ce délai était de neuf mois d'après l'article 8 de la loi de 1883. L'article 5 de la loi de 1907 l'a ramené à six mois. Cette restriction semble bien être une concession faite aux tendances hostiles au système de la protection provisoire. En outre, une fois ce délai de six mois accordé, la justice peut accorder à l'inventeur un délai supplémentaire, qui ne saurait excéder un mois.

IV. — *Oppositions des tiers intéressés.* — Dans les deux mois qui suivent la publication de l'acceptation d'une description complète, toute personne peut notifier opposition au Patent-Office.

Ces oppositions sont valables (art., 11 loi de 1907) :

1° Si l'inventeur qui prétend se faire breveter a eu communication de l'invention par l'opposant ou son représentant ;

2° S'il existait un brevet antérieur pris au cours des cinquante dernières années ;

3° Si l'invention n'a pas été suffisamment précisée ;

4° S'il y a divergence entre la description complète et la description provisoire. Le Contrôleur donne connaissance à l'inventeur qui demande un brevet des oppositions qui lui parviennent. Le délai d'opposition de deux mois une fois écoulé, le Contrôleur décide. La décision est susceptible d'appel devant l'officier de loi.

V. — *Effets du dépôt des deux descriptions.* —

A) *Description provisoire.* — L'effet de la protection provisoire est indiqué, comme nous l'avons dit, par ces simples mots de la section 10 de la loi de 1907, reproduisant la loi de 1883, article 14 : « L'inventeur peut exploiter sans préjudice pour le brevet à délivrer, et cette protection contre les conséquences de l'exploitation et de la publicité est désignée dans la présente loi sous le nom de protection provisoire. » Il faut donc en conclure que la description provisoire ne suffit pas à protéger l'inventeur contre la contrefaçon. Elle lui permet seulement de publier son invention sans compromettre ses droits.

B) *Description complète. Scellement.* — Le dépôt de la description complète n'est pas encore la phase définitive de la procédure de brevet. La dernière formalité est en effet celle du scellement. A partir de l'acceptation de la description complète, jusqu'au

scellement, le demandeur a les mêmes droits que si le brevet avait été scellé à la date de l'acceptation. Cependant, l'inventeur ne peut agir en infraction qu'après la délivrance du brevet scellé. Le sceau doit être apposé dans les quinze mois de l'acceptation de la description complète. Il est d'ailleurs daté du jour du dépôt de la demande.

VI. — *Durée du brevet.* — Voilà désormais l'inventeur en possession de son brevet.

La loi lui accorde une protection de quinze années, sauf exceptions formelles. Le breveté peut faire une pétition pour obtenir l'extension de ce délai. Dans cette nouvelle procédure, les intéressés sont admis à faire opposition. La Cour, après examen des circonstances, peut prolonger la protection légale d'un nouveau délai qui ne peut excéder sept ans.

Mais en Angleterre, comme presque partout ailleurs, la protection de la loi n'est accordée au breveté que sous certaines conditions de diligence : l'inventeur doit exploiter.

Cette obligation, toutefois, sous le coup des idées modernes, a, dès 1883, été quelque peu restreinte par le système de la licence obligatoire.

En France, nous ne possédons qu'une sanction à l'obligation d'exploiter : la déchéance. En Angleterre, nous rencontrons la déchéance (révocation) et le moyen terme de la licence obligatoire.

CHAPITRE II

Le principe de l'obligation d'exploiter et les délais d'exploitation

Le système anglais consiste en une obligation imposée à l'inventeur d'exploiter sa découverte dans les délais légaux. Si l'inventeur ne s'y soumet pas, il encourt l'une ou l'autre de deux sanctions : la révocation de son brevet (analogue à notre déchéance) ou la licence obligatoire, c'est-à-dire l'obligation d'accorder une licence au tiers qui lui en fera la demande.

Ce système découle des termes de l'article 24, selon lequel : « Tout intéressé peut présenter au Board of Trade une pétition affirmant qu'il n'a pas été satisfait aux exigences raisonnables du public en ce qui concerne une invention brevetée, et demandant l'octroi d'une licence obligatoire, ou, à son défaut, la révocation du brevet. »

Mais la section 24 est d'une rédaction plus obscure lorsqu'elle détermine les délais accordés au breveté pour mettre sa découverte en exploitation, délais

pendant lesquels il ne devra pas être inquiété à raison de son inaction.

La section 24, après avoir posé le principe de la sanction, comme nous venons de le voir ajoute : « Pourvu qu'aucune ordonnance de révocation ne soit rendue soit avant l'expiration de trois années à partir de la date du brevet, soit lorsque le breveté fournit des raisons suffisantes de son inaction. »

« Provided that an order of revocation shall not be made before the expiration of three years from the date of the patent, or if the patent gives satisfactory reasons for his default. »

On remarque qu'il n'est pas ici question de licence obligatoire. La loi d'ailleurs n'en reparlera pas dans d'autres paragraphes. Toute la matière des délais tient dans cet alinéa.

Il semble bien qu'on en doive tirer cette conclusion : si la section 24 a interdit de rendre une ordonnance de révocation dans un délai de trois ans, et cela en des termes formels, et si elle a négligé de parler de la licence obligatoire, c'est qu'elle a voulu faire échapper celle-ci à cette restriction.

Nous croyons donc que la loi s'est arrêtée à cette solution : Pendant trois ans, le breveté n'encourra pas la révocation de son brevet, mais il peut être actionné par un tiers pour se voir condamner à lui délivrer une licence obligatoire. Rappelons que ce tiers, dans quelque but et à quelque moment qu'il

agisse, devra démontrer pour triompher « qu'il n'a pas été satisfait aux exigences raisonnables du public ».

Nous verrons tout à l'heure que le délai pendant lequel les tiers ne peuvent agir n'est pas le même suivant les raisons qu'ils invoquent. S'ils demandent la révocation pour cause de défaut d'explication, il leur faut attendre trois ans. Mais s'ils invoquent la fabrication ou l'exploitation exclusive ou principale hors du Royaume-Uni, il leur faut respecter un délai de quatre ans depuis la date du brevet.

Le système des délais d'exploitation en Angleterre se résumerait donc ainsi :

1° A toute époque, un tiers peut demander au breveté une licence obligatoire ;

2° Après trois ans depuis la date du brevet, il peut obtenir la révocation pour cause de non-exploitation ;

3° Après quatre ans depuis la date du brevet, il peut faire une demande en révocation pour cause de fabrication ou exploitation exclusive ou principale hors du Royaume-Uni.

CHAPITRE III

Révocation du brevet

I. — MOTIFS DE LA PÉTITION

A) Les exigences du public

Le Board of Trade une fois saisi de la pétition, l'examine, et si au premier abord elle lui paraît fondée, il la renvoie à la Cour. Au cas contraire, il peut la rejeter.

La Cour prononcera sur le point de savoir s'il a été satisfait aux exigences raisonnables du public ; si cette condition ne lui paraît pas avoir été remplie, deux solutions se présentent. Ou la Cour ordonnera au breveté d'accorder des licences aux conditions qu'elle estimera justes, ou s'il lui semble que l'octroi de licences ne satisferait pas encore les exigences du public, elle décidera simplement par une ordonnance que le brevet sera révoqué.

Toutefois, aucune ordonnance de révocation ne pourra être rendue avant l'expiration de trois ans, à partir de la date du brevet, ni dans le cas où le breveté donnerait des raisons suffisantes de son inaction (art. 24). C'est dire qu'un tiers, s'il ne peut obte-

nir la révocation pure et simple du brevet avant ce délai de trois ans, pourra cependant obtenir la concession d'une licence.

Mais que faut-il entendre par « les exigences raisonnables du public ? » D'après la loi, ces exigences seront considérées comme n'ayant pas été satisfaites dans plusieurs cas : 1° Quand le breveté porte injustement préjudice à une industrie existante ou à l'établissement d'une industrie nouvelle en Angleterre : a) parce qu'il n'aura pas fourni à des conditions raisonnables l'article breveté ; b) parce qu'il ne l'aura pas exploité dans une mesure suffisante ; c) parce qu'il se sera refusé à accorder des licences à des tiers à des conditions raisonnables.

2° Également quand le breveté ne satisfait pas convenablement à la demande portant sur l'article breveté ;

3° Ou quand les conditions que le breveté a attachées à l'achat, au louage, à l'usage, à l'exploitation de procédé sont telles qu'elles portent injustement préjudice à une industrie anglaise.

La loi semble ici répondre à la question par la question. Que faut-il entendre, lui demandons-nous, par exigences « raisonnables » du public ?

Elle répond en utilisant à nouveau le mot raisonnable, puis le mot convenable, d'une portée assez vague l'un et l'autre. On retrouve ici la marque de la législation anglaise, qui ne semble pas subir la précoc-

cupation française de la séparation des pouvoirs législatif et judiciaire. Nous nous préoccupons en France d'interdire au juge toute immixtion dans le domaine de la législation ; nous ne lui demandons qu'une application de la loi. Toujours sous l'influence des traditions coutumières, la Grande-Bretagne au contraire accorde un crédit plus large aux magistrats de la Cour ; elle leur fait confiance, s'en remettant à leur jurisprudence du soin de compléter ou de faire la loi.

Mais si la Cour est investie d'un large pouvoir d'appréciation, le Contrôleur qui semble remplir un rôle plus administratif que judiciaire, se cantonne dans ses attributions et ne s'acquitte qu'avec une grande circonspection de la tâche qui lui est confiée.

Une décision récente du Contrôleur nous montre comment est interprété le mot raisonnable dont se sert la loi (spécialement ici quand il qualifie le prix de vente de l'objet breveté) (déc. 24, art. 5).

« On affirme que la demande serait plus forte si le prix était moins élevé, et que, pour cette raison, la fabrication actuelle était évidemment insuffisante. Je ne crois pas pouvoir adhérer à cette manière de voir... Je crois que tout ce que je puis examiner, en jugeant les demandes en révocation, c'est la question de savoir si le prix est, d'une manière générale, fixé « *bona fide* », et n'a pas été établi dans le seul but d'empêcher ou de détruire la demande de l'article

fabriqué dans le pays... Il résulte des preuves fournies que la machine est mise en vente en Amérique (pays d'où venaient certaines pièces) au même prix que dans tous les autres pays. Je crois donc pouvoir admettre *prima facie* que le prix de vente est raisonnable, et ne puis entrer dans la question de savoir si la machine ne pourrait être vendue à plus bas prix et si cela créerait une demande plus forte. » (Décision du 18 août 1909, *Propriété Industrielle*, 1909, 141.)

B) Ar. 27. — Deuxième motif.

Fabrication ou exploitation hors du Royaume-Uni.

— « Après qu'il se sera écoulé quatre ans depuis la
« date d'un brevet, chacun pourra, en tout temps,
« adresser au Contrôleur une demande en révoca-
« tion de ce brevet, basée sur le fait que l'article ou
« le procédé breveté est exclusivement ou principa-
« lement fabriqué ou exploité hors du Royaume-
« Uni. »

Le mot « principalement » fabriqué manque encore de précision. La jurisprudence seule peut en fixer quelque peu le sens flottant. Il faut savoir que l'Angleterre, terre du Libre-Échange, est atteinte elle-même par les idées protectionnistes. Ces tendances gagnent du terrain chez elle : une de leurs manifestations consiste dans l'obligation imposée à l'in-

venteur breveté de fabriquer en Angleterre. C'est reprendre l'idée classique, à l'aide de laquelle on justifie l'obligation de fabriquer dans le pays : la main-d'œuvre nationale trouve à s'employer. La loi de 1907 reflète dans sa section 27 ce mouvement protectionniste. Le breveté est aujourd'hui contraint à fabriquer « principalement » en Angleterre (1). Voici maintenant dans quel esprit le Contrôleur a interprété cette obligation faite à l'inventeur de fabriquer principalement en Angleterre :

1. Il est incontestable que cette disposition de la section 27 est fort dangereuse. Le mot « principalement » dont se sert la loi a été critiqué à la fois parce qu'il est trop élastique et parce qu'il indique une tendance fâcheuse à la comparaison.

M. P. Pellerin formule cette objection contre le mot « principalement » : « Il semble qu'on veuille établir une comparaison entre la mesure dans laquelle le brevet sera exploité en Angleterre et dans les pays étrangers, et qu'on veuille donner une prépondérance à l'exploitation sur le sol anglais. C'est presque une atteinte à la liberté économique des nations... Il faut reconnaître toutefois que si le breveté a plus d'intérêt à fabriquer principalement en France à raison de la qualité de la main-d'œuvre ou de la matière première, il semble qu'il aurait, aux termes de la loi, des « raisons suffisantes à faire valoir ». Malgré cela, on doit constater qu'il faudra s'en remettre au contrôleur du soin d'apprécier ces raisons. Or il est possible que le contrôleur ne les estime pas suffisantes. C'est pourquoi il convient de s'élever contre cette clause « d'exploitation par comparaison ». Cela est si vrai que le texte de la section 27 est appelé à être modifié dans un avenir prochain. »

(V. Pierre Pellerin, avocat du barreau de Londres, *Journal du Droit int. privé*, 1909, p. 681).

« Si le breveté revendique une machine ou un mécanisme *entièrement nouveaux*, il devra les fabriquer dans le pays ou s'exposer à tomber sous l'application de la section 27. S'il revendique un perfectionnement nouveau apporté à une machine connue, il devra fabriquer le perfectionnement, et pas nécessairement la machine entière. Mais s'il revendique le perfectionnement en combinaison avec une machine dont les parties sont bien connues, il se peut qu'il soit obligé non seulement de fabriquer la partie contenant le perfectionnement, mais encore de monter dans ce pays l'ensemble de la machine, ou du moins la combinaison qu'il revendique. Si l'invention consiste uniquement dans une *nouvelle combinaison d'éléments anciens et connus*, il paraît suffisant que le breveté monte l'ensemble de la machine dans le pays, sans avoir besoin de fabriquer les parties anciennes et connues, lesquelles peuvent aussi faire l'objet de brevets antérieurs (décision du 28 mai 1909. Gramophone and Typewriter C^o, London).

Cependant cette déclaration de principes une fois posée, le Contrôleur admet des tempéraments.

« Je refuserai toujours en principe, déclare-t-il, dans une autre espèce, tout argument basé sur l'impossibilité de réussir à fabriquer dans ce pays une machine dans des conditions convenables, mais je trouve naturel qu'un breveté, désireux de mettre sur le marché la meilleure machine possible, soit scru-

puleux à l'excès dans le choix de ses matériaux et dans la surveillance de la construction de sa machine. C'est ce qui paraît avoir été le cas ici, dans les commencements ; mais la machine, dans son ensemble, est maintenant à peu près entièrement fabriquée dans notre pays (18 août 1909, *P. ind.*, 1909, 141). »

Le Contrôleur dans cette espèce a donné gain de cause à l'inventeur, et repoussé les demandeurs en révocation, bien qu'à l'origine le constructeur de la machine, un broyeur, ait fait venir des États-Unis certaines pièces d'acier, considérant que la fabrication américaine de ces pièces était supérieure. Mais le Contrôleur a tenu compte de l'intention qu'avait manifestée l'agent constructeur anglais d'utiliser dans sa fabrication des matières anglaises. Il a suffi que cet agent les fit construire et copier en Angleterre par la suite, bien que ses premières machines fussent en réalité en majeure partie composées de matériaux américains.

Il y a donc ici une recherche de l'intention qui est évidente et contribue à adoucir la rigueur du principe.

C) Ar. 27. — Troisième motif.

Invention exploitée dans le Royaume-Uni dans une mesure insuffisante. — Le Contrôleur pourra rendre une ordonnance révoquant le brevet si les affir-

mations de l'enquête lui paraissent convaincantes, à moins que le breveté ne prouve que l'article breveté est fabriqué ou exploité dans le Royaume-Uni « dans une mesure suffisante », ou qu'il n'explique d'une manière satisfaisante pourquoi il ne l'est pas.

L'ordonnance de révocation du brevet sera rendue immédiatement ou après un délai raisonnable d'essai d'exploitation accordé par l'ordonnance même.

Mais que faut-il entendre par cette nouvelle expression, toujours aussi souple que les premières « dans une mesure insuffisante » ?

La jurisprudence s'est montrée large, tenant compte des circonstances, et semblant s'occuper principalement, encore sous le coup des idées protectionnistes, de savoir si l'inventeur fabrique autant ou plus à l'étranger. C'est ainsi que le Contrôleur décide dans le cas d'une machine dont la fabrication était prétendue insuffisante pour répondre à la demande anglaise.

« Je crois devoir admettre que la fabrication qui se fait sur notre territoire suffit pour répondre à la demande actuelle... La demande est, dans les pays étrangers, de deux machines par an, et si la demande dans notre pays est de la même importance, la fabrication actuelle est amplement suffisante pour y satisfaire (18 août 1909, *Fraser, Von Ginber c. demandeurs en révocation*, P. I. 1909, 141).

Si d'ailleurs le breveté invoque des raisons capa-

bles d'excuser l'insuffisance de son exploitation, le contrôleur peut à nouveau augmenter le délai accordé dans la première ordonnance, mais ce nouveau délai ne peut dépasser douze mois.

Toute décision du Contrôleur sur cette section est également susceptible d'un appel à la Cour.

II. — QUI PEUT DEMANDER LA RÉVOCATION.

Peuvent agir aujourd'hui pour obtenir la révocation d'un brevet :

En premier lieu, l'Attorney General ou toute personne qu'il autorise ;

En second lieu, toute personne qui alléguera (art. 25) :

1^o Que le brevet a été obtenu en fraude de ses droits ou des droits d'une autre personne dont elle est l'ayant cause ;

2^o Qu'elle ou une autre personne dont elle est l'ayant cause, est le véritable auteur d'une invention comprise dans la revendication du breveté ;

3^o Qu'elle ou une autre personne aux droits de laquelle elle a succédé dans un commerce, une affaire ou une fabrication, a publiquement fabriqué, employé ou vendu dans le royaume, avant la date du brevet, une chose que le breveté revendique comme son invention.

Le Contrôleur ne pourra prononcer la révocation du brevet que si les circonstances sont de telle nature qu'elles l'autoriseraient à refuser la délivrance du brevet s'ils s'agissait d'une procédure d'opposition.

Le breveté peut de son plein gré renoncer au brevet: le Contrôleur rendra alors une ordonnance révoquant le brevet.

Toute décision du Contrôleur sur ces matières peut faire l'objet d'un appel à la Cour.

CHAPITRE IV

La licence obligatoire

Les motifs qui permettent à tout intéressé de demander une licence pour exploiter le brevet sont les mêmes que ceux qui lui permettent d'en obtenir la révocation. Le tiers demandeur devra prouver ou que le brevet n'a pas été exploité, ou qu'il ne l'a pas été de manière à satisfaire les exigences raisonnables du public.

Une troisième raison, qui ne permet pas d'obtenir la révocation, permet d'obtenir cependant une concession de licence. Il faut pour cela que le demandeur prouve que l'inventeur ne peut pas exploiter l'invention « à son meilleur avantage ».

C'est le Board of Trade qui concède les licences et en apprécie la valeur.

Nous avons vu qu'il y avait à distinguer, selon nous, entre la demande en concession de licence et la demande en révocation, en ce que le tiers intéressé pourrait agir sans délai dans le premier cas. Il ne pourrait au contraire demander la révocation du

brevet qu'après trois ans. C'est ce qui nous semble résulter de la rédaction de la section 24. « Toutefois, aucune ordonnance de révocation ne pourra être rendue avant l'expiration de trois ans à partir de la date du brevet. »

La loi anglaise a été la première à introduire le système, aujourd'hui réclamé et controversé, de la licence obligatoire. C'est de son exemple aussi que s'inspirent les adversaires de cette licence. Ils ont fait remarquer, pour la condamner, et en faire ressortir le défaut d'utilité, qu'en 1908, depuis l'application de la loi de 1883, pour 400.000 brevets délivrés en Angleterre, il y avait eu 4 demandes de concessions de licences. Bornons-nous à signaler ici que le reproche n'est peut-être pas très fondé. Les partisans du système de la licence obligatoire feront remarquer que l'Angleterre admet à côté de cette sanction la déchéance, et que cette voie est couramment utilisée en Grande-Bretagne. Si l'on supprimait la déchéance (révocation) comme on le réclame de tous côtés, la plupart des anciens demandeurs en révocation deviendraient des demandeurs de licences, et le but serait atteint (1).

Actuellement les deux voies leur sont ouvertes : ils préfèrent demander la révocation qui leur permet

1. Dans la dernière partie de ce traité, au chapitre des réformes proposées, nous reviendrons d'ailleurs sur ces questions, par un examen méthodique de la licence obligatoire.

d'exploiter sans avoir à payer aux mains de l'inventeur le prix d'une licence. Ils n'estiment pas que cette dépense doive être compensée, le plus souvent, par le droit exclusif de fabrication que la licence leur accorderait.

Il existe une autre explication à la très faible quantité des licences obligatoires délivrées en Angleterre. Si les industriels ne demandent pas, le plus souvent, de licences au breveté, cela tient en grande partie à l'ignorance où ils se trouvent des moyens légaux qui leur sont ouverts.

En 1897, une nombreuse députation s'est présentée devant le Président du Board of Trade, pour demander que la loi fût amendée. « On se plaint depuis longtemps, faisait-elle observer, surtout parmi les fabricants de produits chimiques, que les inventeurs étrangers, possesseurs de brevets anglais, maintiennent ceux-ci en vigueur dans le but unique de barrer le chemin à leurs concurrents britanniques. Ils ne veulent en réalité, ni exploiter eux-mêmes leurs brevets en Angleterre, ni accorder à des fabricants anglais des licences d'exploitation. » La députation demandait donc que la loi fût amendée, afin d'éliminer cet obstacle intolérable qui s'opposait au progrès de l'industrie anglaise.

A cela, le Board of Trade répondit qu'il faudrait d'abord mettre à l'épreuve les dispositions de la loi existante. Il fit presque aussitôt une application de

cette idée. La maison Lewinstein Ltd, demandait qu'on lui accordât deux licences obligatoires lui permettant d'utiliser deux brevets pour matières colorantes, appartenant à la maison allemande « Meister, Lucius et Brünig ». Après enquête, le Board reconnut à la maison Levinstein la qualité de « personne intéressée » et décida : « Que faute par les brevetés d'accorder des licences à des conditions raisonnables, les dits brevets n'étaient pas exploités dans le Royaume-Uni.

« Que par suite de ce refus de licence, les requérants étaient empêchés d'exploiter et d'utiliser certaines inventions qu'ils possédaient dans les meilleures conditions. Qu'il convenait dès lors d'ordonner aux brevetés d'accorder immédiatement des licences à MM. Levinstein, moyennant une redevance d'un demi-penny par livre sterling de produit fabriqué, sans que la redevance annuelle pût être inférieure à 250 livres. » (Extrait de *The Word. Propr. ind.*, 1898, p. 142.)

Voilà donc l'application d'une disposition légale dont la députation des industriels ne paraissait pas avoir une grande connaissance. Et cette ignorance des intéressés est une raison de plus pour ne pas condamner *a priori* le système de la licence obligatoire, sur le fait brutal d'une statistique.

CHAPITRE V

Appendice. Licence obligatoire pour le service de la Couronne.

L'article 29 de la loi de 1907 organise un système de licence obligatoire au profit de la Couronne.

Un département quelconque du gouvernement, peut, en tout temps, employer l'invention pour le service de la Couronne, à des conditions à établir d'un commun accord, avant ou après l'usage, entre ce département et le breveté, avec l'approbation de la Trésorerie. A défaut d'entente, la Trésorerie fixera les conditions, après audition de toutes les parties intéressées. L'article 30 organise à son tour une cession des inventions au secrétaire d'État pour la Guerre ou à l'Amirauté. Cette cession est également obligatoire, car le Secrétariat d'État pour la Guerre et l'Amirauté rentrent dans le cadre de l'article 29, « un département quelconque du gouvernement ».

Ces dispositions sont parfaitement logiques. Elles sont prises dans l'intérêt supérieur de la défense nationale. Le point délicat sera le choix d'un criterium d'après lequel on déterminera le caractère d'intérêt national de la découverte.

ALLEMAGNE

SOMMAIRE

1. Aperçu de la législation allemande des brevets.
2. Organisation judiciaire : le Patentamt et le Reichsgericht.
3. Le principe de l'obligation d'exploiter ; article 11 de la loi du 7 avril 1891.
4. Portée de cet article. Limites de son application.
5. Tendances allemandes. Idées directrices de la jurisprudence.
6. A qui appartient l'action en déchéance.
7. Délai accordé au breveté pour exploiter.
8. Quand et comment se font les concessions de licences, Conflit entre l'inventeur principal et l'inventeur d'un perfectionnement.
9. Examen des deux voies de droit données contre le breveté : les tiers demandent la déchéance plutôt que la concession d'une licence.

Résumé du système allemand.

Obligation d'exploiter. Deux sanctions : déchéance ou licence obligatoire. Délai de mise en exploitation : trois ans.

1. APERÇU DE LA LÉGISLATION ALLEMANDE DES BREVETS

La matière des brevets est régie en Allemagne par la loi du 7 avril 1891, corrigée partiellement par des lois postérieures.

Inventions brevetables. — Sont brevetables, d'après l'article 1^{er}, toutes inventions nouvelles susceptibles d'une utilisation industrielle, sauf celles qui sont contraires aux bonnes mœurs, et celles qui concernent les aliments, les objets de consommation, les matières obtenues par les moyens chimiques.

Durée. — Le brevet principal dure quinze ans. Le brevet additionnel est lié au sort du principal, et s'éteint avec lui.

Taxe. — La taxe de dépôt est de 30 marks. La première annuité est de 30 marks, la seconde de 50. Puis les annuités croissent chaque fois de 50 marks.

Pour les brevets additionnels, on ne paie que la taxe de dépôt.

Il est accordé pour le paiement des annuités, un délai de douze semaines, moyennant, au bout des six premières semaines, une taxe de 10 marks (art. 8).

Demande. — La demande contient des revendications. Un membre de la section des demandes du Patentamt (office des brevets) se livre à un examen préalable (art. 21).

La section accepte ou refuse. Si elle accepte, on publie la demande et les oppositions à cette demande sont reçues pendant deux mois. La section examine les oppositions (art. 24).

Les décisions de la section sont sujettes à un recours, dans le délai d'un mois, devant la section de recours.

Annulation. — L'annulation est prononcée par la Section du Patentamt; la décision est susceptible de recours devant le Reichsgericht (art. 33).

Sanction. — Il y a différentes sanctions: une action pénale, qui peut entraîner l'emprisonnement jusqu'à une année, et à une amende jusqu'à 5,000 marks (art. 36). Une amende spéciale, appelée Busse, qui va jusqu'à 10,000 marks. Enfin, une action civile en dommages-intérêts.

2. DROIT DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE EN ALLEMAGNE DE BREVETS, LE PATENTAMT ET LE REICHSGERICHT.

Patentamt. — D'après l'article 14 de la loi de 1891, le Patentamt se divise en trois sections:

- 1° La section des demandes;
- 2° La section des annulations;
- 3° La section des recours.

La section des annulations, qui nous intéresse, comprend deux sous-sections (I et II) et trois sous-sections (A, B et C).

Procédure. — La révocation d'un brevet n'est prononcée que sur la demande d'un tiers. Elle se fait par une procédure de réclamation, comme avant l'empirement du droit de brevets, et est soumise à l'examen des experts et des juges.

La demande de révocation est adressée au Patentamt. Elle indique les faits qui lui servent de base. Le deman-

deur doit déposer avec elle une taxe de 50 marks, pour justifier de la solidité des présomptions qu'il avance.

Si le demandeur habite l'étranger, il est tenu à fournir garantie (art. 28).

Le Patentamt communique la demande au breveté, et l'invite à y répondre dans le délai d'un mois.

Si, pendant ce délai, il ne répond pas, le Patentamt peut statuer sans citation ni audition des intéressés, et dans cette décision tout fait allégué par le demandeur *peut* être considéré comme prouvé.

Il va de soi que le Patentamt n'en garde pas moins la plus large faculté d'appréciation. Le verbe « peut » dont se sert la loi, la prouve suffisamment. Il ne sera donc aucunement tenu d'accepter comme démontrées les allégations du demandeur (§ 29).

Si le breveté répond, sa réponse est communiquée au demandeur. Le Patentamt entend des témoins et prend l'avis d'experts.

Si la révocation du brevet est demandée en vertu du paragraphe 11, n° 2, la décision relative à cette demande doit être précédée d'une menace de révocation avec indication des motifs et fixation d'un délai convenable. Il est à remarquer que cette décision du Patentamt est sans recours (§ 30).

Il peut être appelé des décisions du Patentamt. L'appel est alors porté devant le Reichsgericht (c'est-

à-dire tribunal de l'Empire). Il doit être motivé par écrit, et déposé au Patentamt, dans les six semaines qui suivent la signification.

3. LE PRINCIPE DE L'OBLIGATION D'EXPLOITER. L'ARTICLE 11 DE LA LOI DU 7 AVRIL 1891. LES DEUX SANC-TIONS. DÉCHÉANCE ET CONCESSION DE LICENCE.

C'est l'article 11 de la loi de 1891 qui règle l'obligation d'exploiter. Le système qu'il établit consiste en une faculté de révocation au bout de trois ans, au cas de non-exploitation et de refus d'accorder une licence aux tiers moyennant une rémunération convenable et une garantie suffisante.

Art. 11. — Le brevet peut être révoqué, après l'expiration d'un délai de trois ans à partir de la date de la publication concernant la délivrance du brevet :

1° Quand le breveté néglige d'exploiter l'invention dans le pays, dans une mesure convenable, ou du moins de faire tout ce qui est nécessaire pour assurer cette exploitation ;

2° Quand l'intérêt public paraît exiger qu'une licence d'exploiter soit accordée à des tiers, et que le breveté se refuse néanmoins à accorder cette licence moyennant une rémunération convenable et une garantie suffisante.

4. PORTÉE DE L'ARTICLE 11. LIMITES
DE SON APPLICATION.

La loi allemande, comme les lois des autres nations, pour traiter une matière aussi diverse suivant les espèces, a dû s'en remettre en grande partie aux tribunaux du soin de trancher certaines questions. Aussi s'est-elle servi (en s'abstenant de préciser à l'aide d'exemples concrets) d'expressions souples, dont l'interprétation, dans chaque cas particulier, sera faite par les juges en tenant compte des circonstances.

1^o Interprétation du paragraphe 1^{er} de l'article 11.

Le n° 1 de l'article 11 exige de l'inventeur qu'il ait fait « *tout ce qui était nécessaire pour assurer l'exploitation dans le pays* ». Quel est l'esprit dans lequel il va falloir comprendre cette obligation de l'inventeur ?

Excessivement protectionniste, tel est l'esprit de la loi allemande, de la jurisprudence et des auteurs. La seule apparence d'une faveur faite à une nation étrangère éveille la défiance des tribunaux et des juristes. M. Kohler écrit, paragraphe 257, 2 : « Une promesse faite par l'inventeur à l'étranger, de ne pas faire en Allemagne d'offres favorables, ne met pas,

bien entendu, l'inventeur à l'abri de la déchéance. Cette circonstance est au contraire aggravante pour lui, parce qu'il a par là manifesté une intention hostile à la nation. Un symptôme caractéristique à cet égard, c'est la conduite qu'a observée l'inventeur vis-à-vis des autres pays. S'il a réussi à exploiter son invention dans les autres États, pendant qu'à l'intérieur il reste totalement ou à peu près inactif, une grave suspicion s'attache à lui : il est suspect de ne pas avoir rempli son obligation vis-à-vis de la nation. Car on dira avec raison que s'il a triomphé dans un pays, il aurait, en s'y efforçant, pu exploiter son produit également dans les autres États, d'autant plus qu'il avait déjà derrière lui la production de ce premier État, ce qui le mettait en mesure d'offrir les produits de son invention et de les présenter au public. On présumera volontiers qu'il n'a pas travaillé en conscience à faire profiter le pays de l'invention, qu'il se contentait aisément de la production extérieure, et n'avait nul désir impérieux d'arriver à procurer au pays une part importante de sa fabrication; — l'homme est l'homme, — on pensera tout naturellement que l'inventeur n'a pas eu particulièrement à cœur les intérêts du pays. »

Nous ne nous attacherons pas à relever ce qu'il peut y avoir d'exagéré dans cette conception très protectionniste. Bornons-nous à remarquer la défiance du producteur étranger et de la concurrence étrangère

qui s'aperçoit à travers ces lignes. Cette idée toute nationaliste est d'ailleurs confirmée par les tribunaux.

Le Reichsgericht a jugé qu'un inventeur n'avait pas fait, aux termes de la loi, tout ce qui était nécessaire pour assurer l'exploitation dans le pays parce qu'il s'était refusé à conclure un contrat de licence pour ne pas perdre la possibilité de fabriquer à meilleur compte à l'étranger. Et dans l'espèce, il a confirmé la décision du Patentamt révoquant le brevet pour ce fait (Reichsgericht., 1^{re} ch., 11 déc. 1897. *Prop. ind.*, 1898, p. 142).

Nous trouvons dans le même sens une décision du Patentamt, en date du 31 mai 1888, confirmée par le Reichsgericht le 27 avril 1889 (*Prop. ind.*, 1890, p. 93).

Une maison allemande intente une action en déchéance contre un Français relativement à un brevet pris sous le titre « Procédé et machine pour la fabrication de bouts servant à garnir les chaussures ».

Les demandeurs prétendent qu'il n'y a pas eu d'exploitation, et que l'inventeur n'a pas fait tout ce qui était nécessaire pour l'assurer.

Le défendeur objecte qu'il a publié à deux reprises dans le *Journal du Patentamt*, et à trois reprises dans le *Patentblatt*, édité par le bureau des Brevets, des annonces offrant de vendre le brevet attaqué

ou d'accorder des licences, et qu'ayant reçu à ce sujet une demande d'une maison allemande, il avait offert de lui vendre ce brevet pour la somme de 50.000 marks, offre qui resta sans réponse. Il ajouta qu'il était encore disposé à vendre des machines à un prix raisonnable, bien que cela pût rendre la vente du brevet plus difficile, sinon impossible. Les tribunaux donnèrent gain de cause à la maison allemande.

« Le défendeur n'a, ni appliqué lui-même son invention, ni accordé de licences. Le fait qu'il était disposé à concéder l'exploitation à un industriel indigène ne suffit pas. L'échec des négociations entamées en vue d'assurer l'application de l'invention en Allemagne ne peut pas davantage être considéré comme donnant satisfaction à la loi, aussi longtemps qu'il n'est pas démontré que c'est à l'indifférence des cercles industriels intéressés que cet échec est dû.

Cette conclusion, on ne peut pas la tirer des indications incomplètes qui ont été fournies par le défendeur, car elles ne permettent pas de se rendre compte s'il était réellement disposé à agréer une demande de licence qui lui aurait été faite dans des conditions équitables. »

D'autre part le Reichsgericht a jugé (11 mai 1889. *Prop. ind.*, 1891. 24) que le breveté n'était pas déchu, bien qu'il fabriquât uniquement à l'étranger, parce qu'il avait fait « tout ce qui était nécessaire » pour

arriver à l'exploitation dans le pays. Mais dans la rédaction de cet arrêt se trouvent encore nettement exprimées les préoccupations nationalistes de la Cour. Le Reichsgericht a tenu compte de divers éléments ; il a maintenu le brevet bien qu'il ait été prouvé que des demandeurs de licence s'étaient présentés, parce que les conditions de fabrication qu'offraient ces soumissionnaires n'étaient pas suffisamment avantageuses.

Ainsi jugé dans le cas d'un brevet relatif à des procédés de verrerie, attaqué à raison de ce fait, qu'il n'avait pas été mis en exploitation dans l'Empire allemand.

Le demandeur en révocation prétendait que le breveté n'avait pas fait le nécessaire pour assurer l'exploitation dans le pays. En effet, diverses maisons allemandes avaient fait des offres de mise en exploitation, que l'inventeur avait repoussées, bien qu'elles fussent convenables.

Le breveté objectait que l'industrie allemande n'était pas disposée à entreprendre la fabrication du produit breveté ; que le seul fabricant qu'ait désigné tout d'abord le demandeur comme en mesure d'entreprendre la fabrication de l'article en question avait déclaré qu'il n'avait pas d'ouvriers assez habiles pour ce travail, et qu'il ne croyait pas que d'autres maisons allemandes fussent en état de s'en charger. Sans doute, cinq verreries de Saxe et de Silésie admet-

taient la possibilité de s'en charger. Mais elles ajoutaient que si elles n'arrivaient pas du premier coup à réussir l'article, elles comptaient en venir peu à peu à le fabriquer aux mêmes conditions que la Bohême. Ces restrictions avaient éveillé la défiance de l'inventeur, qui avait préféré remettre aux ouvriers de Bohême, dont l'habileté en cette matière était éprouvée, le soin d'exécuter l'article breveté.

Le Reichsgericht commence, dans son arrêt, par un rappel des principes. Il déclare que : Les difficultés qui s'opposent à l'introduction d'une industrie nouvelle ne suffisent pas, en elles-mêmes, à dispenser le breveté de fabriquer dans le pays... L'inventeur ne doit pas plus se refuser à sacrifier quelque chose des profits résultant de son invention pour engager les producteurs indigènes à exploiter cette dernière.

Ceci dit, faisant usage du droit d'appréciation que lui confère l'article 11, le Tribunal décide de maintenir le brevet, à raison des difficultés particulières qui s'opposaient à la fabrication dans le pays, des efforts inutiles faits par le breveté, et du fait que la non-exploitation en Allemagne n'avait lésé d'une manière appréciable aucun intérêt public. Pour savoir si l'intérêt public a souffert, il faut rechercher si la fabrication à l'étranger maintiendrait les prix à un niveau plus élevé que celui qu'ils atteindraient au cas où l'invention brevetée serait exploitée dans le pays sur une échelle convenable.

S'il y a quelque contradiction entre les attendus de cette décision et le rappel des principes, cette contradiction s'explique en partie par la suite de la décision même. Le Reichsgericht, en effet, se reconnaît en droit d'examiner le but poursuivi par le demandeur en révocation ; il constate, dans l'espèce que nous venons de citer, que le demandeur est un étranger ; qu'il a intérêt à faire révoquer le brevet parce que, fabriquant en Bohême, il pourrait produire ensuite l'article à meilleur compte (sans payer à l'inventeur ni droits ni licence), et le répandre en Allemagne ; que ce demandeur, si sa prétention triomphait, fabriquerait l'article en Bohême, avec le concours d'ouvriers bohémiens, sans par conséquent faire profiter l'industrie allemande de cette invention ; qu'au contraire, si le breveté était maintenu en possession de ses droits, il aurait intérêt, pour maintenir son privilège, à remplir les conditions de l'article 11 et à fabriquer en Allemagne ; que peu à peu les verreries allemandes produiraient l'article à leur tour, pour le meilleur profit de l'industrie nationale.

Cette décision du Reichsgericht est, croyons-nous, conforme à l'esprit de la loi de 1891, dont l'article 11 § 1^{er} poursuit un but évidemment national. Mais en droit, on pourrait se demander dans quelle section de la loi de 1891 le Tribunal de l'Empire a puisé un pouvoir d'appréciation aussi considérable que

celui dont il use ici, lorsqu'il prend en considération le but du demandeur en révocation.

2° Interprétation du paragraphe 2 de l'article 11.

Le second cas de déchéance prévu par la loi allemande est formulé dans le paragraphe 2 de l'article 11, ainsi conçu :

Le brevet sera déchu... « quand l'intérêt public paraît exiger qu'une licence d'exploiter soit accordée à des tiers, et que le breveté se refuse néanmoins à accorder cette licence moyennant une rémunération convenable et une garantie suffisante. »

Le Tribunal, dans l'hypothèse actuelle, a deux difficultés à trancher, toutes deux questions de fait. La plus spéciale, qu'on ne peut déterminer en dehors d'une espèce précise, est la question de valeur de la licence.

Aux tribunaux de décider souverainement, dans chacun des cas qui leur seront soumis, si celui qui fait une offre de licence propose une « rémunération convenable » et présente des « garanties suffisantes ».

La deuxième question, sur laquelle peuvent se faire des constructions théoriques, est la question de l'intérêt public. Quand l'intérêt public exigera-t-il qu'une licence soit accordée à un tiers ?

La loi parlant d'une « exigence » de l'intérêt public, on peut poser en principe qu'il est nécessaire, pour prononcer la déchéance (dans l'hypothèse du

§ 2 de l'art. 11), que le refus par le breveté de concéder une licence ait lésé l'intérêt public *d'une manière appréciable*.

C'est d'ailleurs l'expression dont se sert l'arrêt du Reichsgericht précité : « Attendu que la non-exploitation en Allemagne n'a lésé d'une manière appréciable aucun intérêt public. »

M. Kohler écrit, dans le même sens : « La déchéance du brevet ne doit pas être prononcée quand la circonstance n'est pas grave. Le tribunal ne doit pas se contenter de poser en fait qu'il existait une obligation d'exploiter dans le cas qui lui est soumis, que l'exploitation pouvait se faire, et que la situation économique la rendait possible ; il ne suffit pas que de la non-exploitation ait résulté quelque dommage ; mais il faut admettre en principe qu'il faut qu'il en soit résulté une perte considérable, une importante lésion des intérêts nationaux » (P. 639, § 260).

Mais ces tendances favorables à l'inventeur sont rarement suivies en tous points par les tribunaux. Ceux-ci, d'une manière générale, lorsqu'ils auront constaté, à côté de l'obligation d'exploiter, la possibilité pour l'inventeur de le faire dans des conditions favorables, seront disposés à prononcer la révocation du brevet. C'est ce que constate M. Kohler, et c'est ce qui lui paraît contraire à l'esprit de la loi. « Les tribunaux, que ce soit le Patentamt ou le Reichsgericht, passent souvent sur cette idée. Dans bien des

cas il n'est pas suffisamment établi que la non-exploitation ait lésé des intérêts vraiment importants et vitaux du commerce intérieur. Et ce serait absolument nécessaire pour appliquer une aussi redoutable *ultima ratio* que la déchéance. » Mais c'est plutôt là le vœu d'un juriste que l'interprétation stricte de la pensée du législateur. Nous croyons plus conformes à l'esprit de la loi allemande les décisions un peu plus rigoureuses pour l'inventeur qu'ont rendues les tribunaux de l'Empire.

5. TENDANCES ALLEMANDES. IDÉES DIRECTRICES DE LA JURISPRUDENCE.

Il semble, en résumé, que l'interprétation de la loi allemande par les tribunaux et les auteurs parte de deux idées maîtresses : 1° une tendance, d'ailleurs très moderne, au libéralisme vis à-vis de l'inventeur ; on tend à alléger pour lui le fardeau de l'obligation d'exploiter ; 2° une tendance très protectionniste, qui pousse les tribunaux à exiger de l'inventeur étranger une exploitation rigoureuse dans le pays.

6. A QUI APPARTIENT L'ACTION EN DÉCHÉANCE.

L'action en déchéance est donnée par la loi allemande de la manière la plus large. Tout intéressé est admis à en user. Encore faudrait-il comprendre

d'une manière très étendue cet intérêt que l'on exige du demandeur. Il suffit, pour réclamer la révocation du brevet, d'avoir été gêné par sa non-exploitation et d'avoir souffert de la lésion qui s'en est suivie pour l'intérêt social. « Il en est ainsi de chaque personne qui a été atteinte par le dommage causé au développement social ; chaque personne a ce droit individuellement, de même une personne juridique, de même une société (1). » Ce sera peut-être une question délicate à résoudre pour les tribunaux que de savoir si « le développement social » a été entravé, et si le demandeur a subi le contre-coup de ce ralentissement. Le demandeur toutefois sera débouté s'il ne peut justifier d'aucun intérêt en l'espèce.

7. DÉLAI ACCORDÉ AU BREVETÉ POUR EXPLOITER.

Nous avons vu que le breveté a trois ans pour mettre en exploitation sa découverte. Le point de départ du délai est le jour de l'octroi du brevet, plus spécialement de la publication de la délivrance du brevet.

Le breveté peut demeurer inactif pendant ces trois années entières.

Il a été jugé (4 oct. 1888) qu'il serait suffisant pour mettre l'invention à l'abri de la déchéance, qu'il eût

1. Kohler, *ibid.*

commencé l'exploitation après l'accomplissement des trois ans. M. Kohler est dans le même sens.

8. COMMENT SE FONT LES CONCESSIONS DE LICENCES. CONFLIT ENTRE L'INVENTEUR PRINCIPAL ET L'INVENTEUR D'UN PERFECTIONNEMENT.

L'inventeur qui ne veut pas exploiter lui-même concède une licence à un tiers. Il peut y être contraint par des nécessités de fait ou de droit. Il y aura pour lui nécessité de fait quand dans la branche d'industrie à laquelle se rattache son invention il existe un cartel, qui ne laisserait s'établir aucun industriel qui ne lui serait pas affilié.

Il y aura nécessité de droit quand l'invention n'a d'utilité que pour l'administration militaire ou pour les Postes et Télégraphes, en général pour un monopole d'État.

Dans ces hypothèses, un accord amiable interviendra souvent entre les détenteurs du monopole de fait ou de droit et l'inventeur. La déchéance ne saurait être en tous cas prononcée contre le breveté, conformément au paragraphe 2 de l'article 14, que s'il ne lui a pas été offert de « rémunération convenable ou de garantie suffisante » par le demandeur de licence.

L'inventeur peut se heurter à un autre obstacle, dans l'hypothèse où deux inventions se trouvent l'une vis-à-vis de l'autre dans un rapport de dépen-

dance. C'est le cas où l'invention qui fait l'objet d'un brevet principal a été perfectionnée par un tiers.

Ici, l'invention du perfectionnement ne saurait, bien entendu, être utilisée sans le consentement de l'inventeur principal. Mais d'un autre côté, l'invention principale peut n'être en mesure d'atteindre son complet développement qu'avec l'aide du perfectionnement. Il y a donc ici tout intérêt à ce que la question soit réglée par une concession de licence.

Si les deux inventeurs ne peuvent arriver à une solution amiable, les tribunaux décideront, en tenant compte de tous les éléments de fait, auquel des deux il convient d'accorder la licence.

M. Kohler observe que certaines législations préfèrent le possesseur du brevet de perfectionnement au breveté principal. C'est, dit-il, que les points de vue sont différents.

« Nous fondons, nous, l'obligation pour l'inventeur de concéder une licence sur l'obligation d'exploiter, et non pas sur la situation embarrassée du perfectionneur qui réclame une licence. » (§ 263, p. 649.)

Donc, en Allemagne, le propriétaire du brevet de perfectionnement est mis sur le même pied que le propriétaire du brevet principal : il n'est pas, de droit, préféré à celui-ci. Les tribunaux décideront auquel des deux il leur paraît préférable de concéder la licence.

Il est bien entendu, et cela résulte des termes

mêmes de l'article 11, que l'inventeur est libre de choisir la personne à qui il concédera une licence.

Toutefois, une présomption pèsera contre lui dans certains cas. Il y aura lieu de supposer qu'il a dédaigné des « offres raisonnables », et dès lors il risquera la déchéance, lorsqu'il s'est engagé vis-à-vis d'une nation étrangère à ne pas concéder de licences dans son pays ou à ne les concéder qu'à des conditions déterminées. Une telle convention, d'ailleurs, n'est pas valable vis-à-vis du pays. (Kohler, § 264, p. 651.)

9. EXAMEN DES DEUX VOIES DE DROIT DONNÉES CONTRE LE BREVETÉ. LES TIERS DEMANDENT LA DÉCHÉANCE PLUTÔT QUE LA CONCESSION D'UNE LICENCE.

Nous avons vu que lorsqu'un brevet est inexploité, les tiers ont deux moyens d'action. Ils peuvent, au cours même des trois ans donnés à l'inventeur pour mettre en exploitation sa découverte, lui demander une concession de licences à des conditions raisonnables.

Ils peuvent, ces trois ans écoulés, demander la révocation pure et simple du brevet, qui tombera par là dans le domaine public.

En Allemagne, la dualité de ce système a révélé dans la pratique les inconvénients précédemment signalés en Angleterre. Toutes les fois que les intéressés auront deux moyens d'agir, ils recourront au

plus économique, si même, après un certain laps de temps, il ne devait pas donner des résultats aussi favorables que le plus dispendieux. Aussi délaisse-t-on l'action en concession de licence pour l'action en déchéance.

« Dans la pratique, l'usage qu'on fait du droit de l'article 11 § 2 est à peu près nul. La raison en est facile à comprendre. Dans les cas où l'on se servira de l'article 11 § 2, on pourra toujours se servir également du paragraphe 1^{er}. Celui qui demande une licence est en effet en même temps un intéressé dans le sens de l'article 11 § 1^{er}. La déchéance, dans le cas de l'article 11 § 2, a toutefois pour le demandeur cet avantage, qu'elle ne suppose pas une faute de la part du défendeur. Mais l'action du paragraphe 1^{er} a un avantage marqué. Il n'y a pas place ici pour une concession de délai et le demandeur en déchéance a la perspective que le brevet sera déchu et qu'il en profitera sans avoir à payer de droits de licence. Cela dit, il est clair que les demandeurs en déchéance préféreront prendre la voie la plus dangereuse pour le défendeur, et non pas la voie qui lui offre un échappatoire.

Cela révèle l'erreur de notre législation. Elle encourage ce qu'elle devrait enrayer. Elle enrayer ce qu'elle devrait encourager. Elle encourage la demande en déchéance, elle enrayer les arrangements relatifs à des licences. » (Kohler § 264.)

Nous exposerons dans la discussion des systèmes de réforme proposés, les raisons pour lesquelles nous ne pouvons croire à l'efficacité de la licence obligatoire que dans les législations où elle serait le seul moyen de droit admis contre le breveté.

AUTRICHE

Loi du 11 janvier 1897, ordonnance du 15 septembre 1898.

Traité avec la Hongrie du 8 octobre 1907.

SYSTÈME AUTRICHIEN

Déchéance pour défaut d'exploitation au bout de trois ans, après avis fixant un délai. S'il y a un tiers ayant perfectionné le brevet, licence obligatoire à son profit au bout de trois ans. Déchéance possible avant même l'expiration du délai de trois ans, si le breveté, pendant ce délai, importe de l'étranger quand l'intérêt public exige l'exploitation dans le pays.

1° *Déchéance.*

L'Autriche admet la déchéance pour défaut d'exploitation au bout de trois ans. Le principe est consacré par l'article 27.

« Le brevet peut être révoqué en totalité ou en partie quand le breveté néglige d'exploiter ou de faire

exploiter dans le pays dans une mesure convenable, ou du moins de faire tout ce qui est nécessaire pour assurer une telle exploitation. Dans ce cas, la révocation ne peut être prononcée avant l'expiration de trois ans à partir de la publication de la délivrance du brevet dans le *Journal des Brevets*. Ce délai cesse d'être applicable si, alors que l'invention est exploitée à l'étranger et que l'intérêt public exige que l'exploitation ait aussi lieu dans le pays, le breveté ou son ayant cause continue à satisfaire à la consommation nationale, exclusivement ou dans sa partie de beaucoup la plus considérable, par l'importation, au lieu d'y pourvoir en exploitant l'invention dans le pays dans une mesure convenable.

La révocation du brevet doit être précédée d'un avis comminatoire indiquant les motifs de cette mesure et fixant un délai convenable pour la mise en exploitation de l'invention.

Le deuxième alinéa de l'article 27 soulève une question. Il déclare que le délai de trois ans est supprimé quand le breveté importe la plus grande partie de ses produits de l'étranger, alors que l'intérêt public exige la fabrication dans le pays. Comment se manifestera cet intérêt public ?

Le rapporteur de la loi estime que l'intérêt public existera quand un groupe d'industriels se trouvera entravé dans l'exploitation ou le développement de sa profession. Il se manifestera par les démarches

faites auprès du gouvernement par ce groupe d'industriels ou par toute corporation compétente.

2° Licence obligatoire.

En principe, l'Autriche ne connaît qu'une sanction à l'obligation d'exploiter : la déchéance. Dans un cas seulement, elle remplace cette sanction par la licence obligatoire : c'est lorsque l'invention qui fait l'objet du premier brevet a été perfectionnée par un deuxième inventeur.

Ce deuxième inventeur jouit alors de la faculté d'exiger une licence du premier, au bout de trois ans.

Il faut cependant pour cela que l'invention de date postérieure présente une importance industrielle considérable (art. 21).

L'octroi de la licence confère au titulaire du premier brevet le droit d'exiger de son côté du deuxième breveté une licence l'autorisant à faire usage de l'invention de date postérieure (art. 21).

Ainsi donc, au bout de trois ans, il y aura deux personnes ayant le droit d'exploiter le brevet (après arrangement moyennant licences) : le premier inventeur et le perfectionneur.

BELGIQUE

SOMMAIRE

1. Législation belge des brevets. Aperçu d'ensemble.
2. Obligation d'exploiter. Article 23. La solution belge.
3. Comment est prononcée la déchéance.
4. Comment est signalé le défaut d'exploitation.
5. Ce qu'il faut entendre par mise en exploitation.
6. Excuses à l'inaction.
7. Interruption d'exploitation.
8. Prorogation.

Résumé du système belge.

Pas d'obligation d'exploiter; sauf si l'inventeur breveté en Belgique exploite à l'étranger (dans ce cas, il doit exploiter en Belgique dans la même année, sous peine de déchéance).

Déchéance encore si, ayant commencé son exploitation en Belgique, il l'interrompt pendant un an.

1. LÉGISLATION BELGE DES BREVETS.

APERÇU D'ENSEMBLE.

a) *Textes.* — Loi fondamentale du 24 mai 1854, remaniée par les lois du 27 mars 1857 et du 5 juillet 1884. Arrêtés du 24 mai 1854, du 12 septembre 1861,

du 23 juin 1877. Règlement de l'office des brevets du 31 juillet 1902.

b) *Inventions brevetables.* — Article premier. — Toute découverte ou tout perfectionnement susceptibles d'être exploités comme objets d'industrie ou de commerce.

c) *Durée des brevets.* — Le brevet principal dure vingt ans au maximum (art. 3). Le brevet de perfectionnement a la même durée que le brevet principal (art. 15). Le brevet d'importation (brevet pris pour protéger l'exploitation d'une invention déjà brevetée à l'étranger) a la durée du brevet antérieurement concédé à l'étranger pour le terme le plus long, sans que ce terme puisse dépasser vingt ans (art. 14).

d) *Taxes.* — La taxe, payable par annuités, est de 10 francs pour la première année. Elle augmente ensuite de 10 francs par an.

Délai de paiement: le mois de l'échéance. Puis, après avertissement, les six mois qui suivent l'échéance, mais avec une taxe supplémentaire de 10 francs.

e) *Demande.* — Il n'y a pas d'examen préalable (art. 2). Délai de trois mois pour rectifier les erreurs matérielles et les irrégularités de formes, après avis de l'administration (arrêté du 17 mars 1902).

Nullités et déchéances. — Pour défaut de nouveauté. Pour défaut d'exploitation dans l'année qui suit la mise en exploitation à l'étranger. Pour interruption d'exploitation pendant un an.

Sanction. — Action purement civile. Dommages-intérêts. Confiscation si le contrefacteur a agi sciemment.

2. L'OBLIGATION D'EXPLOITER. L'ARTICLE 23.

Art. 23. — Le possesseur d'un brevet devra exploiter, ou faire exploiter en Belgique l'objet breveté, dans l'année à dater de la mise en exploitation à l'étranger.

Toutefois, le gouvernement pourra, par un arrêté royal motivé, inséré au *Moniteur* avant l'expiration de ce terme, accorder une prorogation d'une année au plus.

A l'expiration de la première année, ou du délai qui aura été accordé, le brevet sera annulé par arrêté royal.

L'annulation sera également prononcée lorsque l'objet breveté, mis en exploitation à l'étranger, aura cessé d'être exploité en Belgique pendant un an, à moins que le possesseur du brevet ne justifie des causes de son inaction.

La solution belge.

La loi belge a donc une solution originale relativement à l'obligation d'exploiter. L'inventeur n'est pas obligé d'exploiter. Seulement, s'il exploite à l'étran-

ger, il est tenu, dans l'année même, d'exploiter également en Belgique. La loi belge considère que l'obligation d'exploiter ne se justifie de la part de l'État qui l'impose que par la nécessité de se défendre contre les progrès faits à l'étranger, elle estime que le péril n'existe plus dès l'instant où l'inventeur qui n'exploite pas en Belgique reste également inactif au dehors.

Le danger contre lequel les États cherchent à se défendre est celui-ci : l'inventeur peut trouver intérêt à exploiter sa découverte à l'étranger, soit que l'outillage y soit meilleur, soit que la main-d'œuvre y soit moins coûteuse, soit qu'on lui offre des traités avantageux. Dans l'une quelconque de ces hypothèses, il aura intérêt, non seulement à exploiter à l'étranger, mais encore à ne pas exploiter dans son pays. La concurrence étrangère se trouvera singulièrement favorisée aux dépens de l'industrie nationale.

Mais si l'inventeur, qui n'exploite pas en Belgique, n'exploite pas davantage à l'étranger, l'industrie nationale ne court plus aucun péril. On pourrait dire que l'obligation d'exploiter n'a pas seulement un but protectionniste, mais un but plus large et plus général, le progrès humain; qu'avec le système belge, certaines inventions qui auraient pu servir au bien-être de l'humanité peuvent rester stériles.

Objection purement théorique, qui reste sans por-

tée pratique. Car en fait, l'inventeur tiendra compte avant tout de son intérêt : or il n'a pas intérêt à ce que sa découverte demeure inexploitée, tant en Belgique qu'au dehors.

« La solution de la loi belge a pour résultat de permettre à l'inventeur qui n'exploite pas à l'étranger de priver à son gré l'industrie nationale de l'usage des choses brevetées pendant toute la durée de son monopole. Mais on a cru, non sans raison, que l'intérêt même de l'inventeur préserverait le public d'une pareille conséquence, et que, sauf de rares exceptions, l'inventeur exploiterait le plus tôt qu'il pourrait. » (*Pandectes Belges.*)

3. COMMENT EST PRONONCÉE LA DÉCHÉANCE.

L'article 23 alinéa 3 de la loi dit expressément que la déchéance résultant du défaut d'exploitation sera prononcée par arrêté royal. Elle n'existe d'ailleurs que par cet arrêté royal. Et encore faut-il, conformément à l'article 3 de la loi du 28 février 1845, qu'il soit publié, car jusque-là il ne peut être mis à exécution.

Cette déchéance pour défaut d'exploitation n'a pas lieu de plein droit. Le breveté n'est pas déchu par le seul fait qu'il exploite son invention depuis un an à l'étranger sans l'avoir mise en exercice dans le pays :

il faut que cet état de choses ait été constaté par l'arrêté royal.

Si, par exemple, l'inventeur poursuit un contre-facteur, celui-ci ne pourra se prévaloir de ce que l'invention n'a pas été exploitée en Belgique par le breveté dans l'année de la mise en exploitation à l'étranger. Il ne pourra soutenir que le brevet est par là même tombé dans le domaine public. Il faudra qu'il rapporte l'arrêté royal qui a prononcé la déchéance du brevet.

Par suite, l'arrêté royal n'aura pas d'effet rétroactif, car le breveté doit conserver tous les droits dérivés du brevet jusqu'au moment où l'arrêté les lui retire. Cet arrêté ne peut disposer que pour l'avenir.

La nécessité de l'arrêté royal ne fait doute, ni en jurisprudence, ni en doctrine.

Le tribunal de Liège (19 mai 1889) a décidé : « La déchéance pour défaut d'exploitation en temps voulu doit être prononcée par arrêté royal, et l'incompétence du pouvoir judiciaire est absolue pour rendre une décision sur ce point. Il n'y a pas lieu non plus de renvoyer les parties devant le gouvernement. »

Picard et Olin écrivent d'autre part : « Le gouvernement est appréciateur souverain de l'exploitation. Les tribunaux ne pourraient intervenir qu'en violant le principe de séparation des pouvoirs (n° 781). »

4. COMMENT EST SIGNALÉ LE DÉFAUT D'EXPLOITATION.

Nous avons vu que les tribunaux n'avaient pas à connaître des questions de déchéance soulevées par le défaut d'exploitation prévu par l'article 23.

Seul, un arrêté royal peut prononcer la déchéance. Mais comment l'attention du gouvernement sera-t-elle attirée sur la violation de la loi ?

Elle le sera par les informations reçues à la Chambre de commerce. C'est pour établir ces moyens d'information que le Ministère de l'Intérieur adresse aux Chambres de commerce la circulaire du 20 juin 1854.

La circulaire fait remarquer d'abord le changement apporté par la loi nouvelle en ce qui touche à la connaissance de l'exploitation :

« Sous le régime de la loi nouvelle, le breveté n'est plus obligé de poser un acte d'initiative, et c'est au gouvernement de s'enquérir si tandis que le breveté reste inactif en Belgique, il ne fabrique pas à l'étranger. Il est aisé de comprendre que le gouvernement ne peut se livrer, spontanément ni directement, à ces investigations, et que c'est aux intéressés d'appeler son attention sur les infractions de cette nature qui seraient commises.

« Je m'adresse à vous afin que vous vouliez bien me signaler les brevetés qui ne se serviraient de leur

titre que pour empêcher l'industrie belge d'utiliser les découvertes nouvelles, et pour en concentrer le monopole dans les mains de l'industrie étrangère. »

Et plus loin, pour indiquer avec plus de précision la manière dont les renseignements pourront être recueillis, le ministre ajoute :

« En donnant à l'objet de ma communication une publicité suffisante dans le ressort de votre chambre de commerce, vous préparerez les moyens de recevoir vous-mêmes les informations nécessaires pour éveiller l'attention du gouvernement sur l'opportunité de faire usage, dans tel cas donné, du pouvoir d'annulation. »

5. CE QU'IL FAUT ENTENDRE PAR MISE EN EXPLOITATION.

Le sens de l'expression « mise en exploitation » a été discuté en Belgique. Certains auteurs estiment qu'il ne s'agit ici que d'une mise en exploitation commerciale, c'est-à-dire qu'il serait suffisant que l'inventeur eût répandu ses produits en Belgique, si même il les avait fabriqués à l'étranger. Mais cette opinion n'a pas prévalu. Il est constant que l'inventeur doit fabriquer en Belgique.

Picard et Olin observaient en sens contraire que l'on devait s'occuper avant tout du but de la loi. Le but que la loi s'était proposé était la mesure de ce que devait être l'exploitation. « Or la loi a voulu que

l'industrie nationale ne fût pas constituée dans un état d'infériorité vis-à-vis de l'industrie étrangère qui profiterait des avantages que lui donneraient les bienfaits de la découverte, tandis qu'en Belgique on n'en jouirait pas. Il faut que ce but soit atteint, mais peu importent les moyens, pourvu qu'ils soient de ceux que la loi autorise. Il suffit que l'objet soit livré à la consommation, qu'il soit appliqué dans le pays. Car, dès ce moment, l'industrie en jouit. » Cette opinion paraît exacte aux *Pandectes Belges*, qui reconnaissent cependant qu'elle n'est pas admise.

La circulaire du 20 juin 1854 établit, en effet, la nécessité de la *fabrication* dans le pays : « Quant au sens qu'il convient d'attribuer aux termes de mise en exploitation, la volonté positive du législateur le détermine assez nettement. On a entendu faire un devoir au breveté qui procure du travail à l'industrie étrangère, par l'application de sa découverte, de l'exploiter également, d'une manière sérieuse, réelle et continue en Belgique. S'agit-il d'une machine ou d'un outil, il faut que l'inventeur en établisse la *construction* dans le pays, de manière à pouvoir satisfaire, dans une mesure raisonnable, à la consommation. Est-ce un produit qui fait la matière du brevet, le breveté est tenu de fabriquer ce produit en Belgique, de manière à donner à cette fabrication un caractère industriel sérieux. » (*Pandectes Belges*. Brevets d'invention, p. 578.)

6. DES EXCUSES A L'INACTION.

L'alinéa 23, *in fine*, apporte un palliatif à la rigueur du principe de la déchéance, en permettant au breveté « de justifier des causes de son inaction » (1).

Les excuses à l'inaction que les tribunaux peuvent admettre sont les mêmes qu'en France. Nous renvoyons à ce propos à ce qui a été dit. Cependant, il y a une excuse particulière, tenant à l'originalité du système belge : l'inaction du breveté ne peut produire d'effet que si elle fait présumer une renonciation. Il en résulte donc qu'on ne peut faire courir contre lui le délai d'une année qu'à partir du jour où il a eu connaissance de la mise en exploitation à l'étranger.

Il peut se faire, par exemple, qu'il ait concédé une licence avec fixation d'une date pour commencer l'exploitation, et qu'à son insu le licencié ait mis en œuvre la fabrication avant la date convenue. On applique le principe : « *Contra non valentem agere non currit præscriptio* ».

1. « La déchéance est en effet fondée sur une présomption de renonciation volontaire. Cette présomption ne peut donc être admise quand le défaut d'exploitation a pour cause une force majeure. »
Pic. et Olin, 784.)

7. INTERRUPTION D'EXPLOITATION.

La déchéance est encourue par le breveté s'il interrompt son exploitation pendant toute une année, à moins toutefois qu'il ne justifie des causes de son inaction.

Le système est le même pour la défense de cesser d'exploiter que pour l'obligation d'exploiter, en ce qui concerne la sanction. La déchéance est prononcée par le gouvernement.

8. PROROGATION.

Pour obtenir la prorogation d'un brevet, il faut rédiger une demande au ministre de l'Agriculture et de l'Industrie, deux mois avant l'expiration du délai. La prorogation est prononcée par arrêté royal motivé, publié au *Moniteur*.

Elle peut être accordée pour toute raison acceptable, même étrangère au cas de force majeure et aux cas assimilables à celle-ci.

ESPAGNE

1. GÉNÉRALITÉS.

Textes. — Loi du 16 mai 1902.

Ordonnances royales des 23 septembre 1902, 16 janvier 1903, 2 avril 1903.

Décrets royaux du 12 juin 1903 et du 4 novembre 1903.

Nullités. — Pour défaut de nouveauté ; pour objet contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ; pour insuffisance de description (art. 103 de la loi de 1902).

Déchéance. — Pour expiration du terme.

Pour non paiement de l'annuité (10 pesetas la 1^{re} année ; 20 la 2^e ; 30 la 3^e, etc... art. 48 ; 25 pesetas, taxe unique, pour les certificats d'addition, art. 12) (Délai de paiement : le mois dans lequel le brevet a été délivré. Délai de grâce, trois mois avec surtaxe de 10, 20, 30 pesetas).

Pour non exploitation dans un certain délai.

2. L'OBLIGATION D'EXPLOITER.

A). Résumé du système.

L'inventeur sera déchu s'il n'a pas exploité dans un délai de trois ans, à la demande d'une partie intéressée; ou s'il a refusé une licence demandée par un tiers à des conditions convenables; ou si, ayant exploité, il a interrompu son exploitation pendant un an, sauf force majeure (art. 102 et 106).

B). Particularités.

1. IL FAUT ÊTRE PARTIE INTÉRESSÉE [POUR AGIR EN DÉCHÉANCE.

La loi espagnole, plus stricte en cela que la plupart des autres législations, définit l'intérêt qui permet d'agir en déchéance.

L'article 102 de la loi de 1902 décide : Sera estimé partie intéressée, pour les effets de la présente loi, tout fabricant ou commerçant qui se livrera, en Espagne, à la fabrication ou au commerce d'un produit identique ou analogue à celui qui fait l'objet du brevet ou du titre de propriété industrielle ou commerciale sur lequel porte la réclamation; il en sera de même de celui qui, sans se trouver dans ces circonstances, établirait, au moyen d'une réquisition

faite par acte notarié, que le propriétaire du brevet a refusé de l'autoriser à exploiter le brevet contre le paiement d'une rémunération fixée par deux experts nommés par les parties, ou par un tiers expert désigné par le juge en cas de désaccord. »

Il faut donc, pour agir : pratiquer une industrie ou un commerce qui se trouve en concurrence avec l'industrie ou le commerce du breveté. Ou, sans avoir même besoin d'être commerçante, une personne peut agir en déchéance à condition d'établir que le breveté lui a refusé une licence moyennant un prix fixé par experts.

2. COMMENT SE PROUVE L'INACTION DU BREVETÉ.

La loi espagnole oblige formellement le breveté à procurer, avant même qu'il y ait une contestation, la preuve de son exploitation. Le renversement de la preuve est ici très net. Si le breveté ne prouve pas expressément avoir agi, le demandeur en déchéance aura gain de cause sans avoir eu à prouver l'inaction du défendeur, sans même avoir apporté, comme en France, des présomptions « graves, précises et concordantes. » On ne lui demande de justifier que de sa qualité d'intéressé.

Art. 99. — Le possesseur d'un brevet d'invention ou d'un certificat d'addition est tenu de prouver au Bureau d'Enregistrement de la Propriété industrielle, dans le délai péremptoire de trois ans, à partir de la

date du brevet ou du certificat, que l'invention a été mise en exploitation sur le territoire espagnol, établissant ainsi dans ce dernier une industrie nouvelle.

Art. 100. — Pour l'exécution de l'article 99, le propriétaire du brevet joindra à sa communication annonçant la mise en exploitation un certificat émanant d'un ingénieur, et dans lequel celui-ci attestera le fait sous sa propre responsabilité, en déclarant que l'exploitation de l'invention a lieu dans les conditions indiquées à l'article 98.

L'article 98 définit, en effet, la mise en exploitation pour exiger de l'inventeur la fabrication et l'exécution de l'objet du brevet en Espagne dans la proportion rationnelle de son emploi ou de sa consommation.

3. PROCÉDURE DE L'ACTION EN DÉCHÉANCE.

Si une partie intéressée introduit l'action en déchéance, le ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce désigne un ingénieur attaché au Ministère pour faire un rapport, avec l'aide des ingénieurs que les parties, si elles le croient bon, peuvent elles-mêmes désigner. Le rapport examine si l'exploitation a eu lieu ou non.

Les frais de l'enquête sont à la charge de celui qui l'a provoquée.

Le ministre décide, après étude du rapport.

ETATS-UNIS

LES ÉTATS-UNIS NE CONNAISSENT PAS D'OBLIGATION D'EXPLOITER

Ils consacrent ainsi le principe de la plus grande liberté de l'inventeur. C'est à cette solution d'ailleurs (suppression de l'obligation d'exploiter) que tendent la plupart des réformistes de tous pays, par des voies plus ou moins directes.

La déchéance n'existe aux États-Unis que si la demande de brevet n'est pas complétée dans l'année du dépôt (sect. 4894), si les droits ne sont pas payés, si la spécification est insuffisante. Il n'y a ni obligation d'exploiter, ni prohibition d'introduire de l'étranger.

(Revised Statutes, 1^{re} édition parue en 1873; 2^e édition en 1878.)

ITALIE

SOMMAIRE

1. Législation italienne des brevets. Aperçu d'ensemble.
2. Le principe de l'obligation d'exploiter. L'article 58.
3. Interprétation jurisprudentielle de cet article. Ce qu'il faut entendre par exploitation. L'exploitation commerciale.
4. Qui peut agir en déchéance. Mesure de l'intérêt du demandeur.
5. Étendue de l'exploitation. 1° Il y a eu exploitation, mais d'une manière insuffisante. 2° Il n'y a pas eu exploitation, mais l'inventeur a fait des offres aux industriels.
6. Preuve de la non-exploitation.

Résumé du système italien.

OBLIGATION D'EXPLOITER SOUS PEINÉ DE DÉCHÉANCE

- PARTICULARITÉS: 1° *Délai d'exploitation.* Varie de un an à deux ans au maximum.
- 2° *Sens du mot exploitation.* Tendance jurisprudentielle à considérer comme suffisante l'exploitation commerciale.
- 3° *Étendue de l'exploitation.* De simples essais suffisent-ils? Suffit-il d'avoir fait des offres à des industriels? Jurisprudence incertaine.
- 4° *Preuve de la non-exploitation.* Jurisprudence hésitante. Tendance à rejeter intégralement le fardeau de la preuve sur le demandeur en déchéance.

1. LÉGISLATION ITALIENNE DES BREVETS.

APERÇU D'ENSEMBLE.

Textes. — Loi du 30 août 1859. Loi du 4 avril 1884. Loi du 31 janvier 1864. Décret du 31 janvier 1864. Décret du 9 septembre 1884.

Inventions brevetables. — D'après les articles 1^{er} et 2, est brevetable toute invention industrielle, c'est-à-dire ayant pour objet : 1^o un produit ou un résultat industriel ; 2^o un instrument, engin, machine, un mécanisme ou une disposition mécanique quelconque ; 3^o un procédé ou une méthode de production industrielle ; 4^o un moteur ou l'application industrielle d'une forme déjà connue ; 5^o l'application technique d'un principe donnant un résultat industriel.

Sont exclues : les inventions contraires aux lois, à la morale, à la sécurité publique ; les inventions n'ayant pas pour but la production d'objets matériels, les découvertes théoriques, les médicaments (art. 6).

Durée des brevets. — Un brevet d'invention dure quinze ans au plus, à partir du dernier jour de l'un des mois de mars, juin, septembre ou décembre le plus rapproché de la demande de brevet. Le brevet d'importation a la même durée que le brevet étranger correspondant, sans pouvoir jamais dépasser quinze ans. Les brevets demandés pour moins de quinze ans

peuvent être prolongés. Le brevet additionnel a la même durée que le brevet principal (art. 10, 11, 12, 13).

Taxes. — Pour les brevets d'invention ou d'importation, la taxe est de 40 livres pour les trois premières années, plus 10 livres par année indiquée dans la demande ; de 65 livres pour chaque année de la quatrième à la sixième ; de 90 livres pour chaque année de la septième à la neuvième ; de 115 livres pour les années de la dixième à la douzième ; de 140 pour les années de la treizième à la quinzième ; de plus, on paiera 40 livres pour toute prolongation.

Pour le brevet d'addition, il n'y a qu'une taxe unique de 20 livres.

Demande. — La demande de brevet n'est pas soumise à la formalité de l'examen préalable.

Nullités. — Les nullités frappent les infractions à l'article 6. La délivrance de brevets pour des boissons ou comestibles contre avis de l'autorité sanitaire (art. 37). Les titres sciemment frauduleux ; les descriptions insuffisantes ; le défaut de nouveauté ou de caractère industriel ; le brevet délivré dans les six mois réservés à l'auteur de l'invention à laquelle se rattache l'invention brevetée ; le défaut de rattachement pour les brevets additionnels ; la prolongation demandée après confiscation (art. 57).

Déchéances. — Prononcées pour paiement de l'annuité après le délai de grâce ; pour non-exploitation

dans l'année de la délivrance pour les brevets de moins de cinq ans ; dans les deux ans pour les autres ; sans réserve de la justification de l'inaction. Le manque de moyens pécuniaires n'est pas une excuse (art. 58).

Sanction. — Amende de 500 livres (art. 64).

Confiscation s'il y a une action civile engagée conjointement avec l'action pénale (art. 65).

Dommages-intérêts.

2. L'OBLIGATION D'EXPLOITER. L'ARTICLE 58.

Art. 58. — Un brevet cesse d'être valide :

... 2° Lorsque, dans le cas où le brevet a été conféré pour cinq ans au moins, l'invention ou découverte à laquelle il se rapporte n'a pas été mise en pratique pendant l'année qui a suivi la concession du brevet, ou si l'exercice en a été suspendu pendant une année continue.

3° Lorsqu'elle n'a pas été mise en pratique ou qu'elle a été suspendue pendant deux ans, dans le cas où la durée du brevet est de plus de cinq ans.

Dans l'une et l'autre hypothèse, l'annulation n'aura pas lieu si l'inaction a été l'effet de causes indépendantes de la volonté de celui ou de ceux à qui le brevet appartient. Parmi ces causes n'est pas compris le manque de moyens pécuniaires.

La législation italienne présente donc, sur la ma-

tière de l'obligation d'exploiter, certains points intéressants à noter :

D'abord le délai accordé au breveté pour mettre sa découverte en exploitation est moindre que dans la plupart des autres pays : il est de deux ans au maximum (quand le brevet a été conféré pour plus de cinq ans). Il peut tomber à un an (quand le brevet est conféré pour cinq ans, ou une durée moindre).

En second lieu, l'article 58 exclut en termes l'exprès une des excuses à l'inaction communément admises en droit français : le breveté ne pourra invoquer comme excuse le manque de moyens pécuniaires.

3. INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE 38. CE QU'IL FAUT ENTENDRE PAR EXPLOITATION

Le sens du mot exploitation n'est généralement pas discuté dans la plupart des autres pays. On y admet que le législateur a entendu obliger le possesseur du brevet à fabriquer son produit sur le territoire national, et qu'il ne suffirait pas d'une exploitation commerciale, consistant à importer dans le pays des articles fabriqués à l'étranger.

Or cette thèse n'a pas été admise en Italie. Du moins peut-on citer un jugement du tribunal civil de Milan, et un arrêt de la Cour, le confirmant, qui se

sont prononcés dans le sens de l'exploitation purement commerciale.

Il s'agissait d'une machine à carder, propriété de G..., industriel, à Sedan ; G..., breveté en Italie, y vendait ses machines, sans les construire, sa fabrication restant toute à Sedan. G...poursuivant à Milan des contrefacteurs, se vit opposer par eux la déchéance pour défaut d'exploitation.

Cependant le tribunal, bien que reconnaissant qu'il ne résultait pas des faits de la cause que la machine brevetée eût été fabriquée en Italie, a considéré que l'importation et la vente de l'objet breveté constituaient l'exploitation exigée par la loi.

« Attendu que, des témoignages recueillis, il résulte à l'évidence que le privilège en question a été exploité dans les deux ans, et que par conséquent on ne peut dire qu'il soit déchu aux termes de l'article 58-3° de la loi du 30 octobre 1889 sur les privilèges industriels.

« En effet, les témoins V..., E..., T..., et G..., ont établi, même par l'indication précise de faits de vente particuliers, que, depuis l'obtention du brevet, la maison demanderesse a expédié continuellement des machines brevetées. » (Trib. civ. Milan, 19 octobre 1893. *Prop. ind.*, 1894, p. 54.)

Ce jugement du Tribunal a été confirmé par la Cour d'appel de Milan, le 20 janvier 1894. L'arrêt considère que : « La Société demanderesse (G..., de

Sedan) a établi qu'elle avait exploité en Italie, dans les deux ans, le brevet qu'elle avait obtenu. »

4. QUI PEUT AGIR EN DÉCHÉANCE ?

Il est admis en général qu'il faut justifier d'un intérêt pour intenter l'action en déchéance. Toutefois les opinions varient sur la nature de cet intérêt. En France, on considère que le demandeur justifie d'un intérêt suffisant, quand il établit que le maintien du brevet lui cause un préjudice comme consommateur, par la hausse des prix à laquelle il aboutit.

Un jugement du tribunal de Naples, bien que posant le principe de la plus grande liberté d'appréciation des juges, apporte à l'idée que nous venons d'émettre une certaine réserve : Il considère que le demandeur ne saurait agir dans l'intérêt collectif de la Société s'il ne justifie d'un intérêt propre, d'un intérêt individuel.

D'après ce jugement, l'action en nullité d'un brevet d'invention ne peut être intentée par un particulier dans le seul but de faire recouvrer au public la liberté d'une industrie ou d'une fabrication. Pour qu'elle soit recevable, il faut que le demandeur prouve qu'il a un intérêt particulier à l'annulation, par exemple qu'il exerce ou se propose d'exercer l'industrie monopolisée en vertu du brevet. L'exigence de cet

intérêt n'est pas autre chose que l'application de l'adage juridique : Pas d'intérêt, pas d'action.

Cependant le jugement termine en ces termes : « Les juges jouissent de la plus grande liberté lorsqu'il s'agit pour eux d'apprécier si l'intérêt invoqué peut être considéré comme suffisant. » (T. civ. Naples, 8 avril 1889. *Prop. ind.*, 1891, p. 81.)

5. ÉTENDUE DE L'EXPLOITATION.

Quelle doit être l'étendue de l'exploitation ? Jusqu'où faut-il la pousser pour être à l'abri de la déchéance ?

PREMIÈRE HYPOTHÈSE. — *Il y a eu exploitation, mais d'une manière insuffisante.*

D'après la jurisprudence, il faut que l'exploitation présente un caractère sérieux et continu ; peu importe d'ailleurs qu'elle n'ait pas été couronnée de succès au point de vue pécuniaire.

C'est dans ce sens que s'est prononcée la Cour d'Appel de Turin. Il s'agissait d'une machine à affiler les limes, que le directeur du chemin de fer de Rivoli avait utilisée à diverses reprises. Mais loin de l'exploiter dans une fabrique de limes, il avait mis l'appareil en activité, avec l'aide des ouvriers du chemin de fer, dans les ateliers de ce chemin de fer.

En outre, le travail s'était borné à l'affilage de trois ou quatre limes, effectué au moyen d'une machine qui chaque fois était expédiée d'Angleterre à Turin et était retournée ensuite à l'expéditeur après l'affilage de ces quelques limes.

La Cour d'Appel de Turin a cassé le jugement rendu par le tribunal. Celui-ci avait estimé l'exploitation suffisante. « Attendu qu'il est important et essentiel que l'existence de l'invention ne soit pas tenue secrète ou ensevelie dans l'oubli, mais qu'elle soit mise en position d'être développée par les ouvriers d'un atelier public de chemin de fer, et qu'elle s'affirme dans son essence comme une chose véritable et vivante, ayant une adresse vers laquelle peuvent se diriger ceux qui veulent en profiter. On doit donc juger digne de la protection légale celui qui peut exploiter, et non celui-là seul qui exploite avec bénéfice ; le seul qui soit indigne de la protection est, pour parler avec Renouard, celui qui ne fait rien et nuit à qui veut faire. » (Trib. Turin, 31 janv. 1891. *Prop. ind.*, 1819, p. 79.) La Cour a écarté ces motifs et a décidé que l'exploitation ne satisfaisait pas au vœu de la loi.

« Si l'on se représente comment et où s'est faite la prétendue exploitation, on se rendra bientôt compte que ces opérations constituaient plutôt de simples expériences qu'une mise en pratique réelle de l'invention brevetée...

Une opération d'aussi courte durée, et faite dans

un but autre que celui auquel tend la loi quand elle parle de mise en pratique, peut équivaloir à la fiction d'une expérience pratique, mais certainement pas à la mise en œuvre de l'appareil breveté.

En exigeant la mise en œuvre de l'invention, la loi a en vue une exploitation continue et durable ; cela est si vrai que si l'exploitation du brevet est suspendue pendant un ou deux ans, suivant les cas, le brevet cesse de produire ses effets. Il perdrait réellement toute sa force obligatoire, si, en simulant la mise en pratique, et sans avoir l'intention de l'exploiter, on pouvait si facilement éluder son double but, qui est de protéger à la fois l'intérêt de l'inventeur et celui du commerce général. » (C. d'App. Turin, 27 avril 1891. *Prop. ind.*, 1891, p. 79.)

DEUXIÈME HYPOTHÈSE. — *Il n'y a pas eu exploitation, mais l'inventeur a fait des offres à des industriels.*

Suffit-il que l'inventeur justifie avoir fait des offres aux industriels, afin de leur permettre d'exploiter sa découverte ? Une assez grande incertitude se manifeste à cet égard dans la jurisprudence. L'affaire Bœcker et Begus c. Fornara et C^{ie} a donné lieu à diverses décisions contradictoires.

Fornara et C^{ie} opposaient la déchéance pour défaut

d'exploitation à Bœcker et Begus, demandeurs, qui les poursuivaient pour contrefaçon. Le tribunal de Turin, le 16 juillet 1894, admit la déchéance :

« Les demandeurs veulent seulement établir qu'ils ont toujours tenu leur invention à la disposition du public ; c'est ce qu'ils ont fait en Italie depuis 1889, en faisant connaître leur invention à ceux que cela pouvait intéresser, et en leur offrant de l'exploiter et de la mettre en pratique, mais sans l'exploiter en réalité. La mise en exploitation sera-t-elle établie dans le présent cas, si les faits allégués par les demandeurs réussissent à être prouvés ? Évidemment non. »

La Cour d'Appel de Turin, le 16 juillet 1894, confirma ce jugement. Elle décide qu'une invention a été mise en exploitation, dans le sens de la loi, quand l'industriel breveté a traduit en actes et mis effectivement en pratique ce qui fait l'objet de sa découverte ; car il démontre alors que celle-ci peut donner des résultats pratiques dans le domaine de l'industrie et du commerce, et qu'il entend se prévaloir des avantages spéciaux dérivant du brevet. C'est pourquoi les simples expériences ou les tentatives d'exploitation ne peuvent satisfaire au vœu de la loi, car elles n'équivalent pas à la mise en exploitation véritable et effective que celle-ci réclame. La Cour de Cassation ayant cassé cet arrêt à raison d'un vice indépendant de la question (la Cour d'Appel avait suppléé d'elle-

même à l'argumentation de Fornara et C^{ie}), l'affaire fut renvoyée devant la Cour de Milan.

Celle-ci donna gain de cause à Bœcker et Begus. « Il ne saurait être question de déchéance quand on a la preuve que l'inventeur tenait son invention à la disposition du public, et qu'il a réellement fait des démarches auprès des industriels pour introduire son invention en Italie et la faire adopter par eux. Les offres faites par les inventeurs aux industriels italiens, et les essais auxquels ils se sont livrés dans les établissements italiens suffisent à établir leur bonne volonté de laisser exploiter leur invention par des tiers. En conséquence, on doit conclure que si l'exploitation n'a pas eu lieu, cela n'a pas dépendu de la volonté des inventeurs. Et alors il n'y a pas déchéance, d'après l'esprit de la loi. » (Cour d'App. Milan, 29 juillet 1895. *Prop. ind.*, 1895, p. 165.)

6. PREUVE DE LA NON-EXPLOITATION.

Ici encore nous rencontrons quelque incertitude dans la jurisprudence.

La Cour d'Appel d'Ancône décide que c'est au demandeur qu'incombe la preuve du fait positif de l'inaction, et d'une inaction volontaire (31 mars 1878. *Prop. ind.*, 1891, p. 79). C'est à cette opinion que se range la Cour de Cassation de Turin, dans l'arrêt pré-

citée du 10 mai 1893. De même la Cour de Milan (29 juillet 1893).

En sens contraire, la Cour d'Appel de Turin (27 avril 1891) avait décidé que l'obligation de prouver l'exploitation incombait au propriétaire du brevet.

JAPON

Textes. — Loi du 2 mars 1899, abrogeant la loi de 1888.

SOLUTION JAPONAISE

Obligation d'exploiter dans un délai de trois ans sous peine de déchéance. Même sanction contre la cessation d'exploitation de plus de trois ans. Dans l'un et l'autre cas, la déchéance n'est prononcée que si le breveté qui n'a pas exploité a refusé de céder son invention à un tiers ou de lui concéder une licence à des conditions convenables.

L'ARTICLE 38

L'article 38 de la loi du 2 mars 1899 détermine trois cas dans lesquels le breveté encourra la déchéance.

Art. 38. — « Lorsqu'une invention déjà brevetée se trouvera dans l'un des cas ci-après énumérés, le chef du Bureau des Brevets d'invention pourra *révoquer* le brevet relatif à cette invention :

« 1° Si le breveté, n'ayant pas publiquement mis en

exploitation son invention dans l'Empire, trois ans après la date du brevet, ou ayant cessé depuis au moins trois ans d'exploiter publiquement son invention dans l'Empire, a refusé néanmoins, sans motif valable, la cession ou la licence de la dite invention à une tierce personne qui offrait des conditions convenables.

« 2° Si le breveté, soixante jours après l'échéance, n'a pas encore acquitté le paiement de la taxe.

« 3° Si le breveté, sans un motif valable, est resté six mois ou plus sans constituer le représentant mentionné à l'article 6. »

En ce qui concerne l'obligation d'exploiter, il faut donc que le breveté exploite sur le territoire national dans les trois ans. S'il ne l'a pas fait, ou s'il a interrompu pendant trois ans cette exploitation, et s'il a refusé sans motif valable la cession ou la licence de la dite invention à un tiers qui en offrait des conditions convenables, son brevet est déchu.

C'est une autorité spéciale, le chef du Bureau des Brevets, qui en prononce la révocation.

HONGRIE

Textes. — Loi du 14 juillet 1895, abrogeant la loi impériale du 15 août 1895.

SOLUTION HONGROISE

S'il reste trois ans sans exploiter, l'inventeur est déchu, après un avertissement lui fixant un délai. Dans certains cas, il peut l'être avant l'expiration du délai de trois ans, s'il a exploité à l'étranger.

L'ARTICLE 20

Art. 20. — « Le brevet peut être révoqué en totalité ou en partie :

« 1^o Quand le breveté a omis d'exploiter son invention, en son essence et dans une mesure convenable, sur le territoire des pays de la couronne hongroise, ou a interrompu cette exploitation d'une manière injustifiée, ou n'a du moins pas fait, en tenant compte des circonstances du pays et de ses circonstances personnelles, tout ce qui était nécessaire pour assurer

le commencement et la continuation de cette exploitation.

« En principe, cette révocation ne peut être prononcée avant l'expiration de trois ans, à compter de la publication relative à la délivrance du brevet.

« Exceptionnellement, le brevet peut être révoqué à une date antérieure si, alors même que l'invention est exploitée à l'étranger et que son exploitation dans le pays est désirable dans l'intérêt public, l'inventeur ne pourvoit pas lui-même à la consommation nationale par l'exploitation dans le pays, ou ne permet pas à d'autres d'y pourvoir, en leur octroyant des licences d'exploitation, et s'il ne satisfait pas à cette obligation dans un délai que le Bureau des Brevets fixera en tenant compte équitablement des circonstances.

« 2° Après l'expiration de trois ans à compter de la publication du brevet, si le breveté n'exploite pas son brevet dans une mesure correspondant à la consommation indigène, et s'il se refuse néanmoins à accorder à d'autres industriels nationaux dignes de confiance la licence nécessaire à cet effet, moyennant une indemnité convenable et une garantie à déterminer par le Bureau des Brevets.

« Avant de prononcer la révocation, on devra adresser un avertissement au breveté, en lui fixant un délai convenable.

« Dans les deux cas, la révocation produit ses effets

à partir de la date où la décision y relative a force légale.

« Un brevet délivré à l'État ne peut être révoqué. »

RÉSUMÉ DU SYSTÈME

1° Il y a déchéance : en cas d'inexploitation, d'exploitation insuffisante ou d'interruption d'exploitation pendant trois ans, sauf justification.

2° Il y a déchéance avant même l'expiration du délai de trois ans, s'il y a exploitation à l'étranger en même temps qu'inexploitation volontaire en Hongrie, dans le cas où l'exploitation sur le territoire serait désirable.

Dans ce cas, le Bureau des Brevets fixe à l'invention un délai pour satisfaire à l'obligation qu'il lui impose.

3° Dans tous les cas, avant de prononcer la révocation d'un brevet, l'autorité doit mettre en garde l'inventeur contre le danger auquel il s'expose, lui adresser un avertissement, et lui fixer un délai, sorte de délai de grâce, qui lui permettra de s'exécuter.

SUÈDE

Textes. — Loi du 9 mai 1902, abrogeant l'ordonnance du 16 mai 1884.

SYSTÈME SUÉDOIS

Obligation d'exploiter, sanctionnée seulement par la licence obligatoire, non par la déchéance. A l'expiration du délai de trois ans accordé au breveté pour exploiter, si l'inventeur est resté inactif, il n'est pas pour cela déchu de son brevet ; mais tous ceux qui désireraient tirer parti de l'invention peuvent demander aux tribunaux de les autoriser à l'exploiter, en fixant les limites de cette exploitation et l'indemnité à payer au breveté.

L'ARTICLE 15 DE LA LOI DU 9 MAI 1902

C'est ce qui résulte de l'article 15 de la loi de 1902, article qui indique en outre la mesure dans laquelle on peut exiger du breveté qu'il mette sa découverte en exploitation :

« Si, après l'expiration de trois ans à dater du jour

où le brevet a été accordé, l'invention brevetée n'est pas exploitée en Suède dans une mesure qui corresponde en substance aux conditions du pays, toute personne désirant obtenir l'autorisation d'exploiter l'invention nonobstant le brevet pourra assigner à cet effet le propriétaire du brevet devant les tribunaux. Si la demande est reconnue fondée, le tribunal déterminera, selon qu'il le jugera équitable, les limites et les conditions dans lesquelles l'invention pourra être exploitée par le demandeur, de même que l'indemnité due au breveté. »

ORGANISATION JUDICIAIRE

C'est le tribunal de première instance de Stockholm qui s'occupe des demandes de licences obligatoires. Mais sa composition, dans ces constatations, n'est pas la même que d'ordinaire. Aux juges en titre s'ajoutent trois membres experts en matières industrielles. Ces membres sont désignés, ainsi que trois suppléants, tous les ans, par le bureau royal des brevets et de l'enregistrement (1). Une indemnité leur est allouée.

1. Le bureau royal des brevets et de l'enregistrement (qui ne fonctionne pas ici comme tribunal) est un bureau dont le principal rôle consiste dans la délivrance des brevets.

TROISIÈME PARTIE

RÉFORMES PROPOSÉES

La question de l'obligation d'exploiter les brevets est sans contredit une des plus discutées du droit industriel. Elle a fait l'objet d'un certain nombre de rapports dans les Congrès qui s'occupent de cette branche du droit. Elle y a toujours soulevé des controverses passionnées.

Il est indispensable d'aborder cette matière avec la plus grande méthode. Au cours des Congrès les orateurs ont bien démontré successivement les inconvénients des solutions adverses ; on leur a généralement répondu en leur montrant les inconvénients des leurs.

On n'a pas attaqué la question pièce par pièce : on ne s'est pas occupé, semble-t-il, de relever, des divers côtés, les objections faites.

Nous diviserons notre examen en trois grandes parties :

1° SYSTÈME DE L'OBLIGATION D'EXPLOITER.

A. Examiné dans son principe.

B. Sanctionné par { a) *thèse favorable à la déchéance.*
la déchéance. { b) *thèse hostile.*

C. Sanctionné par { a) *thèse favorable à la licence oblig.*
la licence obl. { b) *thèse hostile.*

2° SYSTÈME DE LA SUPPRESSION PURE ET SIMPLE.

3° SYSTÈME MIXTE (Système Belge).

CHAPITRE PREMIER

Système de l'obligation d'exploiter

A. — Système de l'obligation d'exploiter examiné dans son principe.

Nous nous occupons ici d'étudier les arguments favorables à la thèse de l'obligation d'exploiter, en elle-même, indépendamment de ses sanctions. La question que nous examinons est donc celle-ci : Faut-il maintenir le principe de l'obligation d'exploiter ? Nous recherchons ici les arguments par lesquels on peut justifier l'existence dans nos lois de cette obligation.

1° FONDEMENT PHILOSOPHIQUE ET JURIDIQUE DE L'OBLIGATION D'EXPLOITER.

Dans le domaine de la théorie pure, on peut considérer la société, dans ses rapports avec l'inventeur, sous deux aspects très différents :

L'inventeur débute par être l'élève de la société : elle fait alors son instruction en le faisant profiter

des découvertes acquises. L'invention réalisée, l'inventeur est un fournisseur de la société, qui profite de sa découverte.

1° La société se présente donc d'abord comme un capitaliste procurant au breveté un patrimoine scientifique.

2° Elle se présente ensuite comme sa cliente.

Elle a des droits comme commanditaire. Elle a des droits comme clientèle.

La société a des droits comme commanditaire. — Il n'est douteux pour personne que l'inventeur soit redevable à la société des principes, des grandes lignes, de la genèse de sa découverte. L'inventeur type, qui ne devrait rien à la société, serait celui qui, isolé dès sa naissance du reste du monde, aurait échafaudé par lui-même les théories déjà connues de l'humanité, et serait arrivé à la réalisation d'une découverte en créant lui-même l'alphabet de sa science. Cet inventeur type n'existe pas. Tout inventeur utilise actuellement les découvertes existant au moment de ses recherches : la société joue donc vis-à-vis de lui le rôle de précurseur. Elle lui fournit le patrimoine scientifique qui lui permettra d'avancer au delà du point où se sont arrêtés ses prédécesseurs. Ce patrimoine scientifique est en quelque sorte un capital hérité par l'inventeur de la société.

Cela dit, voici comment on peut raisonner pour faire valoir les droits de la société. La société, com-

manditaire, remet un capital entre les mains de l'inventeur, gérant. Si le travail de celui-ci lui rapporte un revenu (l'invention), il n'a pas le droit de l'enterrer et de le rendre inutile sous prétexte que ce revenu est le fruit de son travail : il est aussi le fruit du capital fourni par la société. La société est dès lors en droit d'exiger l'exploitation comme elle ferait d'un dividende.

La société a des droits comme clientèle. — La société n'est pas seulement la commanditaire du breveté, elle est aussi sa cliente. L'inventeur, du fait de sa découverte, est devenu le fournisseur de la société. Mais qu'est-ce que le brevet ? Le brevet est un contrat par lequel la société, cliente, s'est engagée à ne se fournir que chez l'inventeur breveté, producteur.

Que s'est-il donc passé ? La société voulait avoir immédiatement un article que cet inventeur seul pouvait alors lui fournir. L'inventeur consent à le lui livrer, mais, prévoyant la concurrence prochaine, prie la société de s'engager pour un certain temps à ne demander qu'à lui la fourniture de cet article. La société passe ce contrat. Mais si elle consent à n'acheter le produit qu'à l'inventeur, c'est bien entendu à la condition que celui-ci le lui procurera.

A raison donc du contrat passé par la société, cliente, avec le breveté, fournisseur, ce dernier est dans l'obligation d'exploiter sa découverte, la société ne s'étant dépouillée de son droit de libre cliente qu'en sous-entendant ce résultat.

Ainsi peut se justifier le droit que se reconnaît la société d'obliger l'inventeur à exploiter son brevet. Remarquons que les arguments à l'aide desquels, au début de ce traité, nous avons justifié les droits de la société en matière de brevets, viennent appuyer la théorie de l'obligation d'exploiter, par une conséquence naturelle. Si, en effet, la société a des droits en matière de brevets (droits qui entravent le droit de propriété de l'inventeur sur sa découverte), l'obligation d'exploiter dérive de ces droits mêmes. Car s'il appartient à la société de conférer un brevet à l'inventeur, elle le fera sous les conditions qu'elle jugera nécessaires. Dans l'espèce, elle lui garantira sa protection pour un temps déterminé à la condition qu'il exploite sa découverte.

Le fondement philosophique de l'obligation d'exploiter ayant été ainsi examiné, il convient de signaler la base juridique que l'on a pu donner à ce système. Selon M. Donzel, celui qui invoque un droit doit le prouver par titre ou par possession, et n'a que ces deux procédés à sa disposition.

L'inventeur invoque-t-il son titre pour prouver l'existence de son droit? Ce titre est un brevet. Or un brevet est une concession de l'autorité que l'on achète, et que l'autorité délivre à tous ceux qui en font la demande. Invoque-t-il sa possession? Cette possession serait celle d'une idée, et l'on ne peut prétendre à la possession d'une idée, puisque cette

idée peut aller se fixer dans un autre cerveau.

D'où dérive cette conclusion que si l'on avait soumis l'inventeur au droit commun, il n'aurait pas été protégé. Or la société le protège : c'est donc une faveur qu'elle lui fait. Il va de soi qu'elle peut affecter la concession de cette faveur des conditions qui lui paraissent utiles. M. Donzel ajoute que si l'inventeur se rendait compte de ces faits, il prendrait peut-être son parti de la situation qui lui est faite, et accepterait les conditions que la société lui impose en compensation des avantages qu'elle lui concède. Nous avons maintenant à nous demander si, dans la pratique, cette charge imposée à l'inventeur présente des avantages ou des inconvénients, ou si la somme des avantages balance la somme des inconvénients.

2^e INTÉRÊT PRATIQUE DU SYSTÈME DE L'OBLIGATION D'EXPLOITER

Premier intérêt. — On pourrait dire à première vue que l'obligation d'exploiter se justifie par un intérêt général de la société. Nous ne nous inquiétons pas ici de savoir ce que commande l'intérêt de telle ou telle nation. *L'obligation d'exploiter est utile pour l'humanité, qu'elle fait profiter à coup sûr des progrès réalisés.* L'humanité a intérêt à l'éclosion des inventions ; elle a intérêt également à ce que celles-

ci, une fois faites, ne demeurent pas pour elle lettre morte : c'est pour arriver à ce résultat que les législations doivent imposer aux inventeurs l'exploitation de leurs découvertes.

Deuxième intérêt. — L'obligation d'exploiter présente aussi un avantage pour la nation à laquelle appartient l'inventeur. Si celui-ci, estimant désastreuses les conditions économiques dans lesquelles il pourrait produire en France, était maître de son brevet, et pouvait ne pas exploiter sur le territoire, que se passerait-il ? Ou bien il ne fabriquerait nulle part, cas qui ne présente pas d'intérêt.

Ou bien il se contenterait d'exploiter à l'étranger, d'y fabriquer à meilleur compte (1). L'inventeur français qui fabrique en Allemagne introduira en France ses produits, y fera peut-être une concurrence avantageuse à des produits purement français, combattra avec des armes étrangères l'industrie de son pays, et en tous cas n'utilisera pas la main-d'œuvre nationale, qui devrait compter pouvoir s'employer à toutes les inventions nées en France.

1. Nous faisons abstraction ici, bien entendu, de la prohibition d'introduire. Il est logique d'ailleurs de supposer inexistant le paragraphe 3 de l'article 32, qui n'est que la suite naturelle du paragraphe 2. Il fait partie du système de l'obligation d'exploiter, et n'aurait sans elle aucune raison d'être. L'interdiction d'introduire en France des produits étrangers n'est que le corollaire de l'obligation d'exploiter en France.

Voilà donc le second intérêt invoqué par les partisans de l'obligation d'exploiter : *l'intérêt de la main-d'œuvre nationale*.

Troisième intérêt. — Toutefois, la question n'est pas aussi simple dans ses conséquences que le laisserait croire la position du problème.

Prenons un exemple signalé au cours du Congrès de Berlin (1904) et qui constitue un argument plus moderne et plus particulier que ce raisonnement général.

M. Raclot signalait à ce Congrès un danger : Un pays peut, disait-il, du fait même qu'il a reconnu la propriété industrielle, se trouver dans des conditions d'infériorité vis-à-vis des États qui ne couvrent pas l'invention.

Supposons, dans l'exemple que nous allons prendre, l'obligation d'exploiter supprimée en Belgique. La Serbie (pays sans lois sur les brevets) a besoin d'un chemin de fer électrique. Elle fait des soumissions aux industriels de tous les pays, en leur imposant un système de traction S, américain par exemple.

Deux concurrents se présentent : A. Belge, B. Hollandais (la Belgique reconnaît la propriété industrielle, la Hollande l'ignore).

A. ne peut soumissionner, car le propriétaire américain du brevet S. le poursuivrait en contrefaçon : or, ce propriétaire du brevet n'exploite pas en Belgique,

il n'y a pas concédé de licences. Son brevet ne lui sert qu'à empêcher les industriels belges de soumissionner, sans procurer aucun avantage à la main-d'œuvre belge.

B. peut soumissionner, car la Hollande ne reconnaît pas la propriété industrielle. Le propriétaire du brevet S. n'est donc pas breveté en Hollande, et ne peut poursuivre B. en contrefaçon, ni à raison de sa fabrication dans ce pays, ni à raison de l'introduction de ses produits en Serbie, pays également libre.

A. est donc en état d'infériorité vis-à-vis de B. Le pays qui reconnaît la propriété industrielle est éliminé par le pays qui l'ignore.

Quel est le remède à cela ? Il n'est pas question d'abandonner le système de la propriété industrielle : cesser de reconnaître le droit de l'inventeur, comme le font la Hollande et la Serbie, serait un recul impossible et peu désirable.

Mais alors du moins, il est bon d'obliger le propriétaire de ce brevet S. à exploiter en Belgique ; ce pays profitera de cette exploitation : il y aura des ouvriers, des contremaitres, peut-être des associés belges qui tireront un bénéfice de la commande de la Serbie, commande qui ne saurait profiter en aucune façon à l'industrie belge dans l'autre hypothèse.

Quatrième intérêt. — M. Donzel s'est également opposé à l'idée de la suppression de l'obligation d'exploiter. Il fait observer que cette suppression pour

rait entraîner un péril grave, auquel la plupart des congressistes, aveuglés par les sympathies dont ils entourent les inventeurs, ne font pas attention. Il s'agit des abus de monopole du breveté. *Il est à craindre que des syndicats étrangers puissants n'achètent un brevet en France, par exemple, bue pour contraindre à l'inaction l'industrie nouvelle.* Les industriels français se heurteront à d'implacables refus de licences de la part de ces syndicats, et seront obligés de fermer, ne pouvant lutter avec de vieux procédés contre un procédé nouveau. Ce sont ces abus de monopole qu'atténue tout au moins le système de l'obligation d'exploiter.

Avec ce système, en effet, il est probable que les syndicats, obligés d'exploiter en France, concéderont des licences aux intéressés. Si même ils ne voulaient pas ou ne pouvaient pas s'entendre avec eux, du moins feraient-ils profiter de leur exploitation la main-d'œuvre française.

Cinquième intérêt. — Que se passera-t-il si l'inventeur n'est pas obligé d'exploiter ? Il procédera d'abord à des essais, destinés, dans sa pensée, à éprouver la valeur commerciale de l'article breveté.

Ces essais, il les réalisera par exemple dans son pays. Il se fera cependant breveter également à l'étranger. Mais pendant la période d'essais, le pays où il les fera prendra une avance peut-être considérable sur les nations étrangères, où les brevets pris

empêcheront la concurrence de naître. Ces nations ont-elles intérêt à tolérer cette situation? C'est d'elles-mêmes cependant qu'elles se mettront en état d'infériorité vis-à-vis de telle ou telle autre, par la suppression de l'obligation d'exploiter.

L'argument peut donc se formuler ainsi : *L'inventeur qui n'est pas tenu d'exploiter essaiera d'abord son invention dans son pays, et, si elle réussit, l'industrie étrangère, qu'il aura paralysée par ses brevets subira de ce fait un retard préjudiciable.*

Sixième intérêt. — Une hypothèse un peu plus spéciale, mais certainement pratique, met en valeur la nécessité de l'obligation d'exploiter. Elle a été émise par M. Allart, en 1900, au congrès de Paris. Qu'on suppose un inventeur allemand, breveté en France, mais n'y exploitant pas; un inventeur français perfectionne sa découverte. Si le breveté allemand, inventeur primitif, n'exploite pas, le perfectionneur devra prendre la même attitude et rester les bras croisés pendant toute la durée du brevet primitif.

« C'est là, selon M. Allart, une situation intolérable, à laquelle on ne peut remédier qu'en obligeant l'inventeur à exploiter. Alors interviendra nécessairement un accord entre les deux inventeurs. »

Donc, il faut obliger l'inventeur principal à exploiter sa découverte si l'on ne veut pas condamner à l'inaction l'auteur d'un perfectionnement.

Septième intérêt. — L'industrie d'une nation peut

se trouver lésée si l'inventeur refuse, aux industriels de cette nation, de livrer son produit.

L'hypothèse, nous le savons, peut au premier abord sembler toute théorique. Il est permis de douter que les inventeurs d'une nation se groupent en vue du boycottage d'une autre nation : il est cependant possible que, dans un temps indéterminé, et commandés par la double nécessité du groupement syndical et de la guerre des tarifs, des unions interviennent entre inventeurs comme elles interviennent entre industriels. En dehors même de cette union, on peut admettre dès maintenant le fait isolé d'un inventeur refusant de livrer sa découverte à telle nation. Cette hostilité, pratiquement, ne se déclarera pas sur le terrain du sentiment, mais sur le terrain économique.

Les États-Unis, par un système de protectionnisme outrancier, ont, à dater du 1^{er} novembre 1909, frappé de droits plus exagérés que jamais les produits issus de l'industrie française, spécialement. Les tarifs sont devenus prohibitifs. Ne peut-on pas, en face de ce boycottage et devant l'inaction naturelle de l'État français, concevoir une entente des industriels français, entente aux termes de laquelle tout inventeur français s'engagerait, par manière de représailles, à ne pas exploiter son invention aux États-Unis?

En présence de cette entente, à quelle solution

s'arrêteraient finalement les États-Unis, après avoir épuisé les démarches amiables ou menaçantes ? Ils seraient contraints d'abandonner leur système actuel qui laisse l'inventeur libre de ne pas exploiter ; ils l'obligeraient à le faire, sous peine de déchéance ou de licence obligatoire.

Or, il faut remarquer que la thèse du libre-échange tend à perdre du terrain devant celle du protectionnisme : dans les guerres de tarifs qui ne feront qu'augmenter, une telle entente entre inventeurs est possible. A défaut même d'entente, des actes isolés peuvent être prévus : au mal, il n'y a que le remède de la déchéance, ou celui, plus moderne, de la licence obligatoire.

Ainsi : *Un État devra obliger les inventeurs à exploiter lorsqu'il se trouve en présence d'une inaction systématique destinée à le constituer en état d'infériorité.*

**B. — Système de la déchéance comme sanction
à l'obligation d'exploiter.**

a) Thèse favorable au maintien de la déchéance

La première idée qui se présente à l'esprit quand on cherche à donner une sanction à l'obligation d'exploiter est celle de la déchéance. C'est l'idée simple

et pratique. Quoi de plus simple que de décider ceci :

L'inventeur qui n'exploite pas dans les délais légaux est déchu de son brevet ; celui-ci tombe dans le domaine public, et tout le monde peut l'exploiter.

Quelques arguments, d'ailleurs, que l'on emploie contre la déchéance, elle conserve l'avantage d'une considérable simplicité. C'est évidemment cette raison qui a déterminé le législateur de 1844.

En logique pure, elle se justifie aisément : L'État a concédé un droit à l'inventeur à la condition qu'il exploite ; la condition n'est pas remplie, le droit tombe. C'est l'application des règles du droit commun.

b) *Thèse hostile à la déchéance.*

Mais, sans égards pour la simplicité pratique de la déchéance, tous les spécialistes du droit industriel se prononcent contre elle, à de rares exceptions près.

On reproche à la déchéance d'être un remède pire que le mal. Elle se propose de permettre à la société de tirer parti des inventions : or, dit-on, elle n'aboutit qu'à décourager les inventeurs.

Quelles conséquences entraîne-t-elle en effet ? Le brevet, d'abord, tombe dans le domaine public ; qui veut s'en emparer, et l'intérêt national semble devoir

en tirer profit. En réalité, objecte-t-on, il n'en est rien.

Premier argument. — G. Huard faisait observer en 1900 au Congrès de Paris le caractère purement spécieux de cette argumentation. « Le brevet étant frappé de déchéance, il est à craindre que l'invention ne reste ignorée et que nul ne s'occupe d'en tirer parti; l'inventeur, au contraire, si son droit subsistait, la mettrait en lumière tôt ou tard en l'exploitant et s'efforcerait de la perfectionner. »

Tel est le premier argument invoqué contre la déchéance : *Elle lèse gravement l'intérêt de l'inventeur sans procurer de bénéfice à la société, au profit de laquelle, en principe, on dépouille cet inventeur.*

Deuxième argument. — Mais la déchéance présente un second inconvénient, plus grave pour l'inventeur, parce qu'elle le met souvent dans l'impossibilité pratique d'agir. Il n'est pas de législation, fait-on remarquer, qui étende au delà de cinq ans le délai accordé au breveté pour exploiter. *Il faudra donc que ce breveté, dans un délai maximum de cinq ans, crée des établissements dans tous les pays où il aura pris un brevet.* C'est une exigence qu'il lui sera évidemment impossible de satisfaire pour peu que la nature de sa découverte nécessite une mise en œuvre dispendieuse. D'une part, il n'aura pas les capitaux nécessaires. D'autre part, si même il les possédait, il ne se hasarderait pas à se lancer dans une

entreprise de vingt côtés à la fois avant d'avoir éprouvé la valeur de son invention et les bénéfices qu'il peut escompter, par une expérience faite sur petite échelle.

En vain répond-on que cet inventeur n'a qu'à concéder des licences, puisque l'exploitation par l'intermédiaire de licenciés répond au vœu de la loi. Car il faut d'abord trouver des licenciés, et ces licenciés ne se trouvent pas tant que le succès de l'invention n'est pas assuré. Il ne demandent des licences que lorsque l'invention leur est révélée à la fois dans son principe et dans ses résultats commerciaux. Quand ils en demanderont, il est probable que le délai accordé à l'inventeur pour exploiter sera écoulé (1).

Troisième argument. — Un troisième inconvénient a été signalé par M. von Schütz au même Congrès : « Si un inventeur, dit-il, était réellement en état d'entretenir cinq succursales dans différents pays, par ce fait il élèverait considérablement le prix de son invention. Si le public peut se passer de l'invention, celle-ci sombrera à cause du prix élevé ; s'il ne peut pas s'en passer, il sera forcé de la payer un prix démesurément élevé. »

Voilà donc un troisième argument contre la déchéance : *Si l'inventeur est tenu de créer des établis-*

1. Comparez G. Huard. Congrès de Paris, 1900, p. 119.

sements dans plusieurs pays, il se produit nécessairement une hausse des prix. C'est un fait économique maintes fois constaté que les frais d'un établissement ne croissent pas proportionnellement à sa surface, qu'ils sont plus élevés pour une boutique insignifiante que pour le Bon Marché. Si l'inventeur, au lieu d'un seul grand magasin, doit en créer cinq ou six petits, il augmente considérablement ses frais. Et alors, de deux choses l'une : ou l'inventeur ou le public doivent en souffrir. L'inventeur, si le public se passe de l'invention ; le public, s'il ne peut s'en passer.

**C. — De la licence obligatoire comme sanction
à l'obligation d'exploiter.**

A. — CE QU'EST LA LICENCE OBLIGATOIRE.

La plupart des spécialistes, estimant trop rigoureuse la sanction constituée par la déchéance, ont cherché d'autres remèdes. Et le mouvement actuel tend à faire adopter par les législations le système de la licence obligatoire.

Si l'inventeur n'exploite pas, on ne le frappera pas de la déchéance de son brevet. Il conservera ce brevet, mais si un industriel offrant des garanties suffisantes demande aux tribunaux le droit d'exploiter.

ter certains articles conformes au brevet, les tribunaux lui accorderont ce droit, moyennant une indemnité que le nouvel exploitant devra payer à l'inventeur. Cette indemnité consistera le plus souvent dans le versement d'une fraction déterminée des bénéfices annuels. La justice se substitue ici au breveté : le breveté pouvait accorder une licence à l'industriel qui la lui demandait. Il s'est refusé à le faire, et cependant s'obstine à demeurer inactif. Le tribunal accorde cette licence en dépit de l'inventeur : la licence devient obligatoire.

B. — AVANTAGES DE LA LICENCE OBLIGATOIRE.

Avantages de ce système. — Ce système est assez séduisant : il évite tout d'abord le dépouillement total de l'inventeur, dépouillement auquel répugne l'esprit moderne.

Il satisfait d'autre part l'intérêt du public, qui demande l'exploitation des découvertes. Ainsi se trouvent donc conciliés, dans la mesure du possible, les deux intérêts dont nous avons signalé l'antagonisme : celui du public et celui de l'inventeur.

Nous n'avons pas ici à indiquer autre chose que ces avantages d'un caractère général. Pour plus de clarté, il nous semble préférable d'examiner maintenant les arguments spéciaux invoqués contre le système de la licence obligatoire : et ce sera au cours

de ce nouveau chapitre que nous formulerons les réfutations opposées à ces arguments spéciaux.

C. — DISCUSSION DES OBJECTIONS FAITES
A LA LICENCE OBLIGATOIRE.

PREMIÈRE QUESTION. — *La licence obligatoire peut-elle donner des résultats pratiques ?* — La première objection qu'on ait formulée contre la licence obligatoire se résume ainsi : ce système ne peut donner aucun résultat, puisque, dans les pays qui l'admettent, on ne demande pas de ces licences.

Et l'on cite à l'appui les statistiques anglaises. Depuis que ce système a été consacré législativement en Angleterre, dit-on, pour 400.000 brevets qui y ont été pris, on trouve 4 demandes de licences obligatoires.

A cette objection de fait, on peut, il est vrai, répondre en fait :

1° Que les industriels anglais ignorent souvent la voie qui leur est ouverte (voir Angleterre, page 67) ;

2° Que la procédure de licence obligatoire est très coûteuse.

3° Que les industriels ont à leur disposition un autre procédé, plus simple en tous points : la déchéance (révocation). Nous avons déjà fait observer en étudiant la législation anglaise que partout où

fonctionneraient parallèlement ces deux sanctions à l'obligation d'exploiter : déchéance et licence obligatoire, la première l'emporterait. Il y a d'abord à cela, en Angleterre, une explication suffisante : la procédure de déchéance est plus économique. Indépendamment de cette raison, il est clair qu'un industriel préférera le plus souvent faire tomber purement et simplement dans le domaine public l'invention qu'il voudrait exploiter, plutôt que de demander une licence. S'il obtenait la licence obligatoire, il paierait un tant pour cent annuellement au breveté ; par la déchéance, il se débarrasse de cette charge. Sans doute la licence lui confère-t-elle un avantage : il sera seul à fabriquer moyennant cette indemnité. Mais que se passe-t-il en fait, quand il demande la déchéance ? Il la demande parce qu'il y a intérêt, parce que ses usines ou ses ateliers, parce que son matériel sont tout prêts à fabriquer l'article : que la déchéance soit prononcée, il en sera le premier averti, et pourra de ce fait s'assurer une avance sur ses concurrents. Il espère arriver au même résultat qu'avec la licence sans faire les frais de celle-ci.

En examinant la question sous ce nouveau jour, nous ne croyons pas que l'on puisse, en conscience, tirer une conclusion de l'exemple emprunté à l'Angleterre.

DEUXIÈME QUESTION. — *Comment estimer la valeur de la licence à payer à l'inventeur ?* — On objecte

également à la licence obligatoire la difficulté qu'il y aura pour les tribunaux à en estimer la valeur. Il ne nous semble pas que cette objection soit décisive. Dans l'hypothèse où la licence obligatoire donnerait lieu à un grand nombre d'affaires, on pourrait concevoir un tribunal de spécialistes chargé de ces évaluations. Dans le cas où ces débats seraient rares, les affaires de cette sorte viendraient devant le tribunal de droit commun. Et alors on retomberait dans la pratique, usuelle, de l'expertise. Avec le raisonnement des adversaires de ce système, on aboutirait, en droit commun, à rayer des lois toutes les contestations qui pourraient donner lieu à une expertise en justice.

TROISIÈME QUESTION. — *La licence obligatoire ne favorisera-t-elle pas la fraude ?* — Cet inconvénient plus grave de la licence obligatoire a été signalé par un orateur belge, M. Raclot, au Congrès de Liège de 1905. La licence obligatoire pourrait, dans bien des cas, être une porte ouverte à la fraude. Voici comment les choses se passeraient : Un fabricant ne veut pas ou ne peut pas exploiter lui-même en France, ayant ses usines en Allemagne. Il se procurera en France un licencié de complaisance, qui l'aura actionné en justice pour obtenir une licence obligatoire. Cela fait, et la licence obtenue, ce licencié ne s'avisera pas de fabriquer lui-même, mais fera venir ses articles des usines allemandes, dont il ne sera en

réalité que le correspondant commercial. Cependant il vendra, sans avoir à craindre de déchéance, des produits bel et bien fabriqués à l'étranger.

A cela, les partisans de la licence obligatoire répondent que cette situation à laquelle on aboutit est déjà un résultat. Sans doute, le prétendu licencié ne sera qu'un revendeur. Et cependant, telle quelle, cette conséquence est importante, et sans le système de licence obligatoire, on n'aurait pu y aboutir.

Argument discutable, toutefois, car il semble montrer qu'impuissants à réprimer la fraude, les partisans de la licence obligatoire préfèrent s'en réjouir.

Nous ne voyons pas qu'il existe de procédés très pratiques pour éviter ce détour. Sans doute pourra-t-on faire cependant application au licencié de la jurisprudence qui concerne l'inventeur même : on le contraindra à fabriquer en majeure partie en France les articles qu'il vend en France. Si le tribunal estime trop délicate cette appréciation, du moins exigera-t-il du licencié qu'il ne se contente pas d'un simulacre d'exploitation.

QUATRIÈME QUESTION. — *Un industriel achètera-t-il une licence avant que l'invention ne soit connue?* — On fait remarquer que dans la pratique, pour qu'un industriel demande une licence, il faut qu'il connaisse l'invention. Or comment la connaîtra-t-il, si elle n'est pas déjà dans le commerce? Et si elle y est, l'inventeur a d'ores et déjà une grande avance sur le con-

current qui réclame une licence. Le marché est pourvu du nouvel article. Il n'y a rien à faire pour le nouvel arrivant.

Nous pourrions répondre à cette observation qu'elle est trop générale, et qu'une quantité de cas lui échappent incontestablement. La remarque porte tant qu'il s'agit d'un article simple, nous entendons par là un article ayant une existence propre, qui ne soit pas solidaire d'articles étrangers. Mais aussitôt qu'un objet n'est pratiquement utilisable que lorsqu'il est employé en concours avec d'autres éléments, l'observation porte à faux.

Prenons un exemple : Un ingénieur invente un procédé nouveau ayant trait à un organe spécial de l'automobile. Il s'agit en l'espèce d'un changement de vitesses. Sa découverte apporte une modification importante à la conception de cet organe : elle présente un indiscutable avantage. Les autres constructeurs connaissent cette invention, et peuvent constater qu'elle jouit de la faveur du public. Leur clientèle ne va pas, assurément, du jour au lendemain, les abandonner pour la marque munie du perfectionnement. Ils vont donc demander à l'inventeur de leur délivrer des licences. C'est ce qui s'est passé d'ailleurs dans l'espèce que nous visons (Renault frères, inventeurs de la prise directe en quatrième vitesse). Il est donc inexact de dire, comme le faisait M. Raclot, que quand l'invention est connue, l'inventeur a une telle

avance sur le concurrent qui réclame une licence que celui-ci n'a plus rien à faire.

Si nous voulons un exemple plus moderne encore, empruntons-le à l'aviation. Un jugement célèbre a récemment attribué, en Amérique, l'invention du gauchissement des ailes et de la stabilisation latérale aux frères Wright. Si cette prétention — d'ailleurs universellement contestée — était admise, dirait-on qu'il n'y a « plus rien à faire » pour les autres constructeurs, parce que le marché serait déjà pourvu du nouvel article quand ils y produiraient les leurs, conformes aux licences délivrées ? Pratiquement, il n'en sera rien.

Il faudrait supposer, même dans le cas de l'article simple, tel que nous l'avons défini au début de ce chapitre, que l'inventeur puisse suffire à toutes les demandes. Ce sera seulement dans ce cas, exceptionnel, semble-t-il, que le marché sera véritablement pourvu du nouvel article au point d'être fermé aux concurrents.

CINQUIÈME QUESTION. — *Peut-on facilement découvrir le brevet pour acheter une licence ?* — La première condition nécessaire à l'achat d'une licence est la connaissance du vendeur. Or l'industriel qui, connaissant un appareil breveté, veut acquérir une licence de l'inventeur, arrivera-t-il aisément à découvrir le brevet ?

Au premier abord, l'objection surprend un peu.

Elle a cependant une valeur, à raison de l'abondance des brevets, et peut-être des lacunes de leur réglementation en ce qui concerne leur délivrance. Que ce soit désordre ou défaut de clarté des indications, il n'en est pas moins vrai qu'un industriel peut se trouver dans l'impossibilité de découvrir le brevet couvrant des appareils bien connus du public. M. Bede, au Congrès de Liège de 1905, a soulevé cette objection. Il citait à l'appui des exemples d'industriels étrangers refusant de faire connaître à tels industriels belges le brevet qu'ils exploitent. Il citait aussi des cas journaliers d'industriels se trouvant dans l'impossibilité de trouver le brevet qui les intéresserait, en raison des précautions prises par les exploitants des objets brevetés. Il rappelait les cas nombreux de brevets couvrant des procédés de fabrication de produits fabriqués à l'étranger, produits dont l'importation ne révèle pas l'existence d'un brevet, ou tout au moins ne permet en aucune façon de découvrir ce que peuvent être les procédés ni surtout quel peut être le breveté.

Étant donné cet état de choses, si l'on ne donne à l'obligation d'exploiter que la sanction de la licence obligatoire, on encourage l'industrie étrangère. Car il suffira au producteur étranger de fabriquer chez lui jusqu'au moment où, la loi en main, un industriel du pays le contraindra, s'il y arrive, à lui octroyer une licence. Il profitera ainsi du retard subi

par cet industriel du fait qu'il lui a été difficile, ou impossible, de découvrir le brevet.

Nous remarquerons que cet inconvénient n'est pas inhérent au système de la licence obligatoire, puisqu'il est signalé dans un pays où celle-ci ne fonctionne pas, et sans qu'on ait à s'occuper d'elle. Cela dit, ne serait-il pas assez simple, au moment d'un remaniement législatif tel que celui auquel donnerait lieu la création de la licence obligatoire, d'obvier à cet inconvénient ? Il serait aisé de le supprimer dans bien des cas : dans tous les cas où l'industriel qui voudrait se faire octroyer une licence est à même de copier l'article breveté. Car on pourrait alors, dans le but de faire surgir l'action du breveté et de démasquer celui-ci l'autoriser à copier l'objet en le soustrayant aux conséquences de la contrefaçon, sous réserve de prouver l'impossibilité où il se trouvait de connaître le breveté.

Ainsi cet argument n'est pas, à notre avis, absolument probant, en ce sens qu'il ne dépend que de la réglementation de la licence obligatoire d'en détruire le fondement. Ce n'est pas le système lui-même qu'il atteint : c'est une défectuosité éventuelle de son application.

SIXIÈME QUESTION. — *Peut-on obliger l'inventeur à accorder une licence contre son intérêt ?* — Voici comment, au Congrès de Berlin de 1904, M. Albrecht présente cet argument contre la licence obligatoire :

en Suisse, on ne protège pas les inventions de procédés chimiques ; il s'y fait un très grand commerce de produits contrefaits à destination des pays à brevets.

Or que font les contrefacteurs qui s'occupent de l'importation, dans les pays à brevets, de ces produits suisses contrefaits ? Ils se font concéder par l'inventeur une licence, pour la France, par exemple.

Ils fabriquent en France une quantité très modérée de produits, pour lesquels ils paient une redevance, mais ils continuent à tirer de la Suisse la plus grande part de leurs produits.

Est-il juste, se demande alors M. Albrecht, d'obliger l'inventeur à accorder une licence ?

Il faut observer, ce dont cette argumentation ne parle pas, qu'il n'a jamais été question d'obliger l'inventeur à concéder une licence au premier venu qui lui en ferait la demande. Les tribunaux auront toujours à apprécier les garanties que pourra présenter la licence. Sans doute pourront-ils se tromper dans cette appréciation. Il dépendrait toutefois de la réglementation de la licence obligatoire de remédier à cet inconvénient en imposant au licencié l'obligation de fabriquer sur le territoire dans une proportion déterminée.

M. Bucherer a signalé au même congrès un autre cas dans lequel la licence obligatoire desservirait l'intérêt de l'inventeur. Supposons qu'un Allemand invente une machine à tisser, et que, bien outillé,

il la fabrique à bon compte. Les filateurs allemands abaissent de ce fait leur prix de revient, fabriquent en Allemagne et exportent les produits à l'étranger (la Convention d'Union le leur permet). Ils craignent donc que l'inventeur ne concède en France une licence à un industriel, ce qui favoriserait leurs concurrents français. Ils s'entendent avec l'inventeur, et lui paient une somme déterminée *pour qu'il n'accorde pas de licence en France*. Ils s'assurent ainsi la possibilité de continuer à produire à bas prix avec les nouvelles machines allemandes, leurs concurrents français étant obligés, par leur ancien matériel, à maintenir leurs prix. Or si la somme offerte par le syndicat des filateurs est de 10, et si l'offre la plus haute d'un demandeur de licence est de 9, l'inventeur n'a pas intérêt à la licence obligatoire.

Mais à cela nous devons répondre qu'un des buts principaux, le principal peut-être, que se sont donnés les législations en imposant l'obligation d'exploiter, quelle qu'en soit d'ailleurs la sanction, est de limiter les effets de la concurrence étrangère. Le but que poursuivrait la loi française en obligeant l'inventeur allemand à concéder une licence en France ne serait pas uniquement de permettre à cet inventeur la réalisation de gros bénéfices. Elle prétendrait au contraire lui demander un léger sacrifice pour balancer l'intérêt de l'inventeur et celui du public ; elle le lui demanderait d'autant plus que dans notre espèce,

l'intérêt de l'inventeur se confond avec l'intérêt de la concurrence étrangère, et que l'intérêt du public est l'intérêt de ses nationaux.

SEPTIÈME QUESTION. — *La licence obligatoire protège-t-elle l'intérêt national?* — Voici précisément un nouveau point que contestent les adversaires du système : Vous voudriez, disent-ils, établir la licence obligatoire pour protéger l'intérêt national ? Est-il bien sûr qu'elle le protège ? M. von Schütz a présenté cet argument en 1900, au Congrès de Paris. Il observe d'abord que l'avantage résultant des inventions, pour une industrie, consiste moins dans la fabrication que dans l'application. Il en est de même du préjudice qu'elle peut subir du fait de ces inventions. Peu importe à l'industrie d'un pays que le préjudice qu'elle subit du fait de l'invention brevetée lui soit causé par l'importation de l'étranger ou par la fabrication d'un étranger dans le pays. Et même la concurrence étrangère est plus dangereuse dans ce dernier cas, par suite de l'économie des droits d'entrée et des frais de transport.

Que faut-il penser de cette objection ? Est-il vrai, d'abord, que la concurrence étrangère soit plus dangereuse dans le cas où la fabrication a lieu dans le pays, à raison de l'économie des droits d'entrée et des frais de transport ? La réponse, M. von Schütz lui-même la fournit, quelques lignes plus loin, en développant un autre argument contre la licence. Il

écrit en effet : « Les conditions de fabrication d'un produit sont d'autant meilleures que ce produit est fabriqué en quantité plus considérable ; il ne faut pas le fabriquer dans plusieurs pays à la fois, si l'on ne veut pas élever les prix. » Nous en concluons donc que la concurrence étrangère ne se fera pas à meilleur compte si nous la contraignons à se morceler.

Mais d'autre part, M. von Schütz déclare qu'il est indifférent au pays de subir un préjudice du fait de l'importation de l'étranger ou de la fabrication d'un étranger dans le pays. Il y a là tout au moins une pétition de principe : M. von Schütz suppose que ce sera nécessairement un étranger qui sera licencié, que par exemple l'inventeur français exploitant en Allemagne ne conférera une licence qu'à un Français. Si même cette situation était fréquente, il n'en est pas moins certain que dans un grand nombre de cas, il en sera autrement, et que la licence sera conférée à un national. Cela sera vrai pour toutes les industries où n'existera pas, dans le pays étranger, de compatriote de l'inventeur en mesure de fabriquer l'invention brevetée. Elles peuvent être nombreuses.

Nous retrouverons dans le chapitre suivant un certain nombre d'objections soulevées contre l'obligation d'exploiter, quelles qu'en soient les sanctions, et qui visent par conséquent indirectement la licence

obligatoire. Nous ne les examinerons pas ici. Pour plus de clarté, qu'il nous suffise de signaler que, par une déduction nécessaire, les arguments opposés à l'obligation d'exploiter visent évidemment aussi la licence obligatoire qui n'en est qu'une sanction.

CHAPITRE II

Système de la Suppression de l'Obligation d'exploiter.

L'obligation d'exploiter, dans son principe même, rencontre tous les jours des adversaires plus nombreux. Elle soulève les perpétuelles critiques des inventeurs et de leurs partisans : ces critiques se renouvellent périodiquement, à tous les Congrès de l'Association Internationale pour la protection de la propriété industrielle. Ces assemblées émettent annuellement le vœu de voir disparaître l'obligation d'exploiter. Presque tous les orateurs sont d'accord sur la nécessité de la suppression pure et simple. Les moins intransigeants s'arrêtent au moyen terme de la licence obligatoire, mais avouent ne considérer ce système que comme une étape vers la suppression totale.

Nous avons vu cependant, au début du chapitre précédent, qu'il existe des raisons importantes pour justifier le maintien de cette obligation. Nous allons voir et discuter les motifs qui militent en faveur de sa suppression,

Voici les arguments principaux qu'invoquent ses partisans :

I. — *Si l'inventeur n'exploite pas, c'est que l'objet de son brevet est sans valeur. Il est donc inutile de sanctionner cette inaction.*

Telle est la formule de G. Huard, rapporteur au Congrès de Paris de 1900. « Il n'y a pas lieu de craindre, dit-il, que le breveté néglige volontairement d'exploiter. Tant qu'il paie la taxe, comment se refuserait-il à tirer profit d'une invention dont la jouissance exclusive l'oblige à déboursier une somme d'argent ? S'il n'exploite pas, c'est que l'objet de son brevet est sans valeur. Dès lors, à quoi bon admettre, en cas de non-exploitation, soit la déchéance, soit la licence obligatoire ? Nul ne se présentera pour utiliser l'invention tombée dans le domaine public ou pour se faire concéder une licence. »

Le point de départ de cette théorie nous paraît toutefois discutable. Sans doute, dans la plupart des cas, lorsqu'une invention reste inexploitée, cela tient à ce qu'elle est sans valeur. Mais dans son rapport même, G. Huard s'élèvera plus loin contre la licence obligatoire sous prétexte qu'il faut au moins cinq ans à l'inventeur pour faire connaître son invention à des demandeurs de licences. Il ne se dissimule donc

pas les difficultés que le breveté va rencontrer lorsqu'il s'agira pour lui d'exploiter. Et s'il lui faut cinq ans pour établir la valeur de sa découverte, ne peut-on concevoir qu'il puisse rester trois ans (délai de la loi française) sans exploiter, et sans que cette inaction implique nécessairement la non-valeur de l'invention ?

Remarquons qu'il y a un certain nombre d'inventeurs — plus considérable peut-être qu'on ne le croit — dont la raison d'être, dont le but unique, est la recherche. Lorsqu'ils sont arrivés à la solution, ils se désintéressent de son application. Ils n'en prennent pas moins un brevet, dans l'espérance peut-être qu'une société se formera pour le leur acheter, mais sans rien faire pour provoquer la création de cette société. Ce brevet leur apparaît souvent comme la simple consécration d'une œuvre nouvelle et originale. Il peut se faire qu'un tel inventeur (riche par ailleurs) paie plusieurs annuités, en remettant toujours au lendemain l'idée d'exploiter ou de vendre son brevet, occupé qu'il est par d'autres recherches. De telles gens sont en quelque sorte les poètes de l'industrie. Mais ce détachement des intérêts matériels ne va-t-il pas préjudicier à la société, en tous cas à la nation ? L'inventeur n'a pris un brevet qu'en France ; son invention est copiée en Allemagne et les industriels allemands la répandent à l'étranger. Voilà un singulier retard pour l'industrie française, retard

qu'on ne peut empêcher si la loi ne permet pas de contraindre l'inventeur à exploiter.

A cela, on répondra que cet inventeur, qui ne s'est pas soucié de mettre en œuvre sa découverte, ne se souciera pas davantage d'empêcher les autres de l'exploiter.

Cette observation n'est pas nécessairement exacte : la contrefaçon tirera peut-être ce breveté de son incurie.

Serait-elle vraie, que se produirait-il ? Celui qui exploiterait, malgré le brevet, cette invention d'un autre, serait un industriel de mauvaise foi. Les industriels honnêtes, retenus par des scrupules, ou simplement par la crainte d'un procès, l'auraient laissé prendre les devants. Si donc l'inventeur ne poursuit pas les exploitants, en définitive, l'avance, dans l'exploitation commerciale du brevet, sera acquise à l'industriel de mauvaise foi sur ses concurrents honnêtes.

Pour supprimer ces aléas, n'est-il pas préférable d'obliger l'inventeur, au bout d'un certain laps de temps, s'il n'a pas exploité lui-même, à concéder une licence à un industriel désireux d'exploiter ?

Il peut se faire encore qu'un brevet d'une réelle valeur demeure inexploité pour une autre raison, le défaut de commanditaires.

L'inventeur n'est pas nécessairement un homme d'affaires ; le contraire est fréquent. Lorsqu'il est sorti de son domaine, la recherche, et qu'il se trouve

sur le terrain de l'application pratique, il est parfois désemparé. Il ne saura pas toujours trouver des commanditaires ; ceux à qui il soumettra ses plans le prendront peut-être pour un visionnaire : bien des financiers ont la défiance des inventeurs.

On objectera : s'il ne trouve pas de commanditaires, pourquoi trouverait-il une personne disposée à lui acheter une licence ?

C'est que l'acheteur de la licence sera, lui, un homme d'affaires. Il n'est peut-être pas un capitaliste, mais il est en rapport avec des capitalistes. Il saura, mieux que l'inventeur, mettre la découverte en valeur à leurs yeux. Et s'il ne s'est pas offert lui-même à commanditer l'inventeur, c'est parfois parce qu'il préférerait éliminer l'inventeur, et faire de l'affaire son affaire. Si le breveté a voulu rester dans l'exploitation du brevet et s'y intéresser, cet acheteur de licence se sera refusé à traiter avec lui.

Il ne nous paraît donc pas absolument exact de poser en principe, comme le fait M. Huard, que « si l'inventeur d'un brevet n'exploite pas, c'est que l'objet de son brevet est sans valeur. »

Nous trouvons de même à reprendre à cette proposition de M. von Schütz :

« Personne ne paie les taxes de brevet pour son bon plaisir. »

« Pour son bon plaisir », c'est bien évident. Mais il peut se faire que l'inventeur paie des annuités, bien

qu'il n'exploite pas, pour autre chose que son bon plaisir. Il se peut qu'il les paie dans l'espérance, sans cesse renouvelée, de trouver un jour des commanditaires.

Or c'est sur cette donnée que s'échafaude la théorie destructrice de toute obligation d'exploiter. Nous croyons que le principe ne doit pas être admis avec le caractère absolu que lui donne son auteur, pour les raisons que nous venons de développer.

II. — *Les motifs invoqués pour justifier l'obligation d'exploiter sont inexacts.*

M. von Schütz, dont le rapport constitue une des études les plus poussées qui aient été faites de la question, se déclare partisan de la suppression de l'obligation d'exploiter. Pour soutenir sa théorie, il combat argument par argument la thèse favorable au maintien de cette obligation. Dans son rapport, il énumère les motifs qui justifient, aux yeux de ses adversaires, l'obligation d'exploiter ; il s'attache ensuite à en démontrer l'inexactitude. Nous allons analyser avec lui ces motifs, qui, dit-il, sont de trois ordres.

A. — L'ÉTAT SE DESSAISIT D'UN DROIT.

Il est naturel, disent les partisans de l'obligation, d'exploiter, étant donné ce dessaisissement par l'État

de son droit, qu'il demande en retour, comme équivalent, l'exploitation de l'invention.

M. von Schütz constate que cette idée est aujourd'hui sacrifiée. On n'admet plus aujourd'hui le droit de l'État ; l'inventeur a un droit original.

Mais ne nous laissons pas tromper par les mots. L'État n'a pas de droit par lui-même : il en a comme représentant de la société. Et nous sommes ici d'accord avec M. von Schütz : « L'intérêt et les droits de l'individu sont primés par l'intérêt de la généralité. » M. von Schütz, l'ayant reconnu, va s'attacher à prouver ensuite que l'intérêt général n'est pas lié à l'obligation d'exploiter.

B. — L'INACTION DE L'INVENTEUR NUIT AU BIEN-ÊTRE GÉNÉRAL

Voici, dit-il, comment les partisans de l'obligation d'exploiter présentent cet argument : L'inaction de l'inventeur entrave les progrès de l'industrie et nuit au bien-être général, car la protection des brevets a pour but de créer de nouvelles branches d'industrie dans un pays, de former un noyau de bons ouvriers, et de créer de meilleures conditions d'existence pour la population.

Pour réfuter cette théorie, von Schütz divise son sujet en trois cas :

PREMIER CAS. — *L'inventeur reste dans son pays,*

mais n'exploite pas. — Selon lui, cette hypothèse est irréalisable. Nous avons développé plus haut des arguments en sens contraire qui ne nous permettent pas d'adopter cette manière de voir.

DEUXIÈME CAS. — *L'inventeur habite à l'étranger et n'importe pas.* — M. von Schütz considère également cette hypothèse comme invraisemblable. Pourquoi, dit-il, obliger cet inventeur à exploiter dans le pays : il le fera en fait. L'intérêt de l'inventeur lui commande en effet d'exporter. Le raisonnement est purement spécieux : dira-t-on qu'un fabricant de dentelles français aura intérêt à exporter aux Etats-Unis, quand ceux-ci frappent ses produits de droits prohibitifs ? Les exemples spéciaux de cette nature peuvent être multipliés.

Ils dispensent d'insister sur un exemple plus rare et plus général où l'inventeur n'a nul intérêt à exporter : le boycottage contre une nation. Sans remonter bien loin, rappelons-nous le boycottage des marchandises autrichiennes à Constantinople en 1909, boycottage qui, n'ayant pas de caractère officiel, ne pouvait être combattu par des voies officielles.

TROISIÈME CAS. — *L'inventeur étranger importe.* — Là encore, déclare von Schütz, il ne faudrait pas admettre l'obligation d'exploiter.

Selon lui, peu importe à l'industrie nationale que le préjudice lui soit causé par l'importation de l'étranger ou par la fabrication d'un étranger dans le pays.

La concurrence est même plus dangereuse dans ce dernier cas, par suite de l'économie des frais de transport et des droits d'entrée. L'obligation d'exploiter produit une hausse de prix, car si un inventeur entretient cinq succursales dans différents pays, il élève du fait le prix de son invention.

Trop préoccupé sans doute de faire face à toutes les objections, l'auteur admet ici deux propositions qui se détruisent l'une l'autre : Si la concurrence est plus dangereuse quand l'inventeur exploite dans le pays, par suite de l'économie des droits d'entrée et des frais de transport, peut-on dire que l'obligation d'exploiter produise une hausse des prix ?

De ces deux propositions contradictoires, il nous semble que la seconde est la plus exacte, dans l'hypothèse de tarifs douaniers normaux, cinq succursales dans différents pays produiront à prix plus élevé qu'une seule maison pour un même nombre de produits.

Il suit de là que l'on ne peut prétendre créer de meilleures conditions d'existence pour la population par l'obligation faite à l'inventeur d'exploiter sa découverte.

Mais ici, M. von Schütz ne nous paraît pas tenir compte de tous les éléments de la cause : quand on parle de l'intérêt général, on n'entend pas dire l'intérêt de tous. Nous ne prétendons pas procurer un avantage à toute la population, mais plutôt empêcher

de périlcliter une partie de la population, estimant que le salut de cette partie compensera suffisamment un léger sacrifice demandé à l'autre.

Rapprochons la question du problème de la conciliation des intérêts agricoles et industriels. L'agriculteur a intérêt à vendre cher son blé, l'ouvrier des villes a intérêt à acheter le pain à bon marché. Si, pour donner satisfaction pleine et entière à l'ouvrier des villes, on laisse librement entrer en France les blés de Russie ou des États-Unis, le prix du pain baissera : les conditions d'existence de l'ouvrier seront de ce fait légèrement améliorées. Mais la classe agricole, impuissante, à raison de la vétusté et de la petite étendue de ses terres, à lutter contre la concurrence des terres jeunes, riches et vastes de l'Amérique, sera définitivement écrasée. La question est une question de vie ou de mort pour l'agriculteur, de plus ou moins de commodité pour l'ouvrier ; c'est l'intérêt de ce dernier qui doit plier devant l'autre.

Ainsine faudrait-il pas sacrifier la production pour améliorer le sort de la consommation.

Or, n'est-ce pas à ce résultat qu'on aboutirait en définitive : économie légère réalisée par les consommateurs, ruine des producteurs.

La question se pose d'une manière particulièrement intéressante pour la France, pays où les conditions de production sont élevées. Supprimons, comme von Schütz le propose, l'obligation d'exploiter industriel-

lement, en nous en tenant à l'obligation d'exploiter commercialement : l'Allemagne aura tôt fait de couvrir la France de ses produits, parce que l'Allemagne fabrique à meilleur compte. Qu'on ne dise pas que le public distinguera la qualité des marchandises fournies, et préférera les produits français aux produits à meilleur marché venus d'Allemagne : le succès des entreprises de vente à bon marché, en France, prouve suffisamment le contraire. Le public ira vers les prix les moins élevés, sans s'inquiéter outre mesure de la mauvaise qualité des marchandises qu'ils recouvrent.

Qu'arrivera-t-il alors ? Les producteurs français auront vite fait d'abandonner le souci de la qualité qui constituait jusqu'alors le fondement de leur réputation, et s'efforceront de lutter en sacrifiant la qualité contre les tarifs de la concurrence étrangère.

Comment un grand magasin français de Paris luttera-t-il contre un concurrent allemand dans la même ville ? En achetant au même prix des marchandises allemandes.

Si l'on maintient au contraire l'obligation d'exploiter, on contraint le producteur étranger à combattre à armes égales le producteur français. La France doit tenir compte de deux grands éléments qui contribuent à hausser les prix : le souci de la qualité et les crises ouvrières. L'un et l'autre sont plus vifs chez elle que partout ailleurs. Voilà cependant deux fac-

teurs dont il est le plus souvent difficile de rendre responsable un industriel. Le concurrent allemand qui viendra fabriquer en France subira les mêmes nécessités, et les chances tendront à s'égaliser.

Sans doute, il faut stimuler l'énergie industrielle en favorisant la concurrence, lorsque le retard d'un pays est dû à la routine du machinisme. Mais il ne faut pas perdre de vue qu'il y a d'autres causes aux prix élevés que font les producteurs, et qu'il serait injuste de leur en faire porter le poids.

Voilà pourquoi nous admettons difficilement le raisonnement de M. von Schütz d'après qui l'obligation de fabriquer dans le pays nuit au bien-être national. N'est-ce pas une duperie de prétendre que l'intérêt national sera favorisé quand la consommation le sera, si la production doit être ruinée ? Ne nous illusionnons pas sur la portée des mots, et remarquons que le consommateur d'un produit est en définitive le producteur d'un autre. Si nous faisons passer toute la production de France en Allemagne, qu'y gagnerons-nous ?

Au point de vue de la défense des intérêts français, il nous est impossible de nous rattacher au système proposé par l'auteur. M. von Schütz préconise la suppression de l'obligation d'exploiter. Il y voit cependant un acheminement dans l'obligation d'exploiter purement commerciale. Système évidemment dange-

reux pour nous. Nous voyons bien ce qu'y gagnera l'Allemagne. Nous voyons moins bien les avantages qu'y trouverait la France.

Les partisans de la suppression disent encore : vous prétendez, par l'obligation d'exploiter, défendre les intérêts de la main-d'œuvre nationale. Et que se passe-t-il dans votre système ? Un étranger établit en France une succursale dirigée par un de ses compatriotes, peut-être avec l'aide de subordonnés de son pays, et peut-être emploiera-t-il des ouvriers choisis principalement parmi ses compatriotes. Nous ne nous attarderons pas à montrer ce qu'il peut y avoir d'exagéré à prétendre qu'une usine anglaise établie en France ne servira strictement que des intérêts anglais ; remarquons cependant un phénomène assez fréquent : une société anonyme française exploite en Italie. Dans l'opinion de M. von Schütz, les Italiens n'y trouvent aucun intérêt. Dans la pratique, que font-ils ? Ils voient fonctionner sous leurs yeux une industrie puissante, bien organisée, qui leur paraît donner toutes garanties, et qu'ils voient distribuer de bons dividendes. Ils auront vite fait de s'y intéresser, de racheter des actions aux capitalistes français. Peut-on dire dès lors qu'il y a tout juste quelques ouvriers italiens qui profitent de l'exploitation sur le territoire ? C'est ainsi qu'on voit un certain nombre de firmes d'automobiles établir des filiales à l'étranger, souvent même sous un nom

différent du leur, la filiale ayant une existence propre, distincte de celle de la firme.

Cela dit, nous ajouterons qu'il n'est pas tout à fait exact de prétendre que l'intérêt national ne trouvera pas son compte dans l'obligation de fabriquer, par le fait que l'étranger emploiera des ouvriers étrangers et que son exploitation profitera à des commanditaires étrangers. Si même la chose était certaine, il n'en serait pas moins vrai, comme nous l'avons dit plus haut, que la France, par exemple, égaliserait les chances de lutte en contraignant un producteur étranger à bon marché à fabriquer sur son territoire.

C. — PAR L'ABUS D'UN MONOPOLE, LES CONDITIONS DE PRODUCTION PEUVENT ÊTRE MODIFIÉES D'UNE FAÇON PRÉJUDICIABLE A L'INTÉRÊT GÉNÉRAL.

Tel est le troisième argument, selon M. von Schütz, sur lequel s'appuie la théorie favorable à l'obligation d'exploiter. Argument sans valeur, déclare-t-il, la pratique prouvant qu'une telle crainte n'est pas fondée, Jamais en Allemagne une demande en annulation du brevet n'a été motivée pour cause d'exploitation « ayant une allure de monopole ». Et cela s'explique simplement par le fait que dans un laps de temps très court, des inventions analogues viennent créer une concurrence qui rétablit l'équilibre.

Cette observation n'est vraie que jusqu'à un certain point. Un exemple très moderne nous fait douter de son exactitude absolue. Nous l'empruntons à l'industrie aéronautique. Le monde de l'aviation est actuellement fort ému des prétentions des frères Wright, qui revendiquent comme leur, l'invention d'un procédé de gauchissement applicable aux ailes des avions. Par un sentiment de protectionnisme outrancier, les tribunaux américains leur donnant gain de cause, interdisent l'usage aux États-Unis d'appareils munis de ce système de gauchissement. Bien qu'à l'heure actuelle un certain nombre d'appareils ne l'utilisent pas, il n'en est pas moins vrai que ce procédé est une simplification importante : le tolle provoqué par la décision américaine en est la preuve. Tout le monde s'accorde à reprocher aux Wright de vouloir s'attribuer un monopole.

On pourrait dès lors pousser les choses jusqu'au bout. Si les prétentions des frères Wright triomphaient en tous pays, et s'ils se refusaient à exploiter dans certains d'entre eux, n'y aurait-il pas un abus de monopole préjudiciable pour ces pays ?

En cette matière, il n'est pas tout à fait exact de dire, avec M. von Schütz, que « dans un laps de temps très court, des inventions analogues viennent créer une concurrence qui rétablit l'équilibre ».

M. von Schütz d'ailleurs admet ensuite cette hypothèse, pour combattre le remède que constituerait la

déchéance, et réclamer la seule application du système des licences obligatoires. Nous nous rattachons à cette opinion. Nous terminons ainsi l'examen du rapport fort séduisant de M. Von Schütz au congrès de Paris. Il renferme les objections les plus fortes qui ont été formulées jusqu'ici contre l'obligation d'exploiter ; c'est un tout harmonieux et bien construit. Remarquons toutefois — on n'en saurait faire reproche à l'auteur — qu'il laisse intacts certains arguments tendant à justifier la nécessité de l'obligation d'exploiter, et que nous avons signalés dans la première partie de ce chapitre, sous la rubrique *Intérêt pratique du système de l'obligation d'exploiter*.

Nous ne prétendons pas refuser leur valeur aux arguments invoqués dans le rapport de M. von Schütz. Il nous a semblé intéressant d'en rechercher seulement dans certains cas les points faibles ou les excès.

CHAPITRE III

Système mixte ou système belge

Ce troisième système, intermédiaire entre le système de l'obligation d'exploiter et celui de l'absolue liberté de l'inventeur, constitue une tentative intéressante et qui paraît fort raisonnable.

On part de cette idée : Il est désirable que l'inventeur jouisse d'une grande liberté. Il est désirable qu'il n'abuse pas de cette liberté pour léser l'intérêt public. Mais, et c'est là qu'apparaît l'originalité du système, qu'est-ce que l'intérêt public ? Il ne faut pas s'y tromper : c'est pour chaque pays l'intérêt national.

Nous ne nous occupons pas en France de légiférer pour le plus grand bien du Japon ou de l'Australie : nous nous occupons avant tout des intérêts de nos nationaux.

Dès lors il faut rechercher quelle est la mesure de cet intérêt, et dans quels cas il risque une lésion. Ces cas déterminés, il suffira de restreindre la liberté de l'inventeur quand il se trouvera dans leur domaine,

sans lui imposer dans d'autres circonstances des entraves injustifiées et que rien ne nécessite.

Or quel est le cas dans lequel on pourrait craindre une lésion de l'intérêt national par l'inexploitation d'une découverte ? C'est lorsqu'un inventeur, breveté en Belgique et dans d'autres pays, exploite à l'étranger sans exploiter en Belgique.

Il se peut même que le danger ne soit pas toujours très considérable : mais si jamais il doit y avoir danger pour l'intérêt national dans le fait d'un défaut d'exploitation, ce sera dans ces circonstances.

Il semble donc inutile au législateur belge de contraindre un inventeur breveté à exploiter sur le territoire, s'il n'exploite nulle part ailleurs. Quel intérêt justifierait cette obligation ? L'intérêt supérieur de l'humanité. Il convient d'observer que celui-ci tend à se réduire pour les législateurs à la valeur d'une considération théorique.

Mais si l'inventeur exploite au dehors et reste inactif au dedans, le péril peut apparaître : l'étranger sera favorisé aux dépens des nationaux. C'est alors qu'intervient la loi. Elle laisse cependant un délai à l'inventeur pour procéder à quelques essais dans le pays qui lui paraîtra le plus favorable à l'essai de sa découverte : elle lui laisse un an pour le faire. Si, cette année passée, il n'y a pas trace en Belgique de son exploitation, tandis qu'il l'a entreprise à l'étranger, il encourt la déchéance.

Ce système est séduisant : il conviendrait d'en atténuer la rigueur sur le dernier point, celui qui concerne la sanction. Tout le monde est aujourd'hui d'accord pour écarter la déchéance. Le système de licence obligatoire préconisé serait plus en harmonie avec les tendances modernes.

CONCLUSION

Il y a donc en réalité quatre systèmes en présence :

I. — *L'obligation d'exploiter sanctionnée par la déchéance du brevet.* — Ce système ne rencontre pour ainsi dire plus de défenseurs. Son excessive rigueur, l'extrême difficulté qu'il y aurait pour l'inventeur à exploiter en quelques années dans tous les pays où il se serait fait breveter, l'ont condamné dans l'opinion.

II. — *L'obligation d'exploiter sanctionnée par la licence obligatoire.* — Système dont le principe paraît bon, mais qui comporte un aléa, en ce sens qu'il faut l'éprouver. Les expériences faites en Angleterre et en Allemagne ne sont pas décisives, à raison de la survivance de la déchéance à côté de la licence obligatoire, comme sanction à l'obligation d'exploiter. Nous avons montré que le premier moyen devait tuer automatiquement le second quand ils fonctionneraient côte à côte. Il faudrait donc, avant de s'arrêter à ce système, rejeter définitivement la déchéance. C'est dans cet esprit que l'Association internationale pour

la protection de la propriété industrielle a chargé M. Taillefer de la rédaction d'un projet de loi. Ce projet, qui est séduisant, a été soumis au Congrès de Milan de 1906. Il appartient au pouvoir législatif de se saisir de la question : la commission n'aurait plus à s'occuper que de l'étude des détails.

Comment faut-il comprendre la licence obligatoire? Elle peut exister comme moyen unique ou parallèlement à la déchéance. Nous la considérons comme un leurre dans ce dernier cas.

Comment se paieront les droits? On peut concevoir un règlement forfaitaire de l'indemnité, consistant dans le paiement, immédiat ou à échéances, d'une somme déterminée ; ou le paiement immédiat d'une somme déterminée, et le paiement annuel d'un tant pour cent ; ou le simple paiement d'un tant pour cent annuel sur les bénéfices réalisés par le licencié.

Comment s'intentera l'action? On peut imaginer une action publique ayant pour effet d'avertir les intéressés que l'exploitation n'ayant pas été réalisée, ils peuvent s'inscrire pour demander des licences ; ou l'on attendra, sans rien faire contre le breveté, qu'un tiers se présente de lui-même pour offrir d'acheter une licence.

Ce sont autant de questions qui rentrent dans le cadre des études de la commission législative.

III. — *La suppression pure et simple de l'obligation d'exploiter.* — Nous avons dit pourquoi ce système,

vers lequel, par des acheminements divers, tendent les auteurs modernes, nous paraissait sujet à caution. Si nous nous plaçons à un point de vue purement national, nous croyons ce système contraire aux intérêts français. Nous doutons même qu'il satisfasse pleinement les inventeurs. Nous ne parlons pas ici du breveté lui-même, mais des industriels concurrents, qui ne pourront utiliser un perfectionnement de leur invention, ou ne pourront se faire délivrer des licences. Et pour peu que le breveté ait négligé de prendre un brevet dans tous les pays, on voit l'avance que prendront les pays où le progrès sera libre sur ceux dont l'action sera entravée par le brevet.

IV. — *Le système mixte adopté par la Belgique.*

— L'inventeur n'est tenu à exploiter dans le pays que s'il a exploité pendant un an à l'étranger. Ce système paraît assez avantageux si l'on admet — ce que nous croyons être la vérité — que l'inaction de l'inventeur ne nuit jamais à l'humanité, mais à telle ou telle nation. Si l'on admet que c'est un intérêt national, et cet intérêt seul, qui peut commander l'obligation d'exploiter, il faut avouer que le système belge, très séduisant, a même un avantage sur le système de la licence obligatoire, celui de la simplicité : il se résume aisément en un article de loi.

Dans le cas cependant où l'on craindrait que l'intérêt général de l'humanité pût avoir à souffrir de l'inaction de l'inventeur, il serait préférable de s'ar-

rêter à l'obligation d'exploiter sanctionnée par la licence obligatoire.

C'est pourquoi, rejetant l'obligation d'exploiter sous peine de déchéance, d'une part, et la suppression totale de l'obligation d'exploiter, d'autre part, nous croyons plus raisonnable de nous arrêter à un moyen terme, constitué soit par le système belge, soit par le système de la licence obligatoire.

Vu : le Président de la thèse,

E. THALLER

Vu : le Doyen,

P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

POUILLET et PLÉ. — Des brevets d'invention.

ALLART. — Traité des brevets.

MAINIÉ.

PICARD et OLIN.

DONZEL.

PELLETIER et VIDAL-NAQUET. — La Convention d'union pour
la protection de la propriété industrielle, du 20 mars
1883.

HUARD et PELLETIER. — Répertoire de législation et de juris-
prudence en matière de brevets d'invention.

G. HUARD.

Pandectes françaises.

Pandectes belges.

KOHLER. — Handbuch des deutschen Patentrechts.

NOUGUIER.

RENDU.

BLANC.

Congrès de l'Association Internationale pour la protection de
la propriété industrielle.

Congrès de Paris, 1900. Rapport de G. Huard ; rapport von
Schütz.

Congrès de Milan, 1906. Projet de loi de Taillefer sur la li-
cence obligatoire.

Congrès de Liège, 1905. Observations de Raclot ; observations de Bède.

Congrès de Nancy, 1909.

Lois étrangères (Angleterre. Allemagne. Belgique. Italie. Espagne. États-Unis. Japon. Autriche-Hongrie. Suède)..., et textes.

Bulletin de la propriété industrielle. Jurisprudence étrangère. Commentaires.

Annales de la propriété industrielle. Jurisprudence française.

